



Cause

COMPRENDRE LE MONDE
AGIR POUR LE CHANGER

NOVEMBRE
DÉCEMBRE
2025

46

★ commune

REVUE D'ACTION POLITIQUE DU PCF

p. 12 DOSSIER

PETIT LEXIQUE DE LA DIALECTIQUE DES LUTTES

p. 3 ÉDITO

« *They lick my ass* »
ou le goût persistant
de la servitude

p. 56 FÉMINISME

Violences conjugales et
dépendance économique
en milieu rural

p. 70 EN DÉBAT

Les cultures : champ
des communs et terrain
d'enjeux de classe

p. 8 GRAND ENTRETIEN

**Christophe Grassullo, trésorier national du PCF :
la bataille financière, outil de nos ambitions**

Parti communiste français

3 ÉDITO

Guillaume Roubaud-Quashie « *They lick my ass* »
ou le goût persistant de la servitude

6 POÉSIES

Katherine L. Battaiellie Louise Glück

7 REGARD

Élodie Lebeau-Fernández « 100 peintres pour
100 artistes » Archive d'une solidarité artistique

8 LE GRAND ENTRETIEN

Christophe Grassullo La bataille financière :
l'outil de nos ambitions

12 DOSSIER :

PETIT LEXIQUE DE LA DIALECTIQUE DES LUTTES

**Baptiste Giron, Florian Gulli, Élodie Lebeau-
Fernandez** Introduction

Fanny Charnière 99 % : slogan politique ou outil
stratégique pour les luttes ?

Florian Gulli Affects

Lorenzo Battisti Bloc historique

Nicolas Tardits Coalition arc-en-ciel

Constantin Lopez Concernés (auto-émancipation)

Gérard Streiff Convergence des luttes

Mathieu Menghini Diversités

Hoël Le Moal Hiérarchie des luttes

Élodie Lebeau-Fernández Identités

Constantin Lopez Intersectionnalité

Corinne Luxembourg Intersectionnalité,
point de vue d'une géographe

Pierre Crépel Intersectionnalité : remarques
d'un historien des sciences

Baptiste Giron Laïcité

Aurélien Aramini Peuple

Gérard Streiff Unité/unité de classe

Jean-Michel Galano Universel, particulier, singulier : une
dialectique à reprendre

44 CHRONIQUE EUROPÉENNE

Vincent Boulet Contre l'accord Inde-UE :
la réponse au trumpisme n'est pas le libre-échange

46 CONTROVERSE

Gérard Streiff Les profiteurs de guerre

48 HISTOIRE

Sophie Cœuré Georges Marchais,
un Français rouge et un dirigeant ouvrier

53 PHILOSOPHIQUES

Florian Gulli L'ascension des hautes
montagnes

56 FÉMINISME

Perrine Agnoux, Maëva Durand Violences conjugales
et dépendance économique en milieu rural

59 SCIENCES

Geoffrey Bodenhausen La durée de vie des états
de la matière

62 SONDAGE

Gérard Streiff Les jeunes et le travail

63 STATISTIQUES

Adrien Montbrisson Garde des jeunes enfants : un équilibre
familial qui évolue lentement

64 LIRE

Laurent Fabien Faut-il brûler Pouchkine ?

66 CRITIQUES

• **Domenico Losurdo** *La Question communiste*

• **Lydie Salvayre** *Autoportrait à l'encre noire*

• **Alain Ruscio** *La Première Guerre d'Algérie (1830-1852)*

• **Bernard Aspe** *L'avenir ne dure pas longtemps
et autres textes sur l'histoire*

• **Moira Cristiá AIDA** : *une histoire de solidarité
artistique transnationale (1979-1985)*

70 EN DÉBAT

Christof Sandlar Les cultures : champ des communs
et terrain d'enjeux de classe

Cause commune

La rédaction en chef de ce numéro a été assurée par Élodie Lebeau-Fernández

Tél. : 01 40 40 12 34 - Directeur de publication : Guillaume Roubaud-Quashie

Rédacteurs en chef : Dorian Mellot, Gérard Streiff • Secrétariat de rédaction : Noëlle Mansoux, Chantal Guerre, • Comité de rédaction : Aurélien Aramini, Victor Blanc, Aurélien Bonnarel, Vincent Boulet, Saliha Bousseadra, Evelyne Bussièrre, Pierre Crépel, Maëva Durand, Jean-Michel Galano, Baptiste Giron, Florian Gulli, Nicolas Lambert, Constantin Lopez, Igor Martinache, Mathieu Menghini, Hoël Le Moal, Michaël Orand, Flavien Ronteix--Jacquet, Julien Rossi, Nicolas Tardits, Pierre Wadlow • Direction artistique, illustrations et Mise en page : Frédo Coyère • Édité par l'association Paul-Langevin (6, avenue Mathurin-Moreau - 75 167 Paris Cedex 19) • Imprimerie : Public Imprim (12, rue Pierre-Timbaud BP 553 69 637 Vénissieux Cedex) • Dépôt légal : novembre/décembre 2025 - N° 46 - ISSN 2265-4585 • N° de commission paritaire : 0924 G 93466.

« *They lick my ass* » ou le goût persistant de la servitude

«**C'**est un extrême malheur d'être sujet à un maître, duquel on ne se peut jamais assurer qu'il soit bon, puisqu'il est toujours en sa puissance d'être mauvais quand il voudra ». Ces mots – qui sont de La Boétie – ont plus de quatre cents ans et pourtant on a l'impression qu'ils n'ont jamais été profondément assimilés par les classes qui dominent notre pays. On parle, avec paresse et un zeste mal avoué de satisfaction, de « l'arrogance française », beau morceau de la panoplie réputée nationale entre la baguette et la haute couture. Pourtant, dans les hautes sphères, de Coblenz (refuge promptement rallié par l'aristocratie pendant la Révolution) en Sigmaringen (repaire des collaborateurs à l'heure de l'Occupation finissante), quel goût stupéfiant de l'aplatissement au profit de la force dominante du moment !

Que l'extrême droite qui n'a que le mot « France » à la bouche aime toujours s'agenouiller devant une puissance étrangère, c'est ce qu'on constate de longue date, de Laval à Knafo en passant par bien d'autres, mais, au fond, est-ce un trait qui soit vraiment propre aux seules franges extrémisées des classes dominantes ?

Le mal est profond : au moins depuis les premières heures de la Guerre froide, les bourgeoisies européennes ont fait le choix de jouer les brillants seconds derrière le maître incontesté qu'elles se sont choisi, les États-Unis.

Consternant et révoltant par sa radicale veulerie, le spectacle qui nous est proposé depuis des mois par les chancelleries européennes plaide pour un diagnostic plus sévère. Trump vocifère, menace, gesticule et... *they lick my ass* [ils me lèchent le cul] comme on dit justement à la Maison Blanche ou à Mar-a-Lago. Les coups de menton s'enchaînant avec un certain succès, comment s'étonner que le sieur Trump en demande toujours davantage ? ▶▶

- Face à cela, c'est l'apathie qui domine : pas un mot plus haut que l'autre ! N'allons pas contrarier notre bon maître qui pourrait se montrer plus dur encore si nous avions l'idée saugrenue de ne plus courber l'échine. Le comble de l'audace a semblé être atteint par Emmanuel Macron avec des formules qui, données à nos enfants, paraîtront bien contournées.

Accroître pour notre peuple sa capacité à maîtriser son destin
pour affronter les défis qui se posent à lui et à l'humanité.

C'est que le mal est profond : au moins depuis les premières heures de la Guerre froide, les bourgeoisies européennes ont fait le choix de jouer les brillants seconds derrière le maître incontesté qu'elles se sont choisi, les États-Unis. Les décennies passant, tout se passe comme si cette inféodation était devenue une seconde nature. On y envoie se former ses enfants (cf. Sarkozy), on s'inscrit docilement dans une OTAN qui n'a qu'un maître véritable... Survient une fuite massive de données montrant que l'oncle Sam vous espionne férocement (Wikileaks), pille vos données, etc., on ne bronche pas (ou si peu). Au détour de l'affaire Epstein, on voit se dessiner un ancien ministre britannique et ancien commissaire européen, Peter Mandelson, en habile manœuvrier jouant avec ses amis états-uniens les marchés contre le gouvernement de son pays... Gardons-nous pour autant de psychologiser tout cela ! Il ne s'agit pas que d'habitudes ou de références culturelles ancrées depuis bientôt quatre-vingts ans.

Il s'agit donc à la fois de refuser l'inféodation aux États-Unis
sans s'embarquer vers quelque illusoire fuite en avant
d'intégration continentale à marche forcée et à bonne distance
de toute intervention populaire.

Il y a une intrication consentie des économies européennes avec l'économie états-unienne. Les Européens y acceptent de jouer les seconds couteaux comme s'ils vivaient dans l'idée que le capital états-unien était un allié (première erreur) et un allié destiné à le demeurer toujours (deuxième). En la matière – et quoi qu'on puisse en dire dans les médias depuis le petit tour de piste en lunettes Top Gun –, Emmanuel Macron a sans doute été parmi les plus zélés : d'Alstom à LMB, on brade tout ! Certes, en France, les avions de l'armée de l'air peuvent encore décoller sans que les États-Unis puissent l'empêcher en un claquement de doigts – dans la plupart des pays européens, c'est le matériel militaire étatsunien qui domine et celui-ci, à tout moment, peut être mis hors service par Washington – mais pour combien de temps encore ?

Qu'il est temps d'ouvrir les yeux : il faut mobiliser les énergies pour sortir au plus vite des dépendances extrêmes qui se sont installées vis-à-vis des États-Unis. On peut, si on le souhaite, sourire du plan Calcul, de BULL et du Minitel mais quelle ambition avons-nous aujourd'hui pour ne pas dépendre étroitement de Musk et ses petits copains de « la tech » ? Ne sent-on pas tout ce qu'il y a de dérisoire à dire timidement ses réserves à Trump sur X depuis un ordinateur dont le système d'exploitation est 100 % US ?

Face au trumpisme, quelques voix, au sein même du camp le plus historiquement atlantiste, se font désormais entendre mais, souvent, c'est pour en appeler à l'Europe. L'Europe pour faire bloc face aux États-Unis : transfert de la place de la France au conseil de sécurité de l'ONU vers l'UE, armée européenne, etc. Est-ce la bonne voie ? On peut sérieusement en douter. L'UE n'est pas un pays et les Européens ne forment pas un peuple. Est-ce à cette échelle qu'il faut tout envisager ? En matière militaire, on sait bien qu'une armée et une diplomatie européennes nous auraient emmenés tout droit en Irak. Il s'agit donc à la fois de refuser l'inféodation aux États-Unis sans s'embarquer vers quelque illusoire fuite en avant d'intégration continentale à marche forcée et à bonne distance de toute intervention populaire.

Les coups de menton s'enchaînant avec un certain succès, comment s'étonner que le sieur Trump en demande toujours davantage ?

Quelle direction alors ? Oui, il est temps de répudier ce goût de la servitude mais gardons-nous de substituer à une allégeance aux États-Unis un culte nouveau pour je ne sais quel complexe industriel dominé par des actionnaires européens ou même français. Ce n'est pas une partition « européiste » ou nationaliste qu'il s'agit de jouer – avec tout ce que cela comporte d'illusions quant aux réalités du capitalisme.

Il s'agit, sur ce plan comme sur d'autres, d'accroître pour notre peuple sa capacité à maîtriser son destin pour affronter les défis qui se posent à lui et à l'humanité. Cela passe par le renforcement historique de notre capacité industrielle et de recherche publique. Cela passera aussi par des coopérations internationales visant de grands objectifs de développement humain. Sortir de la dépendance pour ouvrir un chemin de dignité, de paix et de coopération. ●

Guillaume Roubaud-Quashie,
directeur de *Cause commune*.

LOUISE GLÜCK

Dans la poésie très singulière de Louise Glück, née à New York en 1943 d'une famille juive hongroise et morte à Cambridge en 2023, ce qui est sans doute le plus frappant est l'identité incertaine du sujet, changeant d'un poème à l'autre ou à l'intérieur d'un seul d'entre eux : une voix féminine, ou masculine, ou divine (voire celle d'une plante, comme celle de l'iris sauvage, emblématique de la renaissance, dans le recueil du même nom) s'y élève tour à tour ou dialogue dans une polyphonie à démêler. Si Louise Glück n'a pas été très prolifique (une douzaine de recueils en plus de cinquante ans), sa poésie a un caractère universel dans l'expérience qu'elle nous donne à partager du deuil (durement éprouvée par la mort précoce d'une sœur aînée), de la perte, de la vieillesse, du sentiment d'un Dieu inflexible, « Père inatteignable », et ce d'autant plus que sa voix indéfinie peut être celle de chacun ou chacune de nous. Philosophie, mythologie de l'Antiquité gréco-romaine, expérience intime et quotidienne se mélangent, les époques s'enchevêtrent, depuis l'Antiquité jusqu'au très contemporain : les tâches domestiques et la mythologie se mêlent. Les grandes figures de celle-ci tissent avec nous des liens vivants et actuels. Pénélope, Ulysse et Télémaque reconstituent une famille proche. Perséphone, reine des Enfers, et le mari jardinier cohabitent. Une profondeur s'ouvre derrière la scène banale évoquée.

La nature, très présente, fourmille de lumières, de fleurs, de feuillages colorés, sauvage ou travaillée par l'homme en son jardin, au plus concret des plantations de tomates ou de petits pois, des outils de jardinage.

L'écriture est simple, concise, elliptique, d'une « beauté austère » a jugé le jury du prix Nobel en 2020, souvent entrecoupée : on passe d'une idée à une autre sans transition, avec une sorte de brutalité, parfois un humour féroce, qui interpellent les lecteurs. Si la tristesse apparaît, Louise Glück ne s'attendrit ni sur elle-même (« Je n'étais pas une enfant ; je savais tirer parti d'illusions ») ni sur nous.●

Katherine L. Battaiellie

PERSÉPHONE L'ERRANTE

Dans la deuxième version, Perséphone est morte. Elle meurt, sa mère pleure – les problèmes de sexualité ne nous encombrant pas ici.

Compulsivement, dans son chagrin, Déméter fait le tour de la terre. On ne s'attend pas à savoir ce que Perséphone fait. Elle est morte, les morts sont des mystères.

Averno, éditions Gallimard, 2022.

LE JARDIN

Je ne pourrais le refaire,
Je supporte à peine de le regarder –

dans le jardin, dans la pluie fine
le jeune couple en train de planter
une rangée de petits pois, comme si
personne ne l'avait jamais fait auparavant,
les grandes difficultés jamais encore
confrontées ou résolues –

Ils ne peuvent se voir
dans la terre fraîche, se lançant
sans savoir ce qui les attend,
derrière eux les collines vert pâle, embuées
de fleurs

L'iris sauvage, éditions Gallimard, 1992.

« 100 peintres pour 100 artistes » Archive d'une solidarité artistique



Photographie de la manifestation d'AIDA à Paris pour sa campagne « 100 artistes argentins disparus », le 14 novembre 1981. Au centre de l'image, l'œuvre réalisée par l'artiste français Michel Hénocq. Archives privées de Michel Hénocq.

Cette photographie témoigne de la manifestation « 100 peintres pour 100 artistes », organisée à Paris le 14 novembre 1981 par l'Association internationale pour la défense des artistes (AIDA). Dans le cadre de sa campagne pour les « 100 artistes argentins disparus », 90 plasticiens et deux collectifs (le Front des artistes plasticiens [FRAP] et L'imagier) ont peint 100 banderoles de 2 x 3 m chacune (format horizontal ou vertical). Ces œuvres, destinées à être convoyées en manifestations, visaient à interpeller visuellement et émotionnellement le public sur le sort des disparus de la dictature civico-militaire argentine (1976-1983).

Les styles, variés (expressionnisme, figuration narrative, abstraction lyrique), incluaient des slogans, des portraits de disparus comme le romancier Haroldo Conti, ou des références à des chefs-d'œuvre de l'histoire de l'art comme *La Création d'Adam* de Michel-Ange. Les thématiques, au libre choix des artistes, étaient tout aussi éclectiques, même si la violence (guerre, censure, enfermement, torture, dispa-

rition) et ses conséquences (la souffrance de l'exil ou de la perte) étaient majoritaires.

Contre la censure et les violences exercées par les régimes autoritaires et dictatoriaux, l'AIDA appelait à une résistance par l'art, la création et l'imagination. À côté de cette « manifestation spectaculaire », d'autres initiatives artistiques ont émergé dans de nombreuses villes de France et d'Europe : performances collectives, expositions, parfois itinérantes, ventes caritatives d'œuvres, concerts ambulants, créations musicales, représentations théâtrales, lâchers de ballons, projets éditoriaux, création de cartes postales, etc. La chercheuse argentine Moira Cristiá les présente dans son ouvrage *AIDA : une histoire de solidarité artistique transnationale (1979-1985)*, paru dans sa version française, fin 2025, aux Publications universitaires de Lyon (cf. rubrique « Critiques » page 68).

Élodie Lebeau-Fernández



La bataille financière : l'outil de nos ambitions

À la veille des élections municipales et du 40^e congrès du PCF, *Cause commune* rencontre **Christophe Grassullo**, trésorier national, pour éclairer les enjeux financiers qui traversent aujourd'hui le parti. Entre baisse de l'aide publique, nécessité de repenser nos moyens et exigence de solidarité militante, il invite à faire de la cotisation et de la souscription non seulement un geste de soutien, mais un acte pleinement lié aux luttes, aux campagnes et à l'intervention communiste dans le pays, afin de doter durablement le parti des finances nécessaires à l'autonomie de son activité.

— PROPOS RECUEILLIS PAR **NICOLAS TARDITS** —

© En lançant en octobre la campagne nationale « On ne plie pas. On souscrit ! », le PCF a frappé fort. Faut-il y voir un signal d'alarme : les finances du parti sont-elles dans le rouge ?

Cette qualification est un peu excessive. En réalité, le PCF dispose de moyens financiers et matériels importants répartis entre nos différents niveaux d'organisation, sections, fédérations et conseil national. Il a notamment un patrimoine unique, dans quasiment tous les territoires. Toutefois, il faut bien admettre que ces moyens ont été réduits au fil du temps, avec la perte d'adhérents et les reculs électoraux depuis quarante ans.

Ils doivent donc être interrogés collectivement avec plus d'acuité. On ne peut pas penser le financement de notre activité politique avec le regard d'il y a quarante ans ou même vingt ans.

Parmi tous ces moyens, les finances nationales ont subi des reculs sensibles cette année avec la perte de députés (dont dépend le calcul de l'aide publique) ou encore avec la décision du gouvernement de nous punir en appliquant à la lettre plutôt qu'à l'esprit la règle électorale sur la parité des candidatures. Nous avons présenté plus de femmes que d'hommes et nous sommes sanctionnés de la même façon que les partis qui ont délibérément assumé le choix inverse, quitte à

perdre des centaines de milliers d'euros. Il suffit de voir les bancs du parlement pour constater que de la parité des candidatures à la parité des élus, il y a un gouffre !

Il y a donc besoin d'une réflexion de deux ordres sur notre vie financière. D'abord répondre à l'urgence face à la baisse de l'aide publique, en particulier par la souscription militante et populaire. Ensuite, et plus fondamentalement, penser plus globalement et plus durablement les finances du PCF. Dans cette réflexion, je pense que la question des moyens nationaux doit notamment retenir l'attention des communistes. Si nous voulons intensifier le travail de notre direction, de ses

commissions, de ses instances, si nous voulons mieux travailler à la cohérence nationale de l'intervention communiste, si nous voulons impulser plus de campagnes politiques dans tout le pays, alors, oui, il faut renforcer ses moyens matériels, humains et financiers. Et il ne s'agit évidemment pas de les renforcer au détriment de la vie de nos fédérations et de nos sections, car nos instances locales sont décisives pour une intervention communiste organisée dans les territoires, dans les quartiers et surtout dans les entreprises.

C'est la raison pour laquelle j'insiste beaucoup sur la souscription nationale qui doit être en permanence l'affaire de tous les communistes, de toutes les sections et fédérations. De la même façon que le conseil national ne peut se désintéresser des moyens de nos fédérations. C'est bien le sens de l'aide financière qu'il apporte chaque mois à un certain nombre d'entre elles, assurant ainsi la solidarité entre toutes les fédérations et tous les communistes.

🕒 **Quels sont les prochains dossiers lourds qui vont demander des investissements financiers importants pour permettre au PCF de franchir un cap ?**

Évidemment, j'ai en tête notre 40^e congrès qui doit permettre un grand débat stratégique dans tout le parti. Sa préparation et son organisation, début juillet, doivent être imaginées en ce sens. Des congrès de section jusqu'au congrès national, nous devons donner aux communistes la possibilité de disposer des meilleures conditions d'appropriation des débats, d'y contribuer le plus largement possible et de prendre les meilleures décisions à tous les niveaux. Cela nécessite des moyens concrets, notamment en matière de communication, de mise à disposition de contributions et de bilans, d'organisation des débats qui permettent à l'intelligence collective des communistes de s'exprimer au maximum.

Les municipales vont également mobiliser beaucoup de moyens dans les sections et les fédérations. Il nous faut également provisionner des financements pour les échéances nationales de 2027, qui évidemment ne s'improvisent pas.

Nous avons aussi besoin d'aider plus à l'intervention communiste en direction des entreprises, des services publics, avec des matériels favorisant les gestes militants en ce sens.

Nous sommes également en train de

ne représente que 3 % de nos recettes. C'est évidemment atypique dans le paysage politique français.

L'aide publique représente 100 % des ressources de Renaissance, 73 % de celles de la France insoumise, 63 % des Républicains et 60 % de celles du Rassemblement national, un parti récemment sanctionné pour détournement de fonds publics...

Les dons représentent environ 16 % des ressources du PCF pour 4,5 millions d'euros. Ils proviennent de militantes

« Travailler à la cohérence nationale de l'intervention communiste, impulser plus de campagnes politiques dans tout le pays, nécessitent de renforcer les moyens matériels, humains et financiers du PCF. »

progresser significativement dans notre présence sur les réseaux sociaux mais il nous faut amplifier cet effort avec des outils numériques adaptés. Ce sont des investissements lourds, comme ceux que nous devons mener pour notre siège national.

Je pense enfin à la formation des militants communistes, dans un monde en plein bouleversement, avec une crise systémique qui nécessite beaucoup d'efforts d'analyse, de maîtrise des propositions et du projet communiste. Nous avons besoin de former un plus grand nombre de camarades. Tout ceci nécessite de travailler à des moyens nouveaux, plus conséquents.

🕒 **Peux-tu détailler la composition des ressources du PCF ? En quoi leur structure se distingue de celle des autres formations politiques ?**

Près de la moitié de nos ressources annuelles de fonctionnement – soit environ 12 millions d'euros – provient des cotisations des adhérents et du reversement des élus. L'aide publique

et de militants mais aussi d'amis du parti, de compagnons de route, de syndicalistes...

Ces chiffres me conduisent à insister sur le financement militant et populaire du PCF.

Je suis toujours frappé par un chiffre : 27 % des cotisations d'adhérents perçues par l'ensemble des partis politiques en France sont versés au PCF. Il faut un sacré niveau de conscience de la part des communistes pour faire un tel effort financier pour leurs idées et leur parti.

Valorisons cette originalité, qui dit beaucoup de ce qu'est le PCF, de notre conception de l'engagement militant ! Cultivons-la positivement, pour l'adapter aux conditions politiques du moment, aux difficultés comme aux potentiels. Par exemple, en nous donnant de nouveaux objectifs pour la cotisation et les souscriptions.

Je pense qu'il faut pour cela redonner à chaque adhérent le sens politique de la cotisation, qui ouvre bien sûr des droits en ce qui concerne le vote. ►►

► mais permet surtout à nos instances d'agir dans les luttes, de mener des batailles politiques, électorales, d'intervenir dans les batailles d'idées. En travaillant partout à « la cotisation à 1 % minimum », comme le prévoient nos statuts, nous pouvons à la fois renforcer l'engagement militant et nous donner des marges de manœuvre financières, dans les sections, fédérations et nationalement.

Nous devrions également réfléchir à mieux relier nos souscriptions à nos batailles politiques et aux luttes auxquelles nous participons. Posons-nous assez la question de l'aide financière des travailleurs dans toutes les luttes auxquelles nous apportons notre soutien sous des formes diverses ? Sortons de nouveau les drapeaux et les troncs aux portes des entreprises quand nous diffusons nos matériels !

Quoi de plus naturel pour un parti communiste, pour un parti qui veut rassembler le monde du travail sur des bases de classe, que de poser la question de son financement au plus grand nombre de travailleurs ? C'est de ne pas poser cette question plus systématiquement qui est étonnant. Avec la crise sociale, nous sommes souvent timorés sur cette question, parce que nous savons ce que subissent les gens en matière de salaires, de précarité. Mais le PCF a compté dans ses rangs, en d'autres époques, nombre d'ouvriers et d'employés pour qui cet effort financier n'était pas mineur non plus. Les effets de la crise pèsent donc sur les souscriptions. Mais aussi notre détermination à poser la question de notre financement de façon plus systématique... et politique !

© **Les élus communistes reversent une part importante de leurs indemnités au parti. Ce choix qui a une longue histoire relève-t-il d'une volonté d'éviter**

tout enrichissement personnel en politique ?

C'est effectivement un aspect important de notre histoire que le reversement de leurs indemnités par nos élus. Au PCF, on ne fait pas carrière et on ne s'enrichit pas en acceptant d'exercer un mandat d'élu, certes lié au suffrage populaire mais issu de la décision des adhérents du parti, qui votent systématiquement pour désigner leurs candidats.

Cette pratique est très vertueuse politiquement. La prise de responsabilité n'est ainsi pas liée à une « récompense

« Sortons de nouveau les drapeaux et les troncs aux portes des entreprises quand nous diffusons nos matériels ! »

financière », mais bien à un engagement militant, sans arrière-pensée. C'est un rapport à la politique, aux citoyens, totalement désintéressé. De quoi combattre la défiance à l'égard de l'engagement politique. Aucun autre parti ne peut en dire autant.

Ce geste permet en outre de financer les diverses instances du parti et de contribuer ainsi à l'activité de tout le parti, à l'intervention de chaque communiste.

La quasi-totalité des élus communistes se conforme à cette règle de façon très naturelle, pour leur parti et ses militants, mais aussi pour ne pas dépendre financièrement de leur mandat électif. Pour les rares qui ne la respectent pas, il faut continuer à exiger – dans la fraternité – le respect de nos règles de vie, communes à tous.

© **Loin des appuis de grandes fortunes, ce financement par les adhérents peut-il se penser comme la clé de l'autonomie politique du PCF ?**

Le financement fondé prioritairement sur la cotisation mensuelle et le reversement des élus nous préserve, au moins pour partie, de certaines stratégies politiques opportunistes. Ça ne suffit pas à l'autonomie politique qui passe surtout par l'approfondissement des orientations stratégiques et des décisions de nos deux derniers congrès, notamment avec la promotion des idées communistes partout dans la société, et sur des conceptions du rassemblement qui dépassent les seuls accords électoraux.

Mais ce mode de financement est une pierre à l'édifice d'un parti communiste – donc révolutionnaire – qui a vocation à redevenir un grand parti populaire, porteur d'un projet révolutionnaire.

En tout état de cause, nous sommes cohérents de ce point de vue : nous travaillons concomitamment à l'autonomie politique du parti et à l'autonomie de ses moyens.

© **Dans un contexte où la défiance envers les partis politiques ne fait que s'accroître, en quoi ce mode de financement peut-il être un rempart contre la suspicion ?**

Là encore, ça ne règle pas toute la question du rapport à la politique et aux partis politiques. Lequel a été beaucoup abîmé par les « affaires » bien sûr. Mais on voit bien que le RN, par exemple, continue d'étendre son influence alors même qu'il est pris de plus en plus souvent dans des affaires particulièrement graves.

Au-delà de la probité, la suspicion, la méfiance à l'égard des élus et des formations politiques, sont surtout alimentées par les renoncements, les promesses non tenues, et parfois le discrédit lancé sur les partis politiques par ceux-là mêmes qui s'en servent

comme des tremplins pour accéder ou tenter d'accéder au pouvoir, national ou local... quitte à les rendre ensuite responsables de la crise démocratique et institutionnelle.

Nous devons mettre en rapport nos batailles politiques et les conditions matérielles de leur réalisation. À défaut, nous pouvons cultiver les discours incantatoires et, finalement, l'impuis-

contraint l'ensemble de nos organisations à faire preuve d'une extrême rigueur en matière de vie financière. Cela veut dire mobiliser des moyens militants localement, plus nombreux et mieux formés, pour assumer ces tâches.

En tout état de cause, le repère, ça doit être : « Quels moyens conquérir et surtout comment les tourner prioritairement vers une intervention communiste de proximité, pour mener la bataille d'idées et organiser les luttes ? »

« 27 % des cotisations d'adhérents perçues par l'ensemble des partis politiques en France sont versés au PCF. »

Il faut faire beaucoup de démonstrations concrètes sur l'utilité de notre parti, singulièrement dans le cadre d'une V^e République qui pousse à la personnalisation et à la concentration des pouvoirs. Nous, nous sommes convaincus que les changements attendus par le monde du travail, par notre peuple appellent plus que jamais du collectif, un partage des décisions et des pouvoirs, une intervention politique organisée, où le militant est la force motrice du projet politique et de la bataille idéologique, en particulier au sein de l'entreprise ou des services publics.

La question du fonctionnement des partis, et par conséquent de leur financement doit être cohérente avec tout ça. Qui peut croire que des organisations politiques au fonctionnement vertical, autocratique, parfois même autoritaire seraient par un coup de baguette magique plus vertueuses une fois à la tête d'institutions ? Nous, nous décidons collectivement à tous les niveaux : avec des budgets de sections, fédérations et conseil national soumis au débat et à la délibération de tous les communistes. Qui peut en dire autant ?

© En tant que trésorier national, comment évalues-tu la place et le rôle de la politique financière au sein du PCF, en particulier au niveau local ?

sance politique et, pire, le défaitisme. Non, les moyens ne suivent pas naturellement les meilleures stratégies politiques. Ils ne se décrètent pas, ils se conquièrent !

La bataille financière doit être conçue comme un des outils de nos objectifs politiques, au même titre que la formation des adhérents et des cadres, la communication, l'organisation.

Il faut penser notre vie financière à partir de nos objectifs politiques. De quels moyens avons-nous besoin ? Quelles sont les priorités politiques ?

Je pense que nous avons toujours maintenu un haut niveau d'exigence sur notre vie financière, précisément parce que c'est un enjeu majeur pour le déploiement de l'activité communiste. Mais le contexte évolue avec des reculs électoraux historiques, avec un nombre d'adhérents certes important mais qui n'est plus celui d'il y a vingt ou trente ans. Et je suis donc soucieux de hisser la vie financière au bon niveau dans nos débats et dans nos décisions. C'est vrai au plan national comme au niveau local, où nous devons remettre cette question plus régulièrement en débat et même en délibération collective. Elle ne peut pas être l'affaire d'un ou d'une trésorière.

Enfin, nous agissons dans un cadre juridique totalement nouveau depuis quelques années, avec les lois sur le financement de la vie politique et avec la consolidation de nos comptes. Ceci

© À l'approche des municipales, comment repenser la stratégie financière du parti ?

Quelles initiatives audacieuses pourraient être mises en œuvre ?

Profitons de cette campagne électorale pour renforcer le parti, avec des adhésions et bien sûr la cotisation. C'est une élection où les communistes démontrent le plus efficacement leur utilité, celle de la nécessité d'une organisation communiste pour porter des projets de transformation radicale de la société, celle de leur capacité à rassembler très largement. Renforçons aussi le nombre d'élus, sans opportunisme, mais étant conscients de leur utilité dans les débats politiques autant que dans la vie financière de nos instances.

C'est l'occasion – sans que ça percute l'action des candidats communistes, au contraire – de poser la question du renforcement de l'influence communiste, au niveau local et à l'échelle du pays. Avec un plus grand nombre d'élus communistes, un parti plus fort et mieux structuré et disposant de plus de moyens humains, matériels et financiers.

Et de voir tous nos adhérents, sans exception, en reposant la question de la cotisation, de son montant et bien sûr du financement de la campagne. ●

PETIT LEXIQUE DE LA DIALECTIQUE DES LUTTES

Introduction

Un constat maintes fois fait : à partir de la fin des années 1980, les organisations politiques et syndicales du monde ouvrier refluent. Ce reflux s'est accompagné, en bonne logique matérialiste, d'un recul massif du marxisme dans la sphère universitaire, dans le monde militant et dans la société. On peut apprécier diversement ce grand bouleversement idéologique.

PAR **BAPTISTE GIRON, FLORIAN GULLI, ÉLODIE LEBEAU***

UN BOULEVERSEMENT IDÉOLOGIQUE

On peut le juger positif : il a permis de remettre sur le chantier quantité de notions que l'on n'utilisait plus que par réflexe. Il a permis de libérer un espace pour en inventer de nouvelles peut-être plus adaptées à notre époque. Prenons un seul exemple, important en France et en Amérique latine. Profitant de l'effondrement de l'Union soviétique et du déclin des grands récits émancipa-

teurs, des penseurs postmarxistes, parmi lesquels Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, ont cherché à refonder un projet de gauche en évacuant les catégories du marxisme traditionnel – « révolution », « lutte des classes », « libérations », etc. –, considérées comme désuètes et réduites au rang de « signifiants vides ». Selon eux, les revendications nées des nouveaux mouvements sociaux (autour du genre, des droits civiques, de la « race », de l'écologie) ont définitivement supplanté la lutte des classes comme paradigme de mobilisation. Ils appellent alors à articuler ces « identités fragmentées » (femmes, Noirs, queers...) en un « nous » (le peuple) contre un « eux » (l'oligarchie, les élites). L'espace social est dès lors appréhendé comme un espace discursif et de combat pour l'hégémonie culturelle. L'objectif n'est plus la révolution socialiste ou communiste, mais l'extension radicale de la démocratie libérale par la recomposition des frontières du politique. Ce projet opère un tournant à 180° avec la pensée matérialiste. Là où l'analyse de Marx partait des rapports de production (l'infrastructure) pour en déduire la stratégie

« Des penseurs postmarxistes ont cherché à refonder un projet de gauche en évacuant les catégories du marxisme traditionnel – “ révolution”, “lutte des classes”, “ libérations”, etc. –, considérées comme désuètes et réduites au rang de “signifiants vides”. »



politique, Laclau et Mouffe font de la superstructure le terrain premier et décisif de la lutte. L'agrégation des différentes luttes suppose le plus souvent de reprendre leurs slogans et leur analyse sans jamais vraiment les intégrer à un ensemble cohérent. On peut aussi estimer, à l'inverse, que ce bouleversement idéologique a davantage désorienté la gauche qu'il ne l'a renouvelée, en morcelant le langage de l'émancipation. Chaque mouvement (écologiste, féministe, antiraciste) a développé son propre lexique, parfois imperméable aux autres. Comment, dès lors, construire une conscience de classe quand des catégories telles que « hommes blancs cisgenres hétérosexuels » sont indistinctement perçues comme « privilégiées », sans que soit jamais différenciée leur place réelle dans les rapports de production ? La pratique du *cancel* ou *call-out*, de la dénonciation publique et punitive au sein même des rangs progressistes participe à substituer un tribunal moral à l'analyse stratégique. Cette pratique tend à sacraliser les identités fragmentées, à détourner des problématiques structurelles réelles et à rendre impossible la construction de larges alliances pour les dépasser. Elle signale un profond désarroi : à défaut de savoir comment s'unir pour vaincre, on se rassure en sachant qui exclure pour rester purs. En l'absence d'un cadre d'analyse structurel – le matérialisme dialectique –, la compréhension du monde tend ainsi à se réduire à une somme de faits divers dramatiques ou à des réactions émotionnelles.

LE POIDS DES MOTS

On pourrait s'attarder également sur les mots qui ont été marginalisés à l'occasion de l'offensive idéologique néolibérale ou qui ont tout simplement disparu du débat public. On parlait naguère de « travailleurs immigrés » ou de « main-d'œuvre immigrée ». Il n'en est plus question... Y a-t-on gagné ?

On parlait aussi d'impérialisme... Puis on annonça la « fin de l'histoire », un monde enfin délivré des guerres, communiant dans la démocratie et le commerce. Les conflits allaient désormais se régler de façon civilisée par la discussion et le consensus. Il y aurait sans doute quelques barbares récalcitrants dans des États voyous, mais ils ne compteraient plus pour beaucoup. Et l'on voit aujourd'hui à quel point ce concept nous manque alors que semble s'ouvrir une nouvelle ère des empires.

Des anciens mots ont donc disparu. D'autres ont fait leur apparition. C'est autour de ceux-là que nous avons décidé de construire ce petit lexique. Que faut-il penser de cette floraison de mots, de slogans, de concepts ? Augmentent-ils notre capacité à décrypter le monde social pour saisir ses tendances et ses contradictions ou introduisent-ils de la confusion et de l'obscurité ? Nous aident-ils à construire des rapports de force victorieux, ou faut-il penser que leur apparente radicalité explique la progressive marginalisation de la gauche dans l'opinion ? ►►

► Il faut dépasser ici la tentation commode : prendre ou laisser. Il faudra peut-être beaucoup laisser, mais peut-être pas tout, et donc prendre, mais quoi ? Et pour quoi faire ? Méfions-nous aussi d'un syncrétisme mollasson qui consiste à adopter tous les nouveaux termes sans les critiquer, aboutissant à une soupe théorique inopérante. Ce lexique non exhaustif est une boîte à outils critique pour se repérer dans le champ lexical de la gauche aujourd'hui : il s'agit d'interroger ces nouveaux mots d'ordre militants, comprendre leur intérêt, leurs limites, leurs apports ou leurs impasses.

Ce dossier a été rédigé en grande majorité par des membres du comité de rédaction de la revue *Cause commune*. Chaque entrée propose une analyse personnelle de son auteur qui entre parfois en contradiction avec le point de vue d'un autre contributeur (cf. articles sur « Intersectionnalité »). Nous avons délibérément choisi de ne pas privilégier un point de vue sur un autre pour laisser aux lecteurs de la matière à penser. Plutôt que clore la question, ce dossier cherche ainsi à alimenter la réflexion théorique et stratégique, en invitant

« Ce lexique nonexhaustif est une boîte à outils critique pour se repérer dans le champ lexical de la gauche aujourd'hui : il s'agit d'interroger ces nouveaux mots d'ordre militants, comprendre leur intérêt, leurs limites, leurs apports ou leurs impasses. »

les militantes et les militants à ouvrir le débat sur l'opérabilité des concepts qu'ils et elles utilisent, et ce, à chaque échelon de leurs organisations, syndicales, associatives et politiques. ■

*Baptiste Giron, Florian Gulli, Élodie Lebeau-Fernandez sont membres du comité de rédaction de *Cause commune*. Ils ont coordonné ce dossier.

99 % : slogan politique ou outil stratégique pour les luttes ?

PAR FANNY CHARNIÈRE*

En 2011, le mouvement Occupy Wall Street popularise le slogan politique « Nous sommes les 99% », qui désigne l'opposition entre une très petite élite économique – le « 1% » – concentrant richesses, pouvoir politique et capacité de décision, et l'immense majorité de la population soumise aux effets du capitalisme – les « 99% ». En 2016, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF de l'époque, publie un ouvrage politique du même nom *99%* (Le Cherche midi).

99% SLOGAN POLITIQUE ?

Très parlant politiquement, ce slogan permet de saisir l'idée d'une concentration extrême des richesses. En ce sens, le slogan peut faciliter la construction d'un « nous » politique face à une

oligarchie économique pour être un outil de politisation des inégalités sociales contemporaines. Pour les marxistes, les classes sociales ne sont pas des catégories statistiques mais des rapports sociaux antagonistes : le « 1% » ne désigne pas seulement une élite fortunée, mais la fraction de la classe capitaliste qui concentre la propriété, le pouvoir économique et l'influence politique à une échelle transnationale, en la rendant visible et identifiable comme adversaire collectif. Les « 99% », quant à eux, ne constituent pas une classe en soi : ils sont traversés par des rapports sociaux (classe, genre, race, nationalité, etc.). On peut reprocher au slogan d'invisibiliser des formes spécifiques de domination et donc les contradictions internes qui peuvent exister au sein de

ce tout. Par conséquent, ce concept n'a d'intérêt que s'il est pensé comme une coalition potentielle plutôt que comme une identité sociale unifiée. Ce slogan a constitué une proposition politique pour dépasser dans les consciences le morcellement des expériences sociales où les rapports sociaux tendent à être individualisés et où l'exploitation est transformée en échecs personnels. Le « 99 % » ne décrit donc pas une classe déjà donnée ; il désigne un potentiel de subjectivation collective fondé sur une condition commune : l'exploitation et la subordination au capital.

C'est précisément dans cette perspective que s'inscrit *le Féminisme pour les 99 %*. Une *manifeste* (La Découverte, 2019) théorisé notamment par Nancy Fraser, Cinzia Arruzza et Tithi Bhattacharya. Les auteures critiquent à la fois le capitalisme néolibéral et ce qu'elles nomment le « féminisme du 1 % », centré sur la réussite individuelle de femmes déjà privilégiées, souvent au détriment des conditions de vie d'une majorité de femmes. Avec leur concept de « féminisme pour les 99 % », elles affirment que l'émancipation des femmes est indissociable des luttes contre l'exploitation économique, le racisme, la précarisation du travail et la destruction des services publics. Ce concept est conçu pour penser le féminisme comme un projet de transformation sociale globale, et non comme une simple extension de l'égalité formelle au sein d'un système inchangé.

99% OUTIL STRATÉGIQUE ?

Une nouvelle fois, stratégiquement l'usage de ce terme « 99 % » peut apparaître comme une simplification qui masque des conflits réels entre groupes dominés, à l'échelle nationale et internationale. De plus, la construction d'un sujet politique aussi large pose la question des modalités concrètes de l'action collective. Marx lui-même soulignait que la classe exploitée ne se constitue comme sujet politique qu'à travers la lutte. Ici le concept n'a de portée stratégique que s'il est orienté vers une perspective anticapitaliste claire. Le problème n'est pas la concentration excessive des richesses en soi, mais le mode de production qui la rend nécessaire. Sans cette clarification, le « 99 % » peut être récupéré par des projets réformistes ou nationalistes qui ne remettent pas en cause la propriété privée des moyens de production. C'est ici sa principale limite : celle de fonctionner comme une catégorie politiquement indéterminée, susceptible d'être investie par des projets idéologiques potentiellement con-

tradictaires. Le « 99 % » peut être ainsi réduit à une opposition morale entre une majorité « spoliée » et une minorité « excessive », sans remise en cause des rapports sociaux qui produisent structurellement l'exploitation. Cette indétermination ouvre la voie à des appropriations réformistes, qui se contentent de réguler les excès du capital, mais aussi à des usages populistes, voire nationalistes, qui redirigent la conflictualité sociale vers des boucs émissaires – étrangers, exilés ou élites politiques abstraites – tout en préservant la propriété privée et les rapports de production existants.

« Le "99 %" peut être ainsi réduit à une opposition morale entre une majorité "spoliée" et une minorité "excessive", sans remise en cause des rapports sociaux qui produisent structurellement l'exploitation.»

Enfin, le thème des 99 % charrie peut-être une illusion. Il pourrait laisser penser que la domination ne tient qu'à un fil et que l'émancipation sera chose facile et indolore. Mais la base sociale de l'extrême-centre est évidemment plus large que 1 %. L'extrême centre a certes de moins en moins d'audience, mais Macron ne s'est pas fait élire deux fois avec 1 % des voix. D'autres fractions de classe ont des intérêts communs avec le 1 %. Les intentions de vote pour 2027 créditent ce centre d'au moins 15 %. Et nombre d'électeurs d'un Raphaël Glucksmann pourraient s'y retrouver aussi. Ce qu'il faut affronter, c'est donc davantage 20 % que 1 %.

Le « 99 % » apparaît moins comme un concept marxiste que comme une tentative de rendre lisible la conflictualité de classe. S'il a permis de visibiliser la concentration du capital et de produire un imaginaire antagonique accessible, son usage est resté flottant, oscillant entre dénonciation morale et critique partielle des inégalités et plus largement du capitalisme, sans parvenir à s'imposer durablement en tant qu'outil stratégique pour l'analyse marxiste des rapports de production. ■

*Fanny Charnière est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Affects

PAR **FLORIAN GULLI***

Le populisme de gauche (les thèses de Ernesto Laclau et Chantal Mouffe reprises notamment en France par La France insoumise) accorde une place centrale aux affects dans la construction politique. L'idée fondamentale est que les identités collectives et les volontés politiques ne se forment pas principalement à partir d'intérêts objectifs ou d'analyses rationnelles des structures sociales, mais à travers des émotions partagées : colère face à l'injustice, à la misère, au racisme, sentiment d'abandon, désir de reconnaissance ou d'appartenance. La politique devient alors un travail de mobilisation des passions, visant à agréger des demandes hétérogènes en un « peuple » opposé à une élite ou une « caste » désignée comme responsable des maux sociaux. Cette revalorisation des affects constitue certes une critique pertinente d'une vision technocratique ou purement rationaliste de la politique, qui tend à sous-estimer la dimension émotionnelle de l'engagement collectif. Cependant, elle soulève plusieurs problèmes majeurs lorsqu'elle devient le fondement principal de l'action politique. En mettant l'accent sur la construction affective d'un « nous » plutôt que sur l'analyse des rapports sociaux, le populisme de gauche risque de déplacer le cœur de la conflictualité politique. Les conflits ne sont plus pensés comme l'expression de structures objectives – rapports de classe, domination

« La construction émotionnelle du peuple peut réussir à rassembler largement, mais elle ne garantit ni la cohérence ni la radicalité des mesures envisagées pour transformer les rapports économiques et sociaux. »

« La logique affective du populisme homogénéise artificiellement un "peuple" construit par le discours, elle tend à invisibiliser les contradictions internes, les intérêts divergents et les conflits réels qui traversent la base sociale de la gauche.. »

économique, inégalités matérielles – mais comme des oppositions discursives et émotionnelles entre camps construits symboliquement par le discours.

Par ailleurs, l'agrégation d'affects très hétérogènes suppose la figure du leader comme point d'articulation de ces demandes hétérogènes. Sans être naïf, sans ignorer le besoin d'incarnation de toute politique, y compris de la politique d'émancipation, accorder une telle centralité à la figure du leader ne va pas sans poser problème, d'autant que Laclau et Mouffe ne sont pas très disert sur la question des contre-pouvoirs à l'intérieur du camp de l'émancipation.

Ensuite, la centralité des affects tend à s'accompagner d'un certain flou programmatique. En insistant sur la dynamique de mobilisation plutôt que sur le contenu des politiques à mener, le populisme de gauche apparaît souvent évasif quant aux transformations concrètes qu'il propose. La construction émotionnelle du peuple peut réussir à rassembler largement, mais elle ne garantit ni la cohérence ni la radicalité des mesures envisagées pour transformer les rapports économiques et sociaux. Le risque est alors celui d'une politique principalement expressive, où l'identification affective et le sentiment d'appartenance prennent le pas sur l'élaboration de projets précis capables

de s'attaquer aux causes structurelles des dominations. En langage hégélien, la politique n'est pas négation indéterminée, refus absolu du monde et attente du tout Autre. La politique advient avec le passage à la « négation déterminée », celle qui donne un contenu concret aux idéaux.

Enfin, la logique affective du populisme homogénéise artificiellement un « peuple » construit par le discours ; elle tend à invisibiliser les contradictions internes, les intérêts divergents et les conflits réels qui traversent la base sociale de la gauche. Ainsi, le populisme de gauche et la logique de l'affect passent sous silence l'hégémonie actuelle des diplômés sur la gauche. Hégémonie telle que Thomas Piketty n'hésite pas à définir la gauche actuelle comme le « parti des diplômés »

ou un parti d'élite dans un système d'élites multiples.

Ainsi, la critique du populisme de gauche et de la place accordée aux affects ne consiste pas à nier leur importance en politique, mais à souligner le danger qu'il y a à les ériger en principe structurant exclusif. En privilégiant les passions sur l'analyse des rapports sociaux, le populisme de gauche risque de se priver de ce qui a historiquement fait la force des projets émancipateurs : la capacité à relier l'expérience vécue des dominations à une compréhension structurée du monde social et à des objectifs politiques clairement définis. ■

*Florian Gulli est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Bloc historique

PAR LORENZO BATTISTI*

Le marxisme, selon la volonté de ses fondateurs, n'est ni un manuel ni un texte sacré. Il évolue de manière dialectique avec l'expérience historique concrète du mouvement communiste mondial, à travers un apprentissage de l'expérience historique qui devient théorie et développe la pensée marxiste précédente. C'est pourquoi on fait souvent référence au marxisme-léninisme pour désigner les progrès concrets du marxisme à la suite des événements historiques en Russie et de l'élaboration marxiste qu'en a faite Lénine.

STRUCTURE ET SUPERSTRUCTURE, UNE RELATION DIALECTIQUE

L'un des thèmes qui a longtemps fait débat dans le monde marxiste est celui de la structure et de la superstructure : le premier concept fait référence à la structure économique productive, tandis que le second fait référence à la vie culturelle, religieuse, artistique et intellectuelle. Une lecture mécaniste de la pensée de Marx et Engels fait découler mécaniquement la seconde de la première : les bases matérielles de la société déterminent immédiatement la production culturelle, qui sera donc l'expression directe du rôle dominant de la classe capitaliste. Cette lecture économiste et mécaniste est peut-être due au fait que les fondateurs du marxisme devaient, à leur époque, lutter contre la ten-

dance idéaliste dominante, qui soutenait exactement le contraire, à savoir que ce sont les « idées » qui déterminent les changements dans le monde. Le marxisme ultérieur a clairement établi que la relation entre les deux sphères est dialectique et plus complexe que ne le soutiennent certains lecteurs de Marx.

En particulier, l'expérience historique en Occident, où la structure sociale est plus complexe que celle de la Russie tsariste, a conduit les militants communistes à approfondir l'analyse de la relation entre ces deux concepts. Le concept de bloc historique de Gramsci est le fruit de cette réflexion. Dans les sociétés capitalistes avancées, où il existe des espaces de démocratie, la contradiction réside dans le nombre restreint de la classe dominante : si nous voulons l'exprimer en termes non marxistes, mais à la mode ces dernières années, celle-ci représente 1 % de la population, mais détient le pouvoir politique. Cela s'explique par sa capacité à exercer une hégémonie, autre concept fondamental chez Gramsci, sur d'autres couches sociales, y compris sur des éléments de la classe ouvrière. C'est précisément l'hégémonie qui montre à quel point la division nette entre structure et superstructure est erronée selon Gramsci : le concept est purement super structurel, mais il est en même temps à la base du pouvoir durable de la classe dominante. L'hégémonie de la classe do- ►►

► minante est sa capacité à attirer à elle des parties de la société qui ont des intérêts matériellement différents et contraires ; c'est la capacité du 1 % à obtenir un pouvoir durable alors qu'il s'agit en réalité d'une infime minorité.

L'HÉGÉMONIE DE LA CLASSE DOMINANTE

Elle s'exerce différemment selon les moments historiques et les réalités : les dynamiques d'un pays avancé ne sont pas les mêmes que celles d'un pays du sud du monde ; mais, même au sein du monde avancé, la réalité italienne n'est pas la même que la réalité française et les formes et les modes de construction et de développement de cette hégémonie sont différents.

Grâce à l'hégémonie, la classe dominante est en mesure de construire un bloc historique : une union durable entre des classes et des segments de société différents, mais qui reconnaissent à la bourgeoisie le rôle de direction et de représentation, même partielle, de leurs intérêts. Le bloc historique est à la fois construit sur l'hégémonie, mais il produit lui-même une superstructure qui le représente et lui confère une unité (face à une réalité matérielle qui, autrement, serait différente ou opposée). Pour Gramsci, dans le bloc historique qui se présente à une époque donnée, « les forces matérielles sont le contenu et les idéologies la forme », mais la distinction est « purement didactique, car les forces matérielles ne seraient pas concevables historiquement sans forme et les idéologies seraient des fantaisies sans les forces matérielles ». Il s'agit donc d'expliquer l'ensemble du bloc historique, en renonçant à la simplification qui consiste à dénoncer la « fonctionnalité » des idéologies aux forces matérielles.

Il en découle deux conséquences « pratiques ». Pour comprendre la structure du pouvoir de la classe dominante actuelle, on ne peut se contenter d'analyses « économistes » ou de photographies plus ou moins fidèles à la réalité des sondages. Il est nécessaire de comprendre la forme que prend aujourd'hui l'alliance entre la classe dominante capitaliste et impérialiste et les couches sociales qui la soutiennent. Et cela doit être fait dans le contexte concret de la France d'aujourd'hui. Dans le même temps, l'avant-garde de classe que constitue le Parti communiste doit entreprendre la construction d'un bloc historique alternatif capable de réunir la classe ouvrière et d'autres segments de la société française, non seulement en ce qui concerne les élections ou les « alliances de classe »,

mais de manière durable et capable de surmonter les contradictions qui les divisent aujourd'hui.

Il n'est pas possible d'approfondir ici cette analyse, qui nécessite un travail collectif et de longue haleine. Je me limiterai à donner une indication pour commencer le travail. Le populisme (de droite ou de gauche, mais qui, à mon avis, mène toujours à droite) qui s'est développé dans toutes les sociétés occidentales après la crise de 2008 est le symptôme d'une crise entre les classes dominantes des pays avancés et les classes moyennes, ces classes qui sont l'expression de petits capitaux, ou de structures à mi-chemin entre le travail salarié et la structure purement capitaliste : après

« Grâce à l'hégémonie, la classe dominante est en mesure de construire un bloc historique : une union durable entre des classes et des segments de société différents, mais qui reconnaissent à la bourgeoisie le rôle de direction et de représentation, même partielle, de leurs intérêts. »

des décennies pendant lesquelles elles ont reconnu aux premières le leadership moral et politique de la nation, elles se sont retrouvées à payer le prix de la crise, tandis que la grande bourgeoisie capitaliste, désormais financiarisée et internationalisée, en est sortie plus forte qu'auparavant. La nature souvent nationale des petits et moyens capitaux se heurte à celle, désormais internationale, du grand capital, qui est obligé d'exploiter les premiers pour maintenir sa position. Il en va de même pour les travailleurs qui soutenaient autrefois des positions conservatrices et favorables aux patrons. La réaction populiste à la crise est à la fois un symptôme de cette crise de direction et l'instrument grâce auquel le grand capital a su ramener à lui des couches qui s'étaient éloignées. Cependant, la crise d'hégémonie demeure et des possibilités concrètes s'ouvrent pour désarticuler le bloc historique actuel et en construire un autre autour de la classe travailleuse. ■

*Lorenzo Battisti est militant du PCF Paris.

Coalition arc-en-ciel

PAR **NICOLAS TARDITS***

Les « coalitions arc-en-ciel » peuvent être simplement définies comme des alliances électorales ou gouvernementales rassemblant une pluralité de forces sociales. Cette catégorie recouvre pourtant des réalités très différentes selon les contextes historiques, ce qui permet d'en saisir les ambiguïtés structurelles. La Coalition arc-en-ciel, qui gouverna la Belgique entre 1999 et 2003, et la Rainbow Coalition, fondée à Chicago par Fred Hampton et les Black Panthers à la fin des années 1960, en sont deux exemples particulièrement éclairants. La première, l'alliance entre libéraux, écologistes et socialistes belges fut emblématique du glissement des forces progressistes vers un réformisme libéral social. Présentée comme une rupture modernisatrice après des décennies de domination chrétienne-démocrate, elle incarna, en réalité, l'intégration des revendications écologistes et sociétales dans un gouvernement centriste, dirigé par Guy Verhofstadt, compatible avec les impératifs du marché européen qui accompagna la poursuite de privatisations, la flexibilisation du travail et la mise au pas budgétaire de l'État social.

À l'inverse, le second, la Rainbow Coalition de Chicago, rassemblait notamment les Black Panthers, les Young Lords portoricains, et la Young Patriots Organization regroupant des blancs pauvres. Il ne s'agissait pas d'un cartel électoral destiné à gouverner l'État, mais d'une alliance de mobilisation qui constituait une tentative rare, et pour cette raison farouchement réprimée, capable de faire converger les luttes antiracistes, anti-impérialistes et ouvrières dans le contexte singulier des États-Unis. Elle incarnait ce que le sociologue américain Immanuel Wallerstein nommait un « mouvement antisystémique », c'est-à-dire une force collective qui ne cherche pas à réformer l'État mais à renverser les structures de l'économie capitaliste. La comparaison entre ces deux coalitions met en lumière la tension fondamentale entre deux logiques opposées : l'une, institutionnelle, tend à stabiliser et pacifier les conflits sociaux au bénéfice de l'ordre ca-

« Certaines entreprises politiques françaises importent l'expérience historique américaine de la Rainbow Coalition et la fétichisent en s'appropriant les signes extérieurs de la lutte sans en reprendre les causes structurelles afin de valoriser leurs propres stratégies de communication et de mobilisation. »

pitaliste ; l'autre ambitionne la structuration d'une unité populaire contre les structures d'exploitation.

IMPORTATION DE LA RAINBOW COALITION

De manière fort extensive, certaines entreprises politiques françaises importent l'expérience historique américaine de la Rainbow Coalition et la fétichisent en s'appropriant les signes extérieurs de la lutte sans en reprendre les causes structurelles, afin de valoriser leurs propres stratégies de communication et de mobilisation. Elles participent alors à la transformation d'une expérience révolutionnaire, ancrée dans les luttes de classes américaines, en simple outil de marketing électoral, oubliant les spécificités des configurations nationales. Ce qui était un bloc radical chicogoan, forgé dans la lutte contre le racisme structurel, le capitalisme et la violence policière, devient un label flottant destiné à attirer une clientèle politique diversifiée, s'éloignant alors de toute structuration partisane.

Il est dès lors toujours instructif d'observer d'où proviennent ces entreprises d'importation symbolique qui ne sont jamais neutres. Elles sont ici, pour l'essentiel, portées par des agents ayant un intérêt direct à maintenir un mouvement flottant, faiblement institutionnalisé, leur permettant de s'imposer ►►

► dans le seul cadre du jeu électoral comme porte-parole exclusifs de ces revendications fragmentées sans se soucier de la structuration quotidienne de ces luttes sur le lieu de travail, ni du lent processus de construction d'espaces collectifs capables de former à l'exercice de responsabilités politiques. Ainsi, alors qu'aux États-Unis, ce mouvement historique était le signe d'une tentative de défragmentation du sujet politique, cherchant à arracher chaque groupe à la défense exclusive de sa propre reconnaissance symbolique ou institutionnelle pour l'inscrire dans un front commun de classes, l'intégration française de cette rhétorique de convergence des luttes (dépouillée de son ancrage matériel américain et de son autonomie vis-à-vis des démocrates) tend à désarticuler toujours davantage la structuration populaire syndicale et partisane héritée de la fin du XIX^e siècle. Cette dynamique historique, propre au mouvement populaire, a pourtant constitué de vastes coalitions revendicatives face à l'appropriation notabiliaire du pouvoir politique et a permis d'installer un cadre institutionnel stable, solidement ancré dans les

« Ce qui était un bloc radical chicagooan, forgé dans la lutte contre le racisme structurel, le capitalisme et la violence policière, devient un label flottant destiné à attirer une clientèle politique diversifiée, s'éloignant alors de toute structuration partisane. »

rapports de production, articulant les luttes autour de l'antagonisme central entre capital et travail. En substituant cet héritage organisationnel à une grammaire fragmentiste, l'importation du modèle arc-en-ciel participe à la dissolution des conditions mêmes de l'unité politique que la Rainbow Coalition cherchait, elle, à construire. ■

*Nicolas Tardits est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Concernés (auto-émancipation)

PAR **CONSTANTIN LOPEZ***

L'adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs (AIT), rédigée par Marx en 1864, proclame que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Pour Marx, le prolétariat, par la situation de dépossession où il se trouve, a un intérêt objectif à la transformation sociale radicale. L'accumulation du capital, qui est aussi accumulation du prolétariat, augmente le poids démographique de ce dernier et le concentre dans certains lieux, favorisant son auto-organisation et sa constitution en sujet révolutionnaire. Pour autant, Marx n'était pas lui-même un prolétaire. Faut-il y voir une contradiction ?

Marx identifie un processus, le théorise, et cherche à le favoriser. Son intelligence théorique et pratique est mise au service d'un mouvement déjà en cours, elle lui propose des perspectives, mais ne s'y substitue pas.

UNE RHÉTORIQUE PROBLÉMATIQUE

Dans la période récente, l'idée qu'il suffirait « d'écouter les concernés » est parfois brandie comme argument d'autorité pour appuyer certaines prises de position, au besoin en rappelant les statuts de l'AIT. Or, cette rhétorique est problématique à trois niveaux :

Tout d'abord, elle nie la diversité des points de vue des « concernés ». Les femmes, les travailleurs, les

« La rhétorique des "concernés" fait comme si ces derniers constituaient des groupes totalement homogènes sur le plan des expériences vécues, des ressentis, des visions du monde et des aspirations. »

personnes d'une certaine origine ont des perceptions souvent diverses sur la réalité. La rhétorique des « concernés » fait comme si ces derniers constituaient des groupes totalement homogènes sur le plan des expériences vécues, des ressentis, des visions du monde et des aspirations. Écouter les concernés est absolument nécessaire, puisque cela permet de mieux comprendre cette diversité et de proposer des perspectives unificatrices. Pour autant, présupposer une homogénéité des points de vue individuels au sein de ces groupes relève du coup de force réifiant et essentialisant.

Ensuite, elle justifie toutes les dérives subjectivistes et antiscientifiques. En effet, si la justesse d'un propos est réductible à la position de celui qui l'énonce, alors il n'existe aucune place pour le débat et pour le savoir rationnel. Or, la connaissance objective du monde est ce qui permet aux sujets mobilisés de voir clair et de s'orienter dans un monde complexe. L'idée que la connaissance puisse totalement s'émanciper des biais sociaux de toutes sortes est probablement illusoire. Pour autant, le souvenir de l'affaire Lyssenko, au cours de laquelle un agronome soviétique prétendit à tort invalider la génétique « bourgeoise » au nom d'une supposée « science prolétarienne » dans les années 1930, devrait nous faire réfléchir sur les risques d'une posture militante subjectiviste et relativiste. ►►

« L'idée qu'il suffirait « d'écouter les concernés » est parfois brandie comme argument d'autorité pour appuyer certaines prises de position, au besoin en rappelant les statuts de l' Association internationale des travailleurs. »

► Enfin, elle affaiblit les luttes. La rhétorique autour des « concernés » va de pair avec celle d'« allié ». L'allié est un « non concerné » qui peut appuyer les luttes des « concernés » à condition de se subordonner à leur agenda. Or, on voit difficilement comment une telle position pourrait être opératoire ou viable. Pour revenir à l'exemple cité plus haut, le mouvement ouvrier a bénéficié des productions d'intellectuels et de scientifiques, qu'il a aussi contribué à former et à inspirer. En ce qui concerne des groupes minoritaires, la subordination *a priori* des « non concernés » (sommés de se soumettre) aux « concernés » condamne les luttes à la marginalité et à l'échec.

En somme, si l'objectif d'auto-émancipation est absolument incontournable, celui-ci ne saurait servir de paravent à des individus cherchant à établir un contrôle sur nos organisations politiques et syndicales en utilisant des procédés sophistiqués et manipulateurs. Il ne saurait non plus justifier des dérives subjectivistes, antiscientifiques ou condamnant les luttes à la marginalité. ■

*Constantin Lopez est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Convergence des luttes

PAR GÉRARD STREIFF*

Qui le premier a parlé de convergence des luttes ? Un journaliste de France Inter, récemment, faisait remonter l'histoire au Front populaire. Mouais... L'expression est plutôt la version contemporaine d'une revendication ancienne, baptisée un temps « grève générale » (Jaurès en appelait en juillet 1914 à une « grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée » pour empêcher la guerre...) ou chantée sur l'air du « tous ensemble ».

« Les luttes rassemblent si elles s'affrontent aux mêmes logiques, aux mêmes adversaires de classe, si elles traduisent en définitive des besoins communs. »

L'idée de « convergence des luttes » est dans l'air lors du mouvement social de l'automne 1995, un mouvement entamé le 22 septembre où sept fédérations de fonctionnaires (et largement porté par les cheminots) décidèrent ensemble et pour la première fois depuis 1977 d'une grève générale

de vingt-quatre heures. Plusieurs mois durant, des grèves, associant secteur public, entreprises privées et monde étudiant (les plus importantes depuis mai 1968) contraignirent Alain Juppé à retirer son plan sur les retraites et la Sécurité sociale.

On retrouve cette expression sur une banderole, le 18 avril 1986, lors d'une manifestation. On en parle aussi beaucoup lors du mouvement contre la loi travail, particulièrement lors de la séquence de « Nuit debout » (2016).

Cette expression va prospérer sous les quinquennats de Macron, comme si ce président, qui a l'art de diviser et de créer la confusion, suscitait en même temps, par réaction, une envie précisément de convergence des luttes. Le terme, en effet, s'impose désormais dans le vocabulaire politique à partir des années 2018-2020 et le mouvement des gilets jaunes. On en parlait encore beaucoup lors des défilés du 10 septembre 2025 puis ceux de l'Intersyndicale à l'automne contre les annonces budgétaires du gouvernement.

La formule plaît car ces mots sont simples et clairs. Mais elle a aussi ses limites. À sa manière le mouvement des gilets jaunes, tout au moins dans ses débuts, marque une convergence de luttes sur un point rassembleur : le rejet du président Macron, un rejet radical, viscéral, total. Mais derrière, se retrouvent des motivations extrêmement diverses, contradictoires souvent ; et c'est

cette confusion (entre autres choses) qui provoquera l'affaiblissement du mouvement.

Suffit-il de lutter pour converger ? Et qu'y a-t-il de commun entre des luttes contre les « méga bassines » par exemple et celle pour les retraites, entre les luttes pour la fin du mois et celles contre la fin du monde ? Et *quid* de toutes celles, de tous ceux qui aujourd'hui ne luttent pas, pour mille et une raisons ?

Bref, comment faire prendre conscience que les luttes diverses – luttes sociales, luttes des femmes, des jeunes, des étrangers, des sans-papiers, luttes écologiques, luttes pour l'emploi ou pour la paix –

convergent ? Sans doute en montrant, par l'action et par l'argumentation, que si toutes ces luttes rassemblent, c'est parce qu'elles s'affrontent aux mêmes logiques, aux mêmes adversaires de classe, qu'elles traduisent en définitive des besoins communs : des services publics de qualité, le droit de vivre et travailler au pays, une protection sociale de haut niveau, une sécurité d'emploi et de formation... Autant d'objectifs où s'articulent lutte de classes et lutte contre toutes les dominations. ■

*Gérard Streiff est rédacteur en chef de *Cause commune*.

Diversité

PAR MATHIEU MENGHINI*

La thématisation de la diversité date, en Europe, de la fin des années 2000. D'aucuns parlent même alors d'un tournant diversitariste – la diversité s'élevant au rang de concept. Un concept, à la vérité, non stabilisé, évoluant dans la tension entre lutte contre les inégalités et reconnaissance des différences. Le plus clair du temps, on désigne toutefois par là la promotion d'individus à raison de leur appartenance à des groupes discriminés, sous-représentés dans les élites – que celles-ci soient économiques, politiques, médiatiques ou culturelles. Une intention *a priori* louable dont l'effectuation pose, cependant, bien des questions. Énumérons-en quelques-unes.

Quels critères considérera-t-on ? la couleur de peau et l'origine nationale ? la culture ? l'éventuelle religion ? la classe sociale ? le quartier de résidence ? le sexe et l'orientation sexuelle ? l'âge ? la corpulence (on pense, ici, à la grossophobie) ? l'éventuelle situation de handicap, etc. Convient-il de prendre tous ces critères en compte ? De prendre en compte leur combinaison, leur éventuelle intersection ? Et selon quelle pondération ? Condescendra-t-on, par ailleurs, à établir des statistiques ethniques, relatives à l'orientation sexuelle, religieuse, etc., pour évaluer les progrès de la diversité ? Autant de questions sensibles...

Deuxième inquiétude : n'a-t-on pas le plus souvent affaire à une logique symbolique de *casting*,

à de la communication (ce que les anglophones appellent le « tokénisme ») ?

Le terme de « diversité » n'éffraie pas fondamentalement le monde de l'entreprise et la bourgeoisie : la notion étant floue, elle permet une adhésion à géométrie variable et – se présentant ordinairement sous forme de *soft law* (c'est-à-dire sous la forme de « charte » ou de « label ») – elle ne revêt pas l'aspect contraignant de la loi. La promotion de la diversité donne ainsi l'illusion de prendre un problème social et politique à bras-le-corps, mais elle est dépolitisante, gomme les rapports de pouvoir entre groupes majoritaires et minoritaires, et masque, donc, la reproduction structurelle des inégalités.

Pour le littérateur états-unien Walter Benn Michaels (*La Diversité contre l'égalité*, Raison d'agir, 2009), il ne s'agit pas d'instaurer l'égalité, mais de gérer les inégalités. Nombre d'autrices et d'auteurs ►►

« Un concept, à la vérité, non stabilisé, évoluant dans la tension entre lutte contre les inégalités et reconnaissance des différences. »

► observent ce glissement idéologique menant d'une approche structurelle attentive à lutter contre les discriminations systémiques à l'accomplissement du principe d'égalité inconditionnée vers une approche par l'individu et le mérite.

Troisièmement, la promotion diversitaire humilierait parfois les personnes mêmes qu'elle entend servir. De fait, chaque individu ne souhaite pas toujours être reconnu pour une différence pointée de l'extérieur, pour une identité singulière assignée. En outre, comme le soulignent les féministes matérialistes (Colette Guillaumin, Danièle Kergoat, etc.) et les théoriciennes et militantes du *Black feminism* (Angela Davis), les politiques de la diversité sont souvent aveugles à l'hétérogénéité intragroupe.

À leur corps défendant, les introducteurs du concept de racialisation auraient contribué à essentialiser des groupes qui n'ont généralement d'autre existence que celle que leur prètent les bâtisseurs de catégories. Gare, donc, à ne pas réifier la culture, à ne pas la naturaliser ! Certaines dichotomies figent les individus mêmes qu'il s'agit de « libérer » et finissent, dans les faits, par compliquer la lutte des classes et l'émancipation sociale.

Relisons le point de vue du psychiatre et révolutionnaire Frantz Fanon : « Je suis un Homme, et c'est tout le passé du monde que j'ai à reprendre. [...] Chaque fois qu'un Homme a fait triompher la dignité de l'esprit, chaque fois qu'un Homme a dit non à une tentative d'asservissement de son

« La promotion de la diversité donne l'illusion de prendre un problème social et politique à bras-le-corps, mais elle gomme les rapports de pouvoir entre groupes majoritaires et minoritaires et masque, donc, la reproduction structurelle des inégalités. »

semblable, je me suis senti solidaire de son acte. [...] Ce n'est pas le monde noir qui me dicte ma conduite. Ma peau noire n'est pas dépositaire de valeurs spécifiques » (*Peau noire, masques blancs*, Seuil, 1952).

Les réflexions « diversitaires » (ou encore « sociétales ») adouées par l'idéologie libérale entendent ainsi donner à penser que les discriminations, le caractère cuisant de certaines différences émanent avant tout de difficultés individuelles voire interindividuelles là où les communistes pointent – « en dernière instance » – un effet du « social », une conséquence seconde de l'organisation générale de la société. ■

*Mathieu Menghini est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Hiérarchie des luttes

PAR HOËL LE MOAL*

UNE MÉPRISE

Depuis des dizaines d'années court l'idée à gauche que le marxisme serait porteur d'une « hiérarchie des luttes » au nom de la centralité des classes. « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes » (Marx & Engels, *Manifeste du Parti communiste*, 1848) est une assertion qui donne en effet un rôle central à la contradiction économique entre les groupes sociaux, et en fait la structure profonde des conflits dans le temps. De là, des interprétations avancent l'idée qu'il y aurait dans le marxisme « supériorité » de certaines luttes sur d'autres. Par exem-

ple, dans un entretien paru en 2004 dans la revue *Mouvements*, la théoricienne féministe Christine Delphy explique : « J'essayais de fonder en théorie qu'il n'y avait pas de hiérarchie des luttes. Cela ne pouvait pas être entendu en dehors des mouvements féministes. L'extrême gauche française a mis très très longtemps à admettre cette idée. À ce moment-là, le paradigme marxiste était tout puissant. » Aux États-Unis, la situation est telle que Kristen Ghodsee écrit (dans *Pourquoi les femmes ont une meilleure vie sexuelle sous le socialisme*) : « À gauche, les marxistes orthodoxes obsédés par la position de classe sont souvent taxés de brocia-

lists (néologisme issu de la contraction de *brother* et *socialist*) parce qu'en faisant primer la solidarité entre travailleurs, ils négligeraient les questions de race et de genre. Ce à quoi ils répondent qu'à trop miser sur une "politique de l'identité" on risque de diviser la classe ouvrière et ainsi de saper la base des mouvements de transformation sociale ».

Fermons le ban ! Aux marxistes la préhistoire hiérarchisant les luttes, aux « nouveaux mouvements sociaux » (féminisme, antiracisme, écologisme...) l'égalité de tous les combats revendicatifs.

QU'A ÉCRIT MARX ?

Pourtant, Marx n'a jamais écrit que les luttes nationales ou les oppressions non économiques seraient moins légitimes, et il a toujours avancé l'idée que lutte économique et lutte pour la reconnaissance étaient à articuler. Dans le même ordre d'idées, le texte d'orientation du 39^e congrès du PCF affirme son refus d'une hiérarchie entre les dominations, mais précise néanmoins la nécessité d'articuler les luttes à la bataille de classe contre l'exploitation. Cet engagement reste cohérent avec la volonté de faire disparaître les injustices sous quelque forme qu'elles se présentent et avec la revendication d'égale dignité de tous les individus. Ce refus de la hiérarchie des luttes s'inscrit donc dans l'ADN politique d'un parti marxiste.

« Des groupes souffrent à la fois de l'exploitation et de discriminations, et peuvent combiner plusieurs oppressions.. »

Mais égale dignité des luttes n'est pas synonyme d'égale priorité. Dans la pratique, dans l'action qui porte cet objectif, les individus à son service doivent s'organiser. C'est l'exigence organisationnelle de l'action politique qui rend alors nécessaire la formulation de priorités d'action à partir d'une analyse concrète, les ressources humaines pour l'accomplir étant limitées, tout comme les moyens matériels. Prioriser les actions est une stratégie politique du moindre mal. Cette stratégie a parfois pu être interprétée comme une hiérarchisation des luttes. Mais prioriser et ordonner l'action

« Prioriser et ordonner l'action ne signifie pas hiérarchiser, si par hiérarchiser on entend que certaines luttes seraient supérieures à d'autres. »

ne signifie pas hiérarchiser, si par hiérarchiser on entend que certaines luttes seraient supérieures à d'autres.

PRIORISER L'ACTION ?

Si, théoriquement, on peut souhaiter que toutes les luttes aboutissent, en pratique, il paraît difficile de résoudre tous les problèmes d'un coup. Ce n'est pas seulement vrai en politique, cela s'applique à la vie pratique. Ainsi, les causes du naufrage du *Titanic* (belle métaphore du capitalisme !) sont multiples et auraient nécessité que nombre d'actions et de décisions fussent prises pour l'éviter. Néanmoins, au moment du naufrage, il a bien fallu prioriser (sauver le plus de gens possible de la noyade) sans que cela signifîât, dans un même mouvement, renoncer à comprendre les causes funestes qui menèrent à la catastrophe, pour éviter de la réitérer. La logique qui a alors prévalu est celle du moindre mal pour le plus grand nombre.

Aujourd'hui, quel est le moindre mal pour le plus grand nombre ? avoir accès à la nourriture ? voir ses droits humains respectés ? vivre dans un environnement protégé ? pouvoir travailler ? parler une langue minoritaire ? avoir un logement ? des droits humains respectés ? La liste est longue mais toutes les réponses possibles ne supposent-elles pas, pour être mises en œuvre, des conditions matérielles d'existence décentes ? En système capitaliste, l'opposition à des politiques d'austérité qui ruinent les conditions de survie physique des individus semble davantage matériellement vitale (et non supérieure politiquement) que, par exemple, la visibilité des minorités dans les médias. Avec Nancy Fraser, il est ainsi possible de distinguer luttes pour la reconnaissance symbolique (celles des questions de diversité) et luttes pour la redistribution matérielle (celles des questions de classe), en sachant que des groupes souffrent à la fois de l'exploitation et de discriminations, et peuvent combiner plusieurs oppressions. On peut donc imaginer, comme le font nombre de communistes, un féminisme et un antiracisme conséquents ►►

►► car toujours reliés à la lutte des classes. De même, Daniel Bernabé dans *Le Piège identitaire* propose de revenir à la question sociale sans renoncer aux politiques de représentation, car il soutient que le conflit de classe est une ligne horizontale qui traverse toutes les autres luttes, qui seraient des verticales, comme un « réseau complexe dont la classe sociale formerait la trame, exerçant ainsi une influence décisive sur tout le reste ». Si toutes les luttes contre l'injustice méritent d'être menées, défendre qu'elles se valent toutes ne présente-t-il pas le même écueil que le relativisme ? Ce dernier a ceci de confortable qu'il semble faire droit à toutes les opinions. Défendre que toutes les luttes se valent pourrait nous amener à penser que c'est être certain de ne fâcher personne. Ce n'est pas si sûr, car dire que toutes les luttes se valent, est-ce vraiment se donner les moyens concrets de les mener ? Les mécanismes d'exploitation sont subis de manière universelle quelle qu'en soit la forme. Dès lors, ne faut-il pas prioriser l'action en direction de ces structures d'exploitation ? Prioriser est une conséquence logique d'une approche qui se veut méthodique et analytique.

UNE IMPASSE STRATÉGIQUE

Enfin, derrière la proclamation d'une apparente absence de priorité des luttes peut aussi apparaître l'acceptation tragique de la segmentation et de

la sectorisation des combats sociaux. Le politiste Guilhem Mevel, interrogé en 2024 à l'occasion de la Fête de *l'Humanité*, critique ainsi Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, théoriciens du populisme de gauche, et leur rejet des rapports objectifs : « Mouffe et Laclau ne lisent plus l'exploitation dans les structures objectives et les rapports de production, mais dans ce qui apparaît subjectivement conflictuel pour les gens. Cela produit une sectorisation des luttes. Les luttes féministes, antiracistes, écologistes, qui ont toujours fait partie de l'histoire de la gauche, se trouvent d'elles-mêmes séparées. Il faudrait donc trouver du lien d'une manière ou d'une autre. Il en découle plusieurs impasses politiques. Si c'est seulement le conflit qui entretient la lutte et non pas les intérêts objectifs matériels (le droit à un travail digne, par exemple), celle-ci ne vaut plus que pour elle-même. Elle ne permet plus de penser l'avenir, le dépassement concret du capitalisme. Et cela pose un problème à la gauche de rapport avec sa propre histoire. Apparaît aussi une impasse stratégique d'efficacité des luttes sociales et politiques. Si c'est le discours qui pose les antagonismes et non la production, on risque d'essentialiser, de sanctifier une lutte par rapport à une autre. » ■

« Le conflit de classe est une ligne horizontale qui traverse toutes les autres luttes. »

*Hoël Le Moal est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Identités

Sans revenir sur l'histoire du concept « identité » – ce que Robinson Baudry et Jean-Philippe Juchs ont très bien fait dans leur article « Définir l'identité » (*Hypothèses*, n° 110, 2007) –, cet article invite à articuler les expériences vécues et les sensibilités singulières qu'englobe le concept d'« identités » à la formation d'une conscience de classe pour penser un projet communiste du XXI^e siècle.

PAR ÉLODIE LEBEAU-FERNANDEZ*

L'IMPASSE ACTUELLE DES POLITIQUES IDENTITAIRES

Quand on énonce « identités » aujourd'hui, on a tendance à penser « divisions ». L'impasse actuelle des politiques identitaires, qu'elles soient de droite ou de gauche, n'est pas étrangère à ce constat. D'un côté, une droite identitaire et réactionnaire instrumentalise la défense de supposées « identités blanches », « chrétiennes » ou « nationales » menacées, pour détourner la colère sociale vers des boucs émissaires et perpétuer un ordre économique inégalitaire. De l'autre, une gauche libérale bien-pensante tend à réduire l'identité à une question de reconnaissance symbolique et de diversité représentative, vidant les luttes de leur contenu matériel et de leur potentiel de confrontation avec le capital. À l'inverse, certains mouvements d'extrême gauche, en essentialisant les rapports de domination, risquent de paralyser l'unité dans la lutte révolutionnaire. Ces trois cas participent au désarmement théorique et pratique des classes populaires en empêchant la construction d'un projet commun d'émancipation, et renforcent parallèlement l'ordre capitaliste qui peut habilement instrumentaliser ces fractures. Pour dépasser ces impasses, il convient plutôt de

se poser la question : qu'est-il souhaitable de faire avec ce sentiment d'appartenance ou d'existence qu'englobe le concept d'« identité(s) » ? Au-delà d'une préoccupation strictement ontologique, nous nous attacherons à en penser son usage politique, culturel et social, dans une perspective de dialectique des luttes.

L'APPROCHE MARXISTE

L'approche marxiste offre un point de départ crucial pour dépasser la fragmentation sociale induite par les rapports de production et d'aliénation capitalistes : forger une identité de classe dans et par la lutte pour renverser l'état actuel. Il ne s'agit pas d'un état donné, mais d'un processus, le passage de la « classe en soi » – une catégorie socioéconomique – à la « classe pour soi » – un collectif conscient de ses intérêts et de sa capacité d'action historique, dans et au-delà des frontières nationales. Toutefois, la conscientisation de classe ne peut se faire en dehors des traditions et des pratiques culturelles existantes, comme l'ont démontré Antonio Gramsci, Georg Lukács, Raymond Williams ou Edward Palmer Thompson qui s'est révolté contre le « marxisme antihumaniste » de Louis Althusser.

L'histoire et la littérature nous rappellent que l'identité est une expérience intime qui peut devenir un foyer de création et de résistance. Le « déchirement » intime vécu par des auteurs comme Walter Benjamin, Joseph Roth ou Franz Kafka – tiraillés entre leur appartenance à la tradition juive et leur immersion dans la culture allemande moderne – était le produit direct de sociétés profondément antisémites, où les politiques raciales ►►

« La conscientisation de classe ne peut se faire en dehors des traditions et des pratiques culturelles existantes. »

►► enfermaient les individus dans des catégories stigmatisantes (« juif », « judéo-bolchévique ») pour mieux les exclure. Loin de n'être qu'un obstacle, cette tension ontologique entre des dimensions apparemment inconciliables a nourri le sentiment de partager un destin commun avec « les vaincus de l'Histoire », pour reprendre la formule de Walter Benjamin, et une pensée critique d'une richesse exceptionnelle, capable de penser à plusieurs niveaux sans s'enfermer dans un système unique.

LA REVENDICATION IDENTITAIRE, FACTEUR DE CONSCIENTISATION DE SOI

Dans un contexte de résistance à une hégémonie, la revendication identitaire peut donc être un puissant facteur de conscientisation de soi et de refus de disparaître. Dans *Peau noire, masques blancs*, ou encore *Les Damnés de la terre*, Frantz Fanon analyse de manière phénoménologique et psychologique l'aliénation identitaire sous le colonialisme. Il montre comment le racisme, qui s'articule avec l'exploitation capitaliste, produit une identité fragmentée puisqu'elle se conçoit à travers les mots du « Blanc ». La revendication identitaire, qui se manifeste dans la lutte de libération nationale, notamment en Algérie, devient alors un acte de guérison, un moment essentiel de la décolonisation des esprits.

D'une manière comparable, l'Occitanie – aire linguistico-culturelle décrétée par Antonin Perbosc vers 1897 – ne prend conscience d'elle-même, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, qu'en rapport défensif face à un unitarisme français qui écrase dans la violence les langues et les cultures populaires tout en imposant un « roman national » forgé par des élites politiques et universitaires principalement parisiennes (cf. École de la Troisième République). L'un de ses représentants, Félix-Marcel Castan, qui fut également un communiste, animateur de l'Institut de recherches marxistes, défend une identité ouverte et en mouvement constant. Pour lui, l'identité n'est pas un patrimoine figé, un folklore à conserver sous cloche, ni une essence pure qu'il faudrait défendre *via* des revendications nationalistes. Être occitan, selon lui, c'est au contraire participer à une culture féconde et vivante, non tant par son ancienneté que par sa puissance créatrice et sa capacité d'échange avec les autres cultures.

C'est aussi le sens que porte Édouard Glissant au concept de « créolisation », processus irréversible

de rencontres propre au « Tout-monde » dans lequel nous vivons. D'abord attitude poétique puis philosophie dialectique, il invite à être ancré dans son lieu et son histoire, c'est-à-dire conscient de qui on est, tout en étant disponible à la rencontre avec d'autres cultures, êtres et imaginaires, autrement dit avec l'imprévisible et l'inconnu, malgré l'inconfort que cela peut parfois produire.

« L'impasse actuelle des politiques identitaires, qu'elles soient de droite ou de gauche, n'est pas étrangère à un certain désarmement théorique et pratique des classes populaires. »

IDENTITÉS ET CONSCIENCE DE CLASSE

Dans son article « Penser les identités dans la lutte des classes » (*Silomag*, n° 17, sept. 2023), Guilhem Mevel invite à penser les identités dans leurs « intrications » avec la classe, non comme une simple addition d'oppressions vécues par l'individu, mais comme des rapports sociaux dialectiquement intégrés à la totalité du processus d'accumulation capitaliste, et donc à la domination de classe. Le défi n'est donc pas de choisir entre une analyse qui réduit tout à la classe ou une autre qui absolutise l'identité. Il est de penser leur enchevêtrement dialectique : comprendre comment les rapports d'exploitation économique se doublent et se renforcent par des oppressions identitaires spécifiques, et comment, en retour, les résistances qui naissent de ces dominations peuvent féconder une conscience de classe plus large et plus radicale.

Contre les politiques identitaires, essentialistes et différentialistes, il s'agit ainsi de forger, en tant que communistes, une conscience de classe originale qui reconnaisse ces identités plurielles et fluctuantes (classe, genre, cultures...). C'est à cette condition que nous pourrions construire un projet politique émancipateur pour toutes et tous. ■

*Élodie Lebeau-Fernández est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Intersectionnalité

PAR **CONSTANTIN LOPEZ***

Le terme « intersectionnalité » possède de multiples définitions, qui plus est évolutives. Il a pour origine un article de la juriste étatsunienne Kimberlé Crenshaw paru en 1989 (« *Mapping the Margins : Intersectionality, Identity Politics and Violence Against Women of Color* » [Cartographie des marges, intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur], *Cahiers du genre*, n° 39/2005).

Analysant les discriminations auxquelles sont confrontées les femmes noires aux États-Unis, cette spécialiste de la « théorie critique de la race » montre que ces dernières subissent une

« Si la prétention affichée de l'approche intersectionnelle était de tenir compte de réalités complexes et multidimensionnelles, les variables économiques et de classe ont été progressivement escamotées dans nombre de travaux dits "intersectionnels". »

situation d'oppression spécifique qui ne se réduit pas à une simple addition « toutes choses égales par ailleurs » du racisme subi par les hommes noirs et du sexisme subi par les femmes blanches. L'approche intersectionnelle appelle donc à tenir compte du caractère situé et complexe de chaque situation de discrimination pour pouvoir la comprendre et la combattre.

Ainsi résumée, l'approche intersectionnelle semble frappée au coin du bon sens et ouvrir des pistes fécondes pour la compréhension du monde social et sa transformation. C'est cette évidence que nous souhaiterions interroger.

LA COMPLEXITÉ DES RÉALITÉS SOCIALES

Il faut commencer par rappeler que Kimberlé Crenshaw n'a pas « découvert » la complexité des réalités sociales. L'interpénétration des rapports de classe, de sexe, ethniques, géographiques... a été mise en évidence très tôt : on retrouve des considérations de cet ordre dès les analyses pionnières de Marx et d'Engels (pour une synthèse et des développements originaux à partir d'une telle perspective, on consultera Domenico Losurdo, *La Lutte des classes*, Delga, 2013). La mise en avant de l'intersectionnalité au détriment d'autres approches tend ainsi à occulter toute une tradition de pensée (notamment marxiste) ayant tenté de penser les rapports sociaux dans leur complexité (cf. travaux de Losurdo). On oublie aussi un peu vite que la notion de « consubstantialité des rapports sociaux », proposée par la théoricienne féministe Danièle Kergoat, est à la fois antérieure à celle de Kimberley Crenshaw (elle apparaît en 1978 dans son article « Ouvriers = ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique des deux variables : sexe et classes sociales » *Critiques de l'économie politique*), et plus développée et opérationnelle pour la recherche – à tel point que les définitions de l'intersectionnalité mises en avant dans les recherches récentes en sociologie tendent à s'aligner sur cette dernière.

Si la prétention affichée de l'approche intersectionnelle était de tenir compte de réalités complexes et multidimensionnelles, les variables économiques et de classe ont été progressivement escamotées dans nombre de travaux dits « intersectionnels ». Une grande partie de ces analyses se limitent au genre et à la « race », éventuellement associées à d'autres sources de discrimination (orientation sexuelle, handicap, apparence physique...). Ce faisant, l'intersectionnalité, loin de contribuer à un approfondissement de notre compréhension du social, occulte les mécanismes inégalitaires engendrés par les rapports capitalistes, y compris certains mécanismes producteurs de racisme dont l'origine ►►

► se situe dans la sphère économique. La focalisation sur les « oppressions » se substitue aux analyses de l'exploitation et de la concurrence opposant les travailleurs entre eux, au lieu de venir les compléter. Les fortes porosités entre les pensées intersectionnelle et postmoderne (remise en cause des « grands récits » et de l'objectivité scientifique en général au profit de la subjectivité et de l'étude des discours) contribuent aussi à saper la prétention de ces courants à produire une théorie cohérente, à même de rendre compte de la réalité sociale objective.

PRÉDOMINANCE DES BASES RACIALES

Enfin, on peut critiquer les stratégies politiques des mouvements et des militants qui se revendiquent de l'intersectionnalité. Théoriquement, l'intersectionnalité justifie la multiplication à l'infini d'organisations spécialisées dans la lutte contre les « oppressions spécifiques », contredisant l'entreprise d'unification d'un sujet politique transformateur regroupant les travailleurs au-delà de leurs particularités. En pratique, l'occultation des rapports de classe et la focalisation sur des variables ethniques poussent simplement à la constitution d'organisations sur des bases « raciales », ou justifient la mise en place de dispositifs ségrégatifs de type ethnique au sein d'organisations ou de mouvements jusqu'alors habitués à fonctionner avec des militants d'origines différentes. Chez Kimberlé Crenshaw, c'est bien la « race » qu'il s'agit de faire exister comme sujet politique mobilisé, l'analyse intersectionnelle servant à identifier les lignes de clivage internes à la communauté noire de manière à pouvoir les dépasser.

« L'intersectionnalité, loin de contribuer à un approfondissement de notre compréhension du social, occulte les mécanismes inégalitaires engendrés par les rapports capitalistes. »

En réhabilitant le concept de « race », et en appelant à créer des organisations sur des bases « raciales », l'intersectionnalité participe d'un travail de construction de la « race » comme groupe mobilisé nuisible aux intérêts des travailleurs, régressif et parfaitement concordant avec les intérêts de la droite et du patronat, pour qui le « diviser pour mieux régner » reste un principe qui a fait ses preuves.

Pour conclure, on peut dire que si les penseurs de l'intersectionnalité ont raison de pointer la complexité des réalités sociales, ils ne sont ni les premiers à le faire ni les plus à même de la penser. Sur le plan stratégique, les solutions qu'ils proposent sont particulièrement délétères puisqu'elles bloquent la constitution d'un sujet politique collectif en proposant une balkanisation des organisations et des luttes. ■

*Constantin Lopez est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Intersectionnalité, point de vue d'une géographe

PAR CORINNE LUXEMBOURG*

Rarement un concept de sciences humaines et sociales aura autant fait réagir que celui de l'intersectionnalité et ceci en dehors même du champ académique. En quelques mots de quoi parle-t-on ? Il s'agit d'un outil pour comprendre (décrire et analyser) les rapports sociaux de domination à l'œuvre, ensemble. Un être humain ne relevant jamais d'une seule identité parce qu'elle

est toujours contextuelle, travailler la question des inégalités, des discriminations et donc des régimes politiques de domination implique qu'elles sont indissociables les unes des autres et irréductibles. Le mot « intersectionnalité » est celui proposé par Kimberlé Crenshaw, juriste étatsunienne. Elle analyse l'affaire DeGraffenreid contre General Motors en 1964. Des femmes noires portent plainte



pour discrimination à l'embauche fondée à la fois sur la race et sur le sexe. La loi étatsunienne ne prévoit de réparation que pour l'une ou l'autre des discriminations. Le sexisme n'est pas retenu parce que des femmes blanches ont été recrutées durant toute la période où aucune femme noire ne l'a été. Le racisme n'est pas reconnu non plus puisque des hommes noirs ont été employés. Comme souvent, la dimension de classe, elle, n'est même pas envisagée. Cette affaire met en lumière la manière dont les rapports de domination se croisent et se renforcent mutuellement : il ne s'agit pas d'une addition de discriminations, les rapports de pouvoir ne se cumulent pas mais interagissent contextuellement, sans hiérarchie *a priori*.

Avant Crenshaw, d'autres autrices avaient déjà pensé cette articulation : Angela Davis, à travers le lien entre race, classe et genre dans les luttes révolutionnaires et féministes, le Combahee River Collective ; bell hooks, en analysant la reproduction du patriarcat blanc dans la culture populaire ; ou, dans une perspective marxiste, Iris Marion Young, Sirma Bilge. En France, Danièle Kergoat introduit dès les années 1970 la notion de « consubstantialité » des rapports sociaux d'abord en articulant genre et classe puis la race, tandis que, plus récemment, Sarah Mazouz et Éléonore Lépinard ont prolongé ces réflexions en montrant comment le droit, les politiques publiques et les pratiques militantes

« L'intersectionnalité n'est pas un mot-valise, encore moins une injonction morale. C'est une méthode critique, dynamique, qui oblige à ne pas isoler les dominations mais à les penser comme un système. »

s'en emparent et invite à penser un « universalisme concret ».

Penser de manière intersectionnelle, c'est donc situer ces mécanismes dans des contextes : reconnaître des processus historiques, des configurations locales, des héritages institutionnels. Ce n'est pas un mot-valise, encore moins une injonction morale. C'est une méthode critique, dynamique, qui oblige à ne pas isoler les dominations mais à les penser comme un système.

Or c'est précisément ce caractère systémique qui dérange. Depuis quelques années, le terme d'« intersectionnalité » est l'objet d'attaques virulentes, instrumentalisées comme repoussoir politique par certains discours médiatiques ou institutionnels. On y voit un danger pour l'« universalisme »

► républicain », un soupçon de communautarisme ou encore une importation « américaine ». Mais ces critiques confondent souvent le concept et sa caricature. Ce que pointe l'intersectionnalité, ce n'est pas la fragmentation du corps social, mais au contraire la possibilité de repenser la solidarité sur des bases plus justes, plus lucides sur les inégalités réelles.

Penser ensemble genre, race, classe, c'est retrouver ce que les luttes ont souvent su faire dans l'expérience : reconnaître la pluralité des dominations sans hiérarchiser les causes, construire des alliances à partir de positions situées. En cela, l'intersectionnalité ne divise pas : elle relie. Elle invite à sortir de la neutralité trompeuse pour mieux voir où se jouent le pouvoir, les marges et les résistances.

Il ne s'agit pas de multiplier les catégories, mais de refuser qu'une seule prétende résumer le réel. C'est peut-être là que réside la portée politique de ce con-

cept : rappeler que la complexité du monde social n'est pas un obstacle à sa transformation, mais sa condition.

Le problème de l'intersectionnalité aujourd'hui, ce n'est pas le concept en lui-même, ce n'est pas de vouloir visibiliser les apports économiques et sociaux des subalternes dans un système patriarcal et capitaliste qui s'est construit précisément grâce au travail gratuit, exploité. Son principal problème, c'est d'une part le refus de s'en emparer par celles et ceux pour qui cela aurait dû être philosophiquement naturel et d'autre part, mais c'est concomitant, son absorption et sa dépolitisation par un néolibéralisme coutumier du tour de passe-passe qui coupe ses origines ancrées dans les luttes anti-coloniales et anti-impérialistes plus généralement.

*Corinne Luxembourg est professeuse des universités en géographie et aménagement.

Intersectionnalité : remarques d'un historien des sciences

PAR PIERRE CRÉPEL*

Depuis quelques décennies, en politique, on parle beaucoup d'intersectionnalité et on considère en général qu'il s'agit là d'un concept nouveau, dû à Kimberlé Williams Crenshaw, et introduit à propos des violences subies par les Afro-Américaines : « Cartographie des marges, intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, n° 39/2005 (version française). Comme son résumé l'indique, l'article traite de « l'intersection de la race et du genre » et il insiste sur les différences qualitatives qui existent entre les violences à l'encontre des « femmes blanches » et celles à l'encontre des « femmes de couleur ». Il argumente sur le fait que les luttes seulement

féministes ou seulement antiracistes passent à côté d'un (voire du) problème essentiel. Cette conclusion est assez raisonnable ; mais il serait bon de souligner aussi les différences qui existent à propos des violences commises envers les femmes de la bonne société et de celles du bas de l'échelle sociale, indépendamment de leur « couleur ». Cet apport au sein des sciences politiques constitue-t-il une nouveauté radicale ? Des phénomènes du même type font partie depuis longtemps du bien commun acquis dans toutes les sciences. Commençons par la physique. Cela évoque tout de suite la résonance, phénomène bien étudié et même mis en équations, notamment par Joseph Fourier il y a deux siècles. Deux oscillations indépendantes peuvent s'ignorer mais elles peuvent aussi interagir très fortement et être à l'origine de résultats qualitativement sans commune mesure. On connaît la catastrophe du pont d'Angers (1850), où le pas cadencé des soldats est entré en résonance avec les oscillations propres du pont suspendu, qui s'est écroulé.

« Dans toutes les sciences, on retrouve des phénomènes d'intersectionnalité. »

En chimie, tout le monde sait la différence entre un mélange et une réaction. Dans le mélange, les molécules restent identiques et se placent les unes à côté des autres, soit harmonieusement comme l'oxygène et l'azote dans l'air, ou bien le sucre et l'eau, soit en s'ignorant (plus ou moins) comme l'eau et l'huile. Dans une réaction, en revanche, les molécules sont transformées : ainsi, lorsqu'on met ensemble de l'acide chlorhydrique (HCl) et de la soude (NaOH) dans les bonnes proportions, obtient-on de l'eau (H₂O) et du sel (NaCl). Si vous avalez successivement l'acide et la soude, je ne réponds pas de votre estomac ; mais si vous avalez le produit de la réaction, vous n'aurez que le désagrément d'une eau trop salée. D'autre part, l'ordre d'une manipulation est fondamental, cela donne un résultat très différent de mettre l'eau dans l'acide sulfurique ou l'acide sulfurique dans l'eau.

Passons à la médecine. Il y a bien entendu des maladies plus sérieuses que d'autres, mais souvent pour une maladie assez grave on dispose de traitements. Or, si l'on souffre également d'autres pathologies, tel traitement efficace peut ne plus être possible. Donc être cancéreux, cardiaque et diabétique n'est pas forcément un simple cumul de ces trois maladies et Fernand Raynaud ajoutait, il y a soixante ans : « Mieux vaut être riche et bien portant que malade et sans le sou. »

Les mathématiciens de toutes spécialités sont confrontés en permanence à des cas analogues. Prenons le calcul des probabilités. On a l'habitude

de dire, au lycée, que les erreurs systématiques s'ajoutent et que celles aléatoires se compensent (plus ou moins). Ainsi donc, lorsqu'on se livre à des observations astronomiques, considérées comme indépendantes, prend-on la moyenne des mesures, les erreurs cumulées étant distribuées suivant une courbe en cloche. C'est en rester aux mathématiques de 1820, mais en deux siècles la théorie des probabilités s'est révolutionnée : on sait traiter toutes sortes de variables aléatoires dépendantes et en interaction, on a compris la statistique des extrêmes, les grandes déviations et divers paradoxes qui désarçonnaient autrefois. Ces quelques exemples pourraient être multipliés. On en voit déjà la diversité ; dans les sciences de la nature, tous les phénomènes d'interactions ne se traitent pas à partir d'un modèle unique : un précipité en chimie n'est pas exactement une résonance de vibrations. Il en est de même, à plus forte raison dans les sciences humaines et sociales. Les méthodes des unes pourraient plus souvent servir d'inspiration aux autres, mais sans pour autant devoir être copiées sans esprit critique, il faut respecter l'autonomie de chaque discipline. Il reste que la notion d'intersectionnalité n'est pas si nouvelle ; et d'ailleurs en politique, si le mot n'y était pas, l'idée s'y trouvait depuis longtemps à certains égards, en particulier dans les nombreuses réflexions autour de la dialectique dans les luttes. ■

*Pierre Crépel est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Laïcité

PAR **BAPTISTE GIRON****

La laïcité en France a « fêté ses cent vingt ans » en 2025, pouvait-on lire dans la presse. Cette affirmation est pourtant factuellement fausse mais traduit une confusion répandue entre la très sacralisée (ce qui n'est pas le moindre des combles) loi Briand de 1905, dite de « séparation des Églises et de l'État », et la laïcité – concept plus large et très antérieur à l'année 1905. Un imbroglio d'autant plus problématique qu'il s'accompagne d'autres quiproquos aux odeurs de falsification, voire de manipulation

volontaire malintentionnée. Oui, plus que jamais la laïcité semble faire débat, notamment dans les rangs de la gauche, et l'on comprend aisément pourquoi. Les invocations systématiques ces dernières années pour justifier toutes les politiques réactionnaires ont fait perdre du sens à ce concept et plus spécifiquement à sa nature fondamentalement progressiste. La laïcité est devenue une arme communicationnelle, un chiffon rouge – et pas celui qu'on aime ! – agité sournoisement pour hystériser les passions et s'éviter pour le pouvoir ►►



► les débats structurants qui les mettraient en péril. Une tactique qui s'est révélée redoutable pour ce qui concerne l'école et l'université : alors que ces deux services publics sont en piteux état du fait des politiques libérales, une bonne polémique sur une laïcité dévoyée permet de détourner les consciences de ces enjeux. La ruse de l'histoire est parfois cruelle, puisque ce sont ses adversaires historiques, l'extrême droite, qui la mobilisent massivement dans l'unique but d'assouvir leurs politiques racistes, et plus spécifiquement contre les musulmans. Les ennemis de la laïcité sauront l'affaiblir à condition de se faire passer pour « laïcistes ».

QU'EST-CE QUE LA LAÏCITÉ EN FRANCE ?

Un bref retour historique est nécessaire, même s'il peut sembler élémentaire. Durant les débuts de la Révolution française, la France s'est heurtée à l'hostilité du pouvoir pontifical en raison de la volonté de restructurer le clergé catholique. De cette défiance est né le phénomène de sécularisation de la société et le culte romain perdit de son

« La laïcité est devenue une arme communicationnelle, un chiffon rouge – et pas celui qu'on aime ! – agité sournoisement pour hystériser les passions et s'éviter pour le pouvoir les débats structurants qui les mettraient en péril. »

pouvoir sur le peuple à mesure que des lois anticléristes furent adoptées. Bien que sur le plan légal le Concordat napoléonien voulût maintenir un compromis dans le temps, le processus de sécularisation continua tout au long du XIX^e siècle. De son côté, l'Église se raidit par une animosité envers le pouvoir civil, notamment avec le *syllabus* du pape Pie IX en 1864.

Lors de la fondation de la III^e République, les hostilités reprennent sur les bases de la célèbre formule de Léon Gambetta prononcée en 1877 : « Le cléricisme, voilà l'ennemi ! » Les lois de laïcisation de l'enseignement en 1882 et 1886, mais surtout la loi de 1904 interdisant les congrégations religieuses jettent la stupeur dans le camp de la droite catholique et du pouvoir pontifical. Cependant, les radicaux n'osent pas franchir le Rubicon de la séparation définitive. C'est le socialiste Aristide Briand qui institua « la commission des trente-trois » en 1903, avant de permettre l'adoption de la loi de 1905. Cette dernière a une philosophie relativement modérée puisqu'elle cherche à organiser un divorce à l'amiable où la liberté de culte serait garantie par un transfert des biens, tout en s'assurant que le pouvoir symbolique de ces cultes serait au maximum restreint à l'intérieur des chapelles. Mais son application n'est pas aussi aisée que souhaitée. Lors des inventaires des biens à transférer vers les associations culturelles, près de cinq mille incidents éclatent en 1906 de la part de fidèles qui refusent de voir des gendarmes entrer dans leurs lieux « saints ». Certains tournent à l'émeute ; des blessés et des morts sont à déplorer, comme ce fut le cas à Montregard (Haute-Loire) et à Boeschepe (Nord), provoquant la chute du deuxième gouvernement Rouvier.

« Les invocations systématiques ces dernières années pour justifier toutes les politiques réactionnaires ont fait perdre du sens au concept de laïcité et plus spécifiquement à sa nature fondamentalement progressiste. »

Nous le voyons, la laïcité n'est pas arrivée rapidement et pacifiquement en France. Elle est le résultat d'une lutte longue et a pour moteurs la sécularisation et l'anticléricalisme. Pour les contemporains une question se pose : plus d'un siècle plus tard, pouvons-nous considérer que 1905 sonne la fin de l'histoire ? Cette interrogation est encore plus importante pour les communistes. Il

faut bien avouer que la formule « Toute la loi de 1905 et rien que la loi de 1905 » sied mal à un mouvement révolutionnaire. Car il ne faut pas être naïf : entre ce que proclame le droit et la réalité sociale, un contraste demeure et peut même s'accroître avec le temps. Si le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel sont officiellement séparés, les cultes continuent de faire de la politique et le politique s'occupe des cultes (avec plus ou moins de complaisance ou de véhémence selon les religions). Les exemples récents ne manquent pas, que ce soit lors du mouvement d'opposition au mariage homosexuel (largement financé par l'Église) ou lors du scandale de Bétharram (largement couvert par l'État en la personne du Premier ministre François Bayrou).

LA LOI DE 1905 EST UN COMPROMIS

Mais nous n'aspérons pas au compromis ; nous voulons l'émancipation totale. La loi 1905 est un progrès qui en appelle d'autres, afin de répondre aux enjeux de notre temps. Les édifices religieux historiques sont majoritairement financés par l'État pour le seul profit des cultes dont le public de fidèles rétrécit pourtant d'année en année. De nouvelles religions sont apparues, dont des sectes aux pratiques rétrogrades et dangereuses. Elles peuvent librement se développer par une exploitation pernicieuse de la liberté de culte, comme la scientologie qui a ouvert son immense siège à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) en 2024.

Enfin, il y a le scandale permanent que représente l'enseignement privé confessionnel, financé à près de 75 % par l'État, qui diffuse trop souvent des valeurs réactionnaires, qui ne subit pas l'austérité et les politiques libérales grâce à sa grande collusion avec les forces politiques au pouvoir et qui est surtout un véritable outil séparatiste de la bourgeoisie. Les communistes n'ésquivent pas ces problématiques et affirment qu'il est nécessaire d'adopter de nouvelles législations. C'est aussi par ce moyen que nous ferons taire définitivement l'hypocrisie de l'extrême droite et que nous ne lui permettrons plus de manipuler la laïcité comme rhétorique raciste contre nos compatriotes qui pratiquent une religion qui ne leur plaît pas. Il faut faire vivre la loi de 1905, à condition de vouloir la dépasser vers son débouché émancipateur ultime. ■

*Baptiste Giron est membre du comité de rédaction de *Cause commune*

Peuple

Le terme « peuple » désigne une réalité collective, un « ensemble d'individus ». La difficulté à circonscrire cet ensemble tient au moins à trois raisons, ce qui conduit à de profondes ambiguïtés lorsque ce terme est mobilisé dans les discours philosophiques ou politiques.

PAR AURÉLIEN ARAMINI*

LES AMBIGUÏTÉS DU TERME

La première raison réside dans son extension. Le peuple désigne le *populus* (c'est d'ailleurs son origine étymologique), c'est-à-dire l'ensemble des citoyens ou, selon la définition de Cicéron dans *La République*, « un groupe nombreux d'hommes associés les uns aux autres par leur adhésion à une même loi et par une certaine communauté d'intérêt ». Mais le terme renvoie également à la « plèbe », à savoir à une partie la plus nombreuse de cet ensemble de citoyens mais aussi la plus modeste sur le plan économique ou socioculturel. Ainsi les riches patriciens appartenaient-ils bien au *populus romanus* mais non au « peuple » entendu comme plèbe. La deuxième raison de l'ambiguïté réside dans sa définition. Le peuple peut être défini de manière ethnique : il désigne alors une communauté d'individus ayant une même origine. Un « peuple » aurait ainsi une identité qui se décline sur les plans historique, linguistique ou ethnographique. Mais il peut aussi se concevoir de manière civique lorsqu'il qualifie un ensemble d'individus qui décident collectivement de s'associer et d'être « souverains », ce qui est la perspective de Rousseau dans *Du contrat social*. Ainsi, « le peuple français » auquel se réfère l'extrême droite identitaire n'est pas le même « peuple » que celui des révolutionnaires français de 1789.

La troisième raison qui explique l'ambiguïté du « peuple » tient à l'apparente homogénéité du social que le terme laisse entendre. Or « le » peuple renvoie à une pluralité d'individus et de groupes sociaux. Le singulier du « peuple » masque les profondes divergences et les tensions qui le traversent. En cela, l'approche du social en matière de « classes sociales » conteste la pertinence de

l'idée de « peuple », parce qu'elle met en lumière les divisions économiques en son sein et les intérêts antagonistes des différents groupes qui le constituent. C'est ce qui distingue fondamentalement l'approche « populiste », y compris de gauche, et l'approche marxiste pour laquelle l'analyse en matière de « classes » prévaut tant sur le plan théorique que politique.

« Face aux velléités impérialistes et aux actes d'ingérence des grandes puissances, la réaffirmation du principe de l'autodétermination des peuples semble plus que jamais d'actualité. »

Ces raisons pourraient conduire à renoncer à mobiliser le terme de « peuple », trop ambigu, trop élastique, trop imprécis. La difficulté est encore accentuée par l'identification concrète du « peuple » dans les conceptions de « gauche » qui prétendent le placer au cœur de leurs projets politiques. Il faut ainsi relever le fait que les populismes théoriques et politiques du XIX^e siècle insistaient surtout sur la dimension rurale du peuple (chez Michelet par exemple dans *Le Peuple*), alors que les conceptions actuelles le voient plutôt s'incarner dans la « multitude urbanisée prenant conscience d'elle-même », selon la formule de Mélenchon dans *L'Ère du peuple* (Fa-

yard, 2014). Il faut reconnaître que le « peuple » n'est pas une réalité statique mais dynamique : il est évident que le peuple des *Narodniki* russes n'est plus le « nouveau peuple » qu'identifie la France insoumise.

**NE PAS ABANDONNER
TOUTE RÉFÉRENCE AU « PEUPLE »**

Ces difficultés conduisent, à juste titre, à se méfier de ce terme, en tout cas à ne pas le mobiliser sans précautions. Mais il serait problématique d'abandonner toute référence au « peuple ». Car il ne doit pas être confisqué par le discours libéral qui s'y réfère aujourd'hui non pour s'en autoriser, comme cela devrait être le cas dans un système démocratique, mais pour s'en défier : lorsqu'il est question de la réforme des retraites, de l'accord de libre-échange entre le Mercosur et l'Union européenne, le « peuple » est bien souvent décrit comme étant irrationnel, comme incapable de comprendre la logique du marché et *in fine* comme inapte à gouverner. Le peuple fait alors figure de « gros animal », comme le dépeignait Platon dans *La République*. À rebours d'une certaine doxa médiatique, le peuple doit prendre une nouvelle signification : c'est cet ensemble de citoyens qui résiste à l'imposition des logiques libérales et antisociales, qui ne veut pas « être dominé ». Dans ce contexte conflictuel, il est crucial de mobiliser en

« Si la politique ne peut se faire sans le peuple ou contre lui, il est urgent de reposer la question de la relation entre les peuples. »

valorisant le terme de « peuple » : il s'agit alors de remettre en cause cette opposition construite par certains intellectuels (dont Ricœur déjà lors du mouvement social de 1995) entre le « peuple » supposé gouverné par ses bas affects et les « élites » qui incarneraient la rationalité, afin de montrer en quoi une élite oligarchique est illégitime pour décider du destin collectif. C'est bien du peuple et au peuple qu'il faut parler, à condition de le concevoir dans sa dimension

« Le singulier du « peuple » masque les profondes divergences et les tensions qui le traversent. C'est ce qui distingue fondamentalement l'approche "populiste", y compris de gauche, et l'approche marxiste pour laquelle l'analyse en matière de "classes" prévaut tant sur le plan théorique que politique. »

civique et de tenir compte des divisions qui le traversent mais sans céder sur l'essentiel dont la Constitution actuelle est pourtant la garante : « La souveraineté nationale appartient au peuple. » Pour autant, il faut bien avoir à l'esprit que cette dimension politique est inachevée et la question de la démocratisation des institutions est plus que jamais d'actualité.

Si la politique ne peut se faire sans le peuple ou contre lui, il est urgent de reposer la question de la relation entre les peuples. À l'heure où les relations internationales se tendent à un niveau très inquiétant, ne faut-il pas insister sur la nécessaire dimension internationaliste d'une réflexion sur le peuple ou plutôt sur les peuples ? En outre, face aux velléités impérialistes et aux actes d'ingérence des grandes puissances, la réaffirmation du principe de l'autodétermination des peuples semble plus que jamais d'actualité. Aussi ces deux perspectives – autodétermination des peuples et internationalisme – se complètent-elles : un projet commun d'émancipation des peuples ne peut reposer que sur leur liberté. ■

*Aurélien Aramini est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.

Unité/unité de classe

PAR GÉRARD STREIFF*

Si on demande aujourd'hui à « ChatGPT » (ou à tout autre outil identique) de nous écrire pour la revue *Cause commune* quatre mille signes sur le thème de l'unité, la machine va étaler sans tarder (et sans vergogne) sa science en nous disant que l'union fait la force, que le mot d'union est aussi vieux que le monde, le monde ouvrier, le monde du travail, que cette notion remonte aux origines.

Puis le « chatbot » ajoutera que, en même temps, et contradictoirement, les forces de division de ces mêmes mondes remontent, elles aussi, aux origines. *Divide et impera* : diviser pour régner, c'était déjà la maxime de Philippe II de Macédoine (le père d'Alexandre le Grand). L'agent conversationnel nous rappellera ensuite que cette expression a une pléthore de géniteurs et il parlera de Jules César (qui s'y connaissait en division des peuples de « Gaule », territoire qu'il avait lui-même nommé ainsi) ou Machiavel qui reprendra le concept (*dixit* toujours la machine).

Alerté par la couleur politique de la revue, ChatGPT évoquera certainement Macron pour le fustiger. Diviser est tout un art et les macroniens s'y emploient avec minutie en direction du monde du travail. Des exemples ? Le macronisme aime séparer ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas, les jeunes et les vieux, les gamins et les boomers (une des dernières trouvailles), les sa-

« Refonder une unité de classe, c'est réunir des gens qui ont fondamentalement les mêmes intérêts, des intérêts communs : faire reculer la domination du capital et de la finance. »

« Parler de classe, ce n'est pas se désintéresser du racisme, puisque nombre de ceux qui sont visés par le discours de haine sont des membres de cette classe qui contribuent à la reproduction du pays. »

lariés et les ubérisés, les gens du public et ceux du privé, ceux de la campagne et ceux des villes, les tours et les bourgs, les cassos et les normaux, les fanas de l'individualisme et les embrigadés du collectif, etc. Sans parler bien évidemment des différences de couleur de peau, d'origine, de religion... Bref, tout est fait pour fracturer le peuple, le fragmenter, l'abîmer.

Après la thèse et l'antithèse, l'IA proposera sans doute une petite synthèse sur les vertus de l'union, pour faire front, pour résister, pour se défendre ; elle parlera des difficultés à rassembler torchons et serviettes. Peut-être l'outil évoquera-t-il le risque qu'il y a parfois d'être tellement obnubilé par l'unité « en soi », par une sorte de mystique unitaire, que certains perdent de vue la question de l'unité pourquoi... L'unité parfois a engendré des leures, même un « chatbot » sait ça. Au nom de l'unité, on a fait rentrer dans le rang tant et tant de rebelles !

L'IMPORTANCE DE L'UNITÉ DE CLASSE

Mais ce que l'appareil ne nous dira pas, c'est l'importance de l'unité de classe. D'abord, parce qu'il ne comprend pas le concept. Pour lui, unité de classe, c'est une histoire d'école, ça renvoie à unité pédagogique ou à organisation scolaire. Et c'est là où on est meilleur que tous les « chatbots ».

L'unité populaire, l'unité de classe, cela signifie dépasser le fractionnement du salariat, l'éclate-

ment des statuts, l'individualisation du travail, les perversions du management. Unifier le salariat, le monde du travail et de la création dans sa diversité, c'est rassembler des ouvriers aux cadres, avec ou sans statut, des infirmiers et infirmières aux enseignantes et enseignants, des chercheuses et chercheurs aux privés d'emploi et aux précaires, des jeunes aux retraités, des artistes aux artisans, des paysans aux marins.

Il n'est pas inutile de préciser, tant une nouvelle doxa s'est incrustée dans les cerveaux, y compris à gauche, que cette classe qui cherche son unité n'est pas composée que de travailleurs blancs. Certains, lorsqu'ils entendent classe, pensent que l'on ne parle pas des femmes ! Mais la classe travailleuse est très féminine et, quand on l'évoque, on parle des femmes. De même, que parler de classe, ce n'est pas se désintéresser du racisme, puisque nombre de ceux qui sont visés par le discours de haine sont des membres de cette classe qui contribue à la reproduction du pays.

Refonder une unité de classe, c'est réunir des gens qui ont fondamentalement les mêmes intérêts, des intérêts communs : faire reculer la domination du capital et de la finance. C'est cette aspiration qui traverse toutes les luttes, contre le chômage, la précarité, les bas salaires, les risques de déclassement, les aliénations au travail. Et pour le droit à un logement digne, à un enseignement de haut niveau, à une formation tout au long de sa vie, à maîtriser le sens de son travail, à vivre décemment, à partager les responsabilités, à intervenir dans la gestion, à travailler moins pour se développer plus.

« Dépasser le racisme social que l'on retrouve dans toute une rhétorique sur les quartiers, les cités, la banlieue, participe aussi à cette nécessaire reconstitution d'une unité de classe. »

Unité de classe, c'est aussi reconstruire un imaginaire commun, dépasser les regards de mépris ou d'arrogance qui existent au sein des milieux populaires. La déconstruction des solidarités de classe à partir des années 1980 est passée aussi par une véritable entreprise de déconsidération du monde ouvrier, de raillerie des milieux populaires, de moquerie du « prolo ». Toute une idéologie a caricaturé le monde du travail, souvent assimilé à des « cassos ». Un humour malsain a fustigé les petits, les sans-grades, un peu comme si le monde ouvrier ne pouvait ressembler qu'à la famille Groseille du film d'Étienne Chatiliez, *La vie est un long fleuve tranquille* (1988). Ce « message » répété et banalisé a fait des ravages. Dépasser ce racisme social (que l'on retrouve dans toute une rhétorique sur les quartiers, les cités, la banlieue) participe aussi de cette nécessaire reconstitution d'une unité de classe, mais ça, ce sont des choses que les « agents logiciels » ont encore bien du mal à intégrer. ■

*Gérard Streiff est rédacteur en chef de *Cause commune*.

Universel, particulier, singulier : une dialectique à reprendre

PAR JEAN-MICHEL GALANO*

L'universalisme n'est-il qu'un mythe ? qu'un vœu pieux ? qu'une prétention abusive et cynique ? Faut-il souscrire au jugement de Jean-Toussaint Desanti qui, au soir de sa vie, disait ne plus croire qu'aux « rationalités locales » ? Ces questions sont particulièrement dérangeantes pour tous ceux qui se réclament du marxisme : le marxisme, dans la diversité de ses formes, se veut et se dit, entre autres choses, l'héritier de la philosophie des Lumières, répudiant toute crispation identitaire et notamment tout racisme, solidaire du progrès des sciences et des techniques, des valeurs de rationalité et d'esprit critique.

« Entre autres choses... » : car le marxisme n'est pas seulement un prolongement. Il est aussi une source, et une synthèse, toujours en mouvement, jamais définitivement figée, entre le rationalisme qui est une pensée de la précision, et la culture dialectique qui est une pensée de la contradiction et de la vie. Tout cela en se référant au matérialisme, qui est à la fois une norme et une méthode. À méconnaître la réalité de cet héritage complexe, on est voué à appauvrir la pensée marxienne, en la réduisant à un « simple » rationalisme. Or l'un des grands enseignements de Marx est que les choses nous apparaissent le plus souvent « à l'envers », et que la critique visant à les « redresser » ne saurait se réduire à une simple disqualification de l'erreur, mais doit retrouver dans l'erreur elle-même un moment ou un germe de rationalité.

« Le côté égalisateur de l'universalisme abstrait se paie d'une terrible exclusion : celle des contradictions réelles qui sont celles des rapports sociaux effectifs. »

De fait, le rejet de l'universalisme et des valeurs de clarté et de rationalité auquel nous assistons depuis pas mal d'années (et qui semble s'aggraver au même rythme que la crise systémique du capitalisme) se nourrit aussi d'une crise de la rationalité traditionnelle. S'il n'est pas question de complaisance à l'égard de ce nouvel irrationalisme, les marxistes, et plus généralement les progressistes, ne sauraient sans dommage faire l'économie d'une réévaluation des valeurs de rationalité et d'universalisme.

« L'universalisme de la bourgeoisie du XVIII^e siècle, c'est d'abord l'universalisme du marché, et le triomphe annoncé de ce médiateur universel qu'est l'argent. »

LA FACE SOMBRE DES LUMIÈRES

La philosophie des Lumières (*Aufklärung*) possède indubitablement une visée universaliste : en posant l'égalité absolue en droit de tous les êtres humains, sans distinction d'origine ethnique, de genre, de religion, elle entendait rompre avec des préjugés ataviques cautionnés par des siècles d'obscurantisme religieux. C'est en tout cas la vision qu'en ont eue la plupart des esprits progressistes, et jusqu'à des marxistes comme Georges Politzer, qui n'hésitait pas à placer Voltaire et Diderot sur le même plan que Marx lui-même. Or la réalité est infiniment plus complexe : pour s'en tenir à un seul exemple, si on lit l'un des textes fondateurs de la philosophie des Lumières, la *Lettre sur la tolérance* de John Locke (1689), on ne peut qu'en constater le caractère restrictif : si un

esprit de tolérance doit commander à l'embauche dans les différents postes de responsabilité, il ne saurait être question de l'étendre aux catholiques, non fiables en raison de leur allégeance à Rome, et encore moins aux athées ! En fait, il semble bien que le capitalisme industriel en gestation et plus encore le capitalisme commercial aient eu besoin de desserrer les freins que constituaient les corporations, les sectes schismatiques et le monde idéologique dans lequel elles se reflétaient. L'universalisme de la bourgeoisie du XVIII^e siècle, c'est d'abord l'universalisme du marché, et le triomphe annoncé de ce médiateur universel qu'est l'argent. Hegel avait bien compris cela : c'est pourquoi dans la *Phénoménologie de l'esprit* (1807), il se livre à une critique sévère de l'*Aufklärung*, qu'il qualifie de « platitude absolue ». Certes, la philosophie des Lumières a eu le mérite de dénoncer ces formes dévoyées de la religion que sont la superstition et la bigoterie. Mais faute d'avoir ne serait-ce que cherché à comprendre le mouvement de dépassement de la finitude qui s'exprime inadéquatement dans l'esprit religieux et plus adéquatement dans la réflexion instruite sur les nombres et l'infini numérique, les penseurs des Lumières se sont fourvoyés dans un anticléricalisme facile et ont manqué l'essentiel. (La critique de Hegel doit beaucoup à Rousseau, qui opposait à la « sophistique » des penseurs des Lumières ce qu'il appelait significativement « la clarté des lumières primitives »).

« Le marxisme, dans la diversité de ses formes, se veut et se dit, entre autres choses, l'héritier de la philosophie des Lumières, répudiant toute crispation identitaire et notamment tout racisme, solidaire du progrès des sciences et des techniques, des valeurs de rationalité et d'esprit critique. »

Mais c'est surtout au niveau de la pratique qu'il faut juger l'idéalisme abstrait. Or celle-ci est éminemment contradictoire. Les idéaux laïcs d'égalité et de droits humains partagés ont conduit dans les faits au refoulement des cultures régionales

et plus encore extra-européennes, assimilées à des restes de barbarie. La social-démocratie a de ce point de vue commis une faute historique majeure, en posant, d'une façon qui se voulait généreuse, avec Dühring notamment, l'indifférenciation absolue entre les individus des peuples colonisés et des peuples colonisateurs, ce qui revenait à nier à la fois le fait qu'il y a des peuples, et du même coup la réalité de l'impérialisme.

Mais il y a plus : en France même, Proudhon et toute une tradition issue de lui en venaient à nier l'existence des classes sociales et donc de la lutte des classes selon ce même argument qui fait des groupes humains des simples collections d'individus, tous dotés par nature de droits et de citoyenneté, que seuls des esprits mal intentionnés chercheraient à organiser.

Le côté égalisateur de l'universalisme abstrait se paie d'une terrible exclusion : celle des contradictions réelles qui régissent les rapports sociaux effectifs. Et comme l'abstrait n'est jamais totalement abstrait, il a bien fallu que cet exclusivisme se donne une figure : celle de l'individu occidental, masculin et paternaliste, muni d'une logique classificatoire et d'une éthique prescriptive.

PORTÉE ET ENJEUX DE LA DÉCONSTRUCTION

Telle est la genèse de ce que Jacques Derrida nomme le « phallogocentrisme », dogme identifiant l'universalisme à ce qui n'est à tout prendre qu'une figure dominante (et dominatrice) de la culture humaine dans une séquence historique certes de longue durée mais limitée et transitoire. Un état hypostasié et érigé en norme, exclusif et excluant le féminin, le « primitif », le « fou », l'étranger, le sujet différent, comme étant des écarts plus ou moins importants par rapport à cette norme.

La critique derridienne de l'universalisme abstrait s'en prend à toutes les distinctions binaires et dichotomiques dont se nourrissait la métaphysique traditionnelle, telles que pensée mythique / pensée rationnelle, humanité / barbarie, masculin / féminin, ordre / désordre, clarté / obscurité, etc. Il n'hésite pas dans l'un de ses derniers écrits, « L'Animal que donc je suis » (in *L'Animal autobiographique*, Galilée, 1999) à relativiser la coupure traditionnelle entre humanité et animalité, l'animal étant comme l'étranger, quoique d'une autre façon, à la fois l'autre et le même.

S'agit-il là d'une nouvelle forme d'irrationalisme, comme cela a parfois été dit ? Tout dépend de ce ►►

► qu'on entend par la « raison ». Hegel soulignait que la pensée rationnelle prend dans le premier stade de son exercice la forme de la « pensée d'entendement », binaire et classificatoire, qui lui sert en quelque sorte de socle, mais qui se tient dans le cercle borné de « l'esprit fini ». Indispensable pour classer, étiqueter, distinguer, elle est incapable de penser le conflit et la contradiction. Chaque chose, chaque être, chaque subjectivité est travaillée et tiraillée par son contraire. L'altérité est pour tout être une possibilité permanente, voire une tentation. Derrida parle souvent, en termes très hégéliens, de la possibilité de l'impossible. Le travail de la raison, c'est toujours celui de la raison constituante, qui restitue la raison constituée à une certaine fluidité originelle et lui permet ainsi de s'enrichir.

La critique derridienne a pu être interprétée par certains comme autorisant une opposition irrécyclable entre les sexes, ou encore entre « dominants » et « dominés », et plus généralement entre les représentations, faisant de chaque spécificité quelque chose d'incommunicable et de non partageable. Mais comment ne pas voir que ce cloisonnement du genre humain en groupes hétérogènes n'était pas, dans son unilatéralité et ses oppositions binaires, un simple prolongement, pire, une retombée dans l'ornière de la pensée d'entendement ? Il y a une forme d'antiracisme qui est un racisme inversé, et il en va de même pour toutes les autres discriminations : prolongation à l'envers d'une même erreur qui consiste à confondre le contraire avec le contradictoire. Inverser une norme, c'est encore la subir.

Louis Althusser, pour qui le marxisme ne pouvait se contenter de se définir comme un rationalisme, fût-il « moderne », suggère dans son étude de Machiavel les voies d'un véritable élargissement de l'universalisme, dépassement qui ne peut être que dialectique. Se référant explicitement à Derrida, il commente les célèbres pages du *Prince* où il est question de la nécessité, pour celui qui veut se maintenir au pouvoir, de faire en temps utile tantôt le renard et tantôt le lion, tantôt user de ruse et tantôt de force, mais toujours à bon escient. Traditionnellement, les commentateurs en déduisent que pour Machiavel les animaux en question partagent une certaine forme de rationalité. Justement non, répond Althusser : la bête n'est pas rationnelle, c'est la raison qui est, d'une certaine manière, « bestiale ». La ruse du renard ou la puissance du lion ne sont pas des qualités qui s'ajouteraient après coup, comme des sortes

« La situation actuelle, avec la montée des populismes et des différentes formes de particularisme, montre [...] que la visée universaliste, plus que jamais d'actualité, se heurte à de colossales forces d'inertie, et que le travail de dépassement de la particularité n'est pas un chemin facile, ni tracé d'avance. »

de prothèses, à une éventuelle rationalité. Elles sont constitutives de la rationalité elle-même, au même titre que l'esprit de finesse pascalien, les savoir-faire techniques, la capacité de recul critique, l'aisance corporelle, le goût esthétique, l'empathie et la sociabilité.

De même, dans un célèbre article « Les dons n'existent pas » (1963), Lucien Sève soulignait le caractère extrêmement étroit des « tests » censés mesurer l'intelligence, qui valorisent les capacités d'abstraction, de calcul et de maîtrise du langage mais pas les capacités d'adaptation à des situations concrètes ni la maîtrise de savoir-faire techniques ni la sociabilité effective. Dans un tout autre registre mais de façon convergente, Élisabeth Badinter met en évidence, dans des textes comme *XY, De L'identité masculine* (Odile Jacob, 1992) que la masculinité n'est pas moins singulière, construite et vulnérable que la féminité, et ne saurait en soi constituer une norme d'universalité. Ce sont là deux exemples d'une même remise en question : celle d'une norme arbitrairement posée comme absolue.

LE PARTICULIER, MOMENT DE L'UNIVERSEL

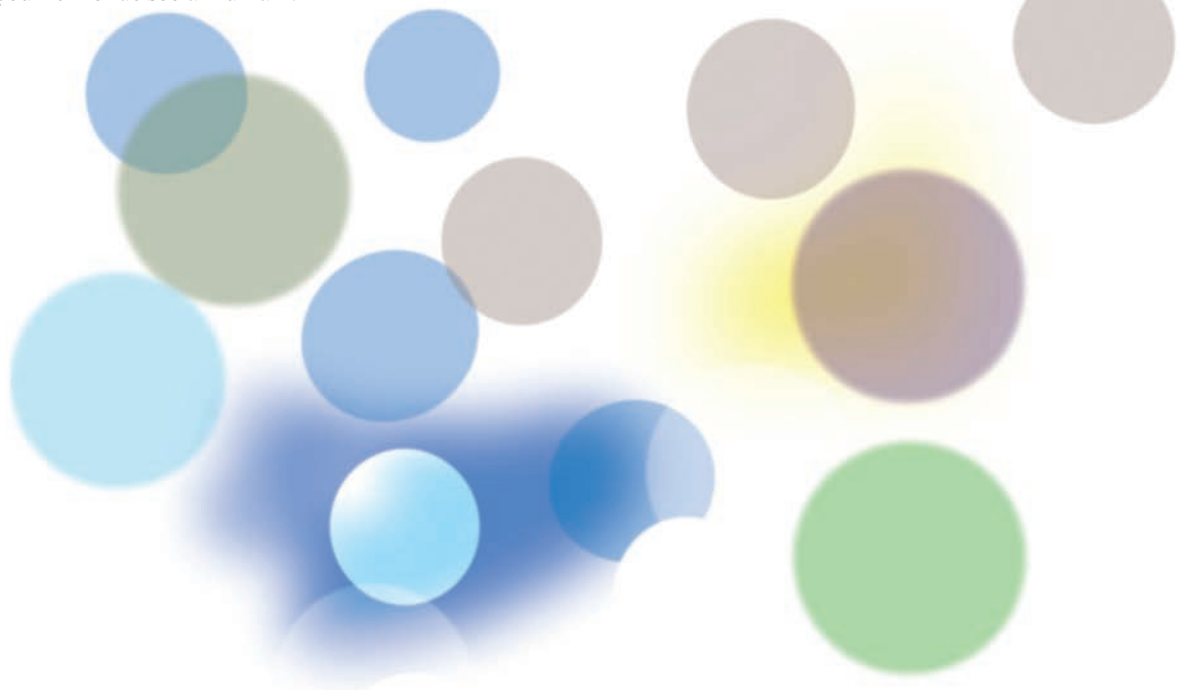
Il apparaît en définitive que l'universalisme ne saurait être posé et moins encore exposé sans risque de dogmatisme et de contradiction dans les termes. Un universalisme qui exclut n'est qu'un particularisme qui s'ignore. Mais un particularisme revendiqué et assumé de façon unilatérale se condamne à la célébration d'une identité sacralisée. Et cela d'autant plus que l'identité ethnique ou l'identité de genre ne renvoient jamais à un bloc monolithique exempté de toute contradiction : la fraternité des exclus est tout aussi mythi-

que que l'harmonie sociale. La logique hégélienne nous donne les moyens de comprendre qu'il n'y a d'identité concrète que moyennant un processus d'identification, que le particulier n'accède à sa pleine identité que moyennant sa mise en rapport avec l'universel. Montaigne le disait déjà : chaque être humain « porte en lui la forme de l'humaine condition ».

Cependant, la théorie hégélienne de l'universel concret reste insuffisante, car piégée par l'idéalisme spéculatif. Dans une critique féroce, Marx dénonce la conception selon laquelle le concept de fruit existerait à part des fruits réels, raisins, amandes, etc., dans lesquels il se déclinerait. Pour autant, il y a bien une essence commune à tous les fruits, mais c'est une essence « matérielle », exprimable sous la forme d'un code génétique commun à l'ensemble des fruits. De même, toutes les espèces vivantes partagent un patrimoine génétique de base qui est une réalité matérielle. L'enjeu est en fait de comprendre que l'universel n'existe pas de façon séparée, qu'il n'existe que dans le particulier, mais qu'il existe ! et qu'à l'inverse le particulier, quelles qu'en soient les apparences, n'est jamais qu'une particularisation de l'universel : il n'existe pas d'individu vivant qui ne soit membre d'une espèce, et ce qui est valable pour le biologique l'est tout autant et même davantage pour le monde social humain.

Mais il y a un contraste entre l'évolution dans la très longue durée qui est celle des espèces vivantes et, dans le cas de l'ordre humain, une temporalité historique et dialectique mettant en jeu les fonctions psychiques supérieures : jugement, décision, élaboration de systèmes normatifs. Il y a un mouvement d'universalisation de certaines valeurs éthiques qui ne sont pas celles du libéralisme, et dont certaines, comme celles touchant au respect de la personne âgée et de sa place dans la société, sont plus fortes dans les sociétés africaines et asiatiques que dans les nôtres, mais y sont transposables. L'affirmation du droit des femmes, du droit des minorités, est un fait historique qui vient de loin et porte loin. Mais les fonctions psychiques supérieures, avec leur potentiel de normativité, sont des constructions récentes, vulnérables et exposées à toutes sortes de dévoiements et de régressions. La situation actuelle, avec la montée des populismes et des différentes formes de particularisme, montre que rien n'est définitivement acquis, et que la visée universaliste, plus que jamais d'actualité, se heurte à de colossales forces d'inertie, et que le travail de dépassement de la particularité n'est pas un chemin facile, ni tracé d'avance. ■

*Jean-Michel Galano est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.



Contre l'accord Inde-UE : la réponse au trumpisme n'est pas le libre-échange

La signature de l'accord de libre-échange entre l'UE et l'Inde, en l'occurrence avec le gouvernement d'extrême droite de Narendra Modi, le 27 janvier, est présentée d'une manière dithyrambique comme étant « la » réponse à l'offensive industrielle et commerciale du capitalisme et de l'impérialisme US, réaménagée à la sauce Trump. Ursula von der Leyen le salue comme « la mère de tous les accords ».

— PAR **VINCENT BOULET** —

INACCEPTABLE !

Il s'agit d'un accord de grande ampleur. Il concerne au total deux milliards de personnes. Les baisses de droits de douane affectent 90 % des biens et des services que s'échangent l'Inde et l'UE. Elles s'appliquent, d'ici dix ans, par exemple, à l'automobile (baisse de 110 % à 40 %), au fer et à l'acier (de 22 à 0 %), aux produits pharmaceutiques (de 11 % à 0 %), aux vins et spiritueux (de 150 à 40 %), aux aliments transformés (de 50 à 0 %) et à la viande de mouton (33 % à 0 %). L'UE espère ainsi augmenter de plus de 100% ses échanges avec l'Inde au cours des prochaines années. Les autres produits agricoles sont exclus de l'accord.

De plus, cet accord fait une large place à l'exploitation de travailleurs dans le cadre d'une immigration soigneuse-

ment sélectionnée : celle des travailleurs qualifiés indiens dans le domaine de l'informatique d'après le dispositif des « travailleurs invités ». C'est une invention allemande déjà testée dans un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale, pour réduire l'immigration à une variable d'ajustement en fonction des besoins exclusifs du patronat.

De plus, dans le cadre de cet accord, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE ne s'applique pas, pas plus que les règles du Bureau international du travail ! On voit ici l'alliance politique des conservateurs européens

et indiens pour faire sauter toute législation écologique et sociale. Ce qui reste du pacte vert européen, pour lesquelles nous avons, par ailleurs, nombre de critiques, est réduit en lambeaux.

**« Cet accord accélère
et durcit donc
la recomposition
des rapports de force
au Proche
et Moyen-Orient. »**

UN ACCORD QUI EN CACHE D'AUTRES

Plus discrètement, un accord de sécurité a été signé dans la foulée de l'accord commercial, sous la pression de la haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, la belliciste Kaja Kallas. Les termes n'en sont pas encore clairement connus. Pour ce qu'on peut en savoir à l'heure actuelle, il inclut des étapes nouvelles dans la construction du hub économique entre l'Inde et l'UE (IMEC) qui passe par le Moyen-Orient et par le port d'Haïfa (Israël) qui y joue un rôle stratégique. Cet accord accélère et durcit donc la recomposition des rapports de force au Proche et au Moyen-Orient.

De la part du gouvernement indien, il est un nouvel élément dans sa politique dite « multivectorielle » des relations internationales. Il ne faut pas s'y tromper, cette approche n'a rien à voir avec le non-alignement tel que Nehru l'avait conçu. Si effectivement le gouvernement de New Delhi ne souhaite pas se voir entraîner dans une relation exclusive avec l'une ou l'autre puissance, il le fait, dans cette doctrine, au nom d'une grandeur nationale non pas indienne mais hindoue (et est donc compatible avec les politiques discriminatoires menées envers les peuples non hindous d'Inde).

Cet accord a été annoncé sans débat au Parlement. Notons à ce propos que nos camarades du Parti communiste indien (marxiste), dans leur communiqué le dénonçant, exigent que « le gouvernement publie le texte complet de l'accord avant la prochaine session budgétaire du Parlement et assure une discussion approfondie ».

« La logique néolibérale des traités européens reste dominante. »

De la part de l'UE, c'est après le Mercosur un nouvel accord de libre-échange majeur qui devrait précéder d'autres accords du même type dans la région, avec les Philippines et la Thaïlande notamment. Il montre que les classes dirigeantes européennes ne renoncent nullement à leur politique de libre-échange, en dépit de la crise de la mondialisation capitaliste et des catastrophes sociales, économiques, écologiques et démocratiques qu'elle provoque. C'est un des symptômes de la crise de

« Le dispositif des “travailleurs invités” est une invention allemande déjà testée dans un certain nombre de pays d'Europe centrale et orientale, pour réduire l'immigration à une variable d'ajustement en fonction des besoins exclusifs du patronat. »

l'UE, dont la construction capitaliste est structurellement incapable de changer de logiciel. La logique néolibérale des traités européens reste dominante. Cela montre que la question est bien celle de la nature de la construction européenne et la remise en cause des traités européens. Par ailleurs, se prévaloir d'une résistance à Trump, après avoir capitulé et collaboré avec Trump sur l'augmentation des dépenses militaires, sur la guerre industrielle déclenchée par Trump et sur le financement des industries militaires étatsuniennes, serait complètement ridicule si cette politique bourgeoise de classe n'avait pas tant de conséquences funestes sur les peuples. Cela en dit long sur la désorientation des classes dirigeantes européennes face aux recompositions du capitalisme et de l'impérialisme et sur l'impasse de leur projet au niveau européen.

La riposte à Trump ne passera pas par la poursuite du néolibéralisme, ni par la défense de la mondialisation capitaliste néolibérale totalement fracturée. Elle passera par la relance des institutions internationales multilatérales, par l'instauration de relations commerciales et économiques mutuellement bénéfiques. Cela implique la négociation de nouveaux traités de coopération et d'échange visant au développement humain, social et écologique, incluant la maîtrise des échanges et des investissements, et le partage des biens communs. ●

***Vincent Boulet** est membre du comité exécutif national. Il est responsable des Relations internationales.

Les profiteurs de guerre

Derrière les annonces d'achat d'armes du gouvernement ukrainien à la France, un geste politique pour relancer des opérations qui enrichissent les capitalistes.

— Par **GÉRARD STREIFF** —

Le 17 novembre au matin le président ukrainien Volodymyr Zelenski rencontrait le président français Emmanuel Macron sur la base de Villacoublay et tous deux annonçaient un projet d'achat par le gouvernement de Kiev de cent exemplaires de l'avion de chasse Rafale. Dans les minutes qui suivirent cette annonce, vers 11 h 20, très exactement, les actions des deux groupes qui produisent l'engin, Dassault Aviation et Thales, connurent la plus forte hausse du CAC 40, Dassault prit 5 % et le groupe de défense +2,1 %. Et nous verrons plus loin qui sont les actionnaires.

Dans le même temps, la banque américaine Jefferies, une multinationale de la finance basée à New York, capable de gérer éventuellement le financement de ce genre d'opérations, distribuait une courte note sur ses réseaux boursiers, intitulée « Une bonne nouvelle ». Il n'était pas midi ce 17 novembre.

Le projet d'accord concerne en fait cent Rafale « avec leurs armements associés » ainsi que d'autres armements, dont le système de défense aérienne SAMP-T nouvelle génération en cours de développement, des systèmes de radar et des drones. Bien sûr, tout cela demande confirmation, on voit mal qui va payer la facture ; des commentateurs désabusés précisaient qu'un mois plus tôt Zelensky avait promis aux Suédois de

leur acheter cent avions de chasse Saab mais sans suite. Il y a dans ce « coup » un effet d'annonce, un geste politique. D'autant que le projet s'inscrit dans « un horizon d'une dizaine d'années », autre manière de dire (aux Russes ?) qu'on (les signataires) s'installe dans une perspective de guerre longue.

Reste que les réactions immédiates, et ravies, des bourses, des industriels et des financiers nous rappellent que la guerre, c'est d'abord une question de gros sous. Et que la guerre, ça rapporte, ça profite. À certains.

« Les réactions immédiates, et ravies, des bourses, des industriels et des financiers nous rappellent que la guerre, c'est d'abord une question de gros sous. »

L'historien François Bouloc a d'ailleurs consacré sa thèse à ce sujet, « Les Profiteurs de guerre », pour la période de la Première Guerre mondiale, 1914-1918. Sa recherche a donné lieu à une publication (Complexe, 2008). On ne résiste pas à citer *L'Humanité* du 6 août 1917, qui fustigeait « les forbans de l'agiotage qui réalisent des fortunes scandaleuses quand d'autres meurent sur les champs de bataille ». Une loi fut d'ailleurs adoptée le 1^{er} juillet 1916 qui instituait « une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre ».

Défendue par les socialistes (de l'époque), cette loi fut vivement combattue par le patronat. Normal, si l'on peut dire : la guerre est un moment privilégié de l'enrichisse-

ment capitaliste. Durant cette guerre de 1914-1918, par exemple, ce fut en particulier le cas des charbonnages, de la sidérurgie, de l'armement ; Schneider ou Hotchkiss, notamment, grand fabricant de mitrailleuses.

Autre citation de *L'Humanité* : en février 1917, un journaliste déplorait l'immoralisme des affaires dans cette formule : « Quand l'obus va, tout va. »

THALES, QUI SONT LES ACTIONNAIRES ?

Aujourd'hui certains vont dire : quand le missile (ou le drone) va, tout va ? Les Hotchkiss de 2025 se nomment, entre autres, Dassault ou Thales. Si l'avion Rafale est produit par Dassault, les équipements Thales représentent 25 % de la valeur de l'avion. Quant au système SAMP-T, il est fabriqué par Thales et MDBA, gros groupe européen de production de missiles.

L'encadrement de l'entreprise Thales est déjà tout un programme. La biographie du P.-D.G., Patrice Caine, est ainsi présentée : « C'est un haut fonctionnaire et dirigeant d'entreprise français. » Il fut conseiller de Laurent Fabius, ministre des Finances du gouvernement Jospin (1997-2002). L'homme siège également dans quelques conseils d'administration dont l'Oréal (le lien avec la défense n'est pas évident) et de Naval Group (héritier des arsenaux français) ; il est vice-président de France Industrie. (Ne pas confondre avec ce qu'on a appelé dans d'autres pays, à d'autres périodes, les oligarques, ces personnes situées à des postes clés de l'appar-

reil d'État et devenues, de ce fait, suite à un mélange des genres, des magnats du système privé cette fois.) On retrouve un temps à la direction de Thales (2014-2015) le sulfureux (et sarkozyste) Henri Proglio, qui préside le comité d'audit de Dassault Aviation (son nom figure aussi parmi ces grands patrons qui influencent le RN). En ces temps incertains (ou parce que ces temps sont incertains), Thales a un carnet de commandes bien rempli, ce que la société appelle une « dynamique commerciale robuste ». Son chiffre d'affaires est à la hausse, ses bénéfices aussi. Le bénéfice net par action a plus que doublé depuis 2020. Dans la composition du capital de Thales, Dassault et l'État

sont les deux principaux actionnaires (26,6 % chacun). Le reste de l'actionnariat ? On précise « inconnu » sur de nombreux indicateurs. En cherchant un peu, sur le site Investing.com, on découvre que le troisième actionnaire est... BlackRock avec 4,31 % , 9 millions d'actions (2 milliards d'euros, à la louche) ; cette société américaine qui gère plus de 9 000 milliards

de dollars, deux fois le PIB de la France, est actionnaire d'une société sur cinq aux États-Unis et possède des participations dans la moitié des sociétés du CAC 40 (début octobre, BlackRock remettait un prix d'honneur au président Macron). Autre actionnaire significatif : Goldman Sachs qui possède 2 millions d'actions Thales ; cet établissement se présente comme la première banque d'affaires mondiale.

Comme le monde est petit... ●

Gérard Streiff est rédacteur en chef de *Cause commune*.

« Le bénéfice net par action Thales a plus que doublé depuis 2020. »

TAXER LES MARCHANDS DE CANON

Dans toutes les guerres, certains en profitent pour s'enrichir, tels les marchands de canons. Ils ne sont pas les seuls. Durant la Première Guerre mondiale, le gouvernement français a décidé de taxer les super bénéfices engrangés par les plus riches. Quand ils portaient en permission, les poilus étaient scandalisés par l'enrichissement des « planqués de l'arrière ». Les plus politisés dénoncent ouvertement les marchands de canons. *L'Humanité* l'évoque aussi, d'autant que les députés socialistes proposent un projet de loi à la Chambre des députés pour taxer les profits de guerre mi-1915. Le gouvernement va finir par déposer un projet de loi en janvier 1916. L'Italie a déjà pris une telle mesure, ainsi que le Royaume-Uni. La France et l'Allemagne suivront à l'été 1916.

Le 1^{er} juillet 1916, les députés français votent une loi qui institue une contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre. La loi permet alors de taxer les gains des industriels qui ont bénéficié des marchés de guerre du ministère des Armées, mais aussi ceux des intermédiaires, des commerçants, grossistes et financiers qui s'en mettaient plein les poches. La loi parle même d'intermédiaires à l'affût et de courtiers peu scrupuleux. La loi du 1^{er} juillet 1916 impose une surtaxe de 5 % à 30 %. Mais devant une opinion publique scandalisée et les premiers mouvements de rébellion dans les tranchées, la loi du 31 décembre 1917 fait passer le taux entre 50 % et 80 %.

Christophe Chiclet, *L'InFO militante*, 4 décembre 2021.

Georges Marchais, un Français rouge et un dirigeant ouvrier

Dans son ouvrage *Georges Marchais ou la fin des Français rouges* (Payot, 2025), sur la base d'archives inédites, l'historienne Sophie Cœuré approfondit le portrait d'un homme qui fut le secrétaire général, dirigeant du PCF de 1970 à 1994.

ENTRETIEN AVEC **SOPHIE CŒURÉ**

© **Commençons par faire la genèse du livre. Qu'est-ce qui vous a poussée à vous intéresser à la figure de Georges Marchais et pouvez-vous expliquer le silence qui l'entoure – puisque votre ouvrage est le premier écrit par une historienne reconnue académiquement ?**

Sophie Cœuré : Georges Marchais est évidemment une personnalité qui a marqué non seulement la vie politique française pendant près d'un demi-siècle, mais aussi les souvenirs d'enfance et de jeunesse de toutes celles et de tous ceux qui regardaient parfois la télévision dans les années 1970 et 1980, ce qui était mon cas ! Cependant, c'est dans les archives que je l'ai retrouvé : à Moscou où j'ai consulté les dossiers du bureau politique du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) où Marchais et son entourage apparaissaient fréquemment dans les rapports de l'ambas-

sade d'URSS en France. Puis à Bobigny, où j'ai découvert toute la richesse du fonds Marchais dans les séries du PCF aux archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

En effet, l'historiographie du communisme français s'est beaucoup concentrée sur les années 1920-1930 et sur l'Internationale communiste, grâce à l'ouverture des archives, en France et en Russie. Il y a eu ensuite

un renouvellement important de l'histoire sociale du PCF des années 1960 à 1980. L'histoire politique s'est surtout intéressée à l'union de la gauche et à ses déboires, aux relations franco-italiennes ou encore à l'eurocommunisme. Georges Marchais y trouve sa place en tant que dirigeant du PCF, de même que dans de nombreux témoignage et autobiographies.

Il est vrai aussi que le Parti commu-

« Les engagements internationalistes de Georges Marchais restaient sous-évalués. J'ai pu non seulement m'appuyer sur les archives du PCF et de sa commission de politique extérieure, la "Polex", mais aussi sur des documents soviétiques, roumains, polonais entre autres. »



travail obligatoire (STO). Il adhère au parti à 27 ans, en même temps qu'il se syndique ; il est alors ouvrier tourneur, et c'est à la CGT que sa personnalité combative s'impose. En outre, son ascension est liée à la rencontre de personnalités comme Madeleine Vincent et Guy Ducoloné, Marie-Claude Vaillant-Couturier, puis bien sûr Maurice Thorez. Marchais sera toujours fidèle à ce groupe d'anciens. Enfin, le moment historique d'entrée dans la guerre froide le sert. En 1947, les ministres communistes sont écartés du gouvernement, la ligne du parti s'aligne sur le discours très dur de Staline et de Jdanov. Le recrute-

pays socialistes, mais également les nombreuses rencontres avec les grandes figures en lutte de son époque (Angela Davis, Yasser Arafat, Nelson Mandela, etc.). Quelle est la vision de l'internationalisme de Georges Marchais ?

Les engagements internationalistes de Georges Marchais sont longtemps restés sous-évalués. J'ai pu non seulement m'appuyer sur les archives du PCF et de sa commission de politique extérieure, la « Poles », mais aussi sur des documents soviétiques, roumains, polonais, entre autres. C'est ce qui m'a notamment permis de retracer

niste français n'a pas fait de Georges Marchais une figure de référence, bien au contraire à la fin des années 1990 et dans les années 2000. Ainsi, les biographies existantes étaient dues aux enquêtes de journalistes : Nicolas Tandler, Thomas Hofnung. En 2017, Gérard Streiff, qui est à la fois un chercheur et un ancien collaborateur de Marchais, a proposé une courte biographie pour le vingtième anniversaire de la mort de l'ancien secrétaire général.

© Marchais adhère au PCF en 1947 et devient cadre du parti dès la deuxième moitié des années 1950. Comment expliquez-vous une ascension si rapide d'un homme qui n'avait aucune expérience militante avant-guerre ni aucune activité résistante durant l'occupation dans un parti qui connaissait alors son âge d'or ?

Contrairement à d'autres dirigeants du parti, Georges Marchais n'a été ni membre des jeunesses communistes (ce qui était le cas de sa deuxième épouse, Liliane, militante à 15 ans), ni résistant ou combattant FFI-FTP, ni même réfractaire au service du

« Il serait intéressant de revenir plus en profondeur sur l'importance des mobilisations contre l'apartheid en Afrique du Sud, tant au niveau personnel pour Marchais que politique, pour mobiliser les jeunesses contre l'impérialisme et le racisme. »

ment des cadres ne prend alors plus en compte de manière prioritaire la vérification de leur activité pendant la guerre. Des dirigeants anciens résistants, trop autonomes par rapport à la direction du PCF, sont écartés (c'est le cas également en Europe de l'Est), ainsi que des responsables qui avaient participé au gouvernement « bourgeois » en 1944-1947. Par la suite, aux niveaux national et local, Georges Marchais saura comprendre et maîtriser à son profit le fonctionnement de « l'appareil » du PCF - terme qu'il a d'ailleurs toujours récusé.

© On découvre en vous lisant, un Georges Marchais très investi dans les questions internationales. Il y a naturellement les liens avec les

la géographie de ses voyages - plus de cent trente au total ! Dès la fin des années 1950, puis aux côtés de Waldeck Rochet, secrétaire général en 1964 après la mort de Thorez, il se forme à l'idéologie et aux alliances du « mouvement communiste international ».

Comme secrétaire général, il se trouve confronté à trois grands enjeux de taille. D'abord, la domination de Moscou sur l'internationalisme communiste, suivie ou contestée, mais incontournable depuis la naissance du PCF en 1920, jusqu'à la chute de l'URSS en 1991. J'explore dans mon livre sa relation ambiguë avec les dirigeants soviétiques et le modèle russe. Ensuite, son ambition de jouer un rôle de leader du MCI et ses recherches ►►

► d'alliances, de Bucarest à Cuba, sans jamais renoncer à l'horizon de la chute du capitalisme.

Enfin, dans les années 1970-1980, Georges Marchais se trouve à l'aise dans des combats transnationaux de défense des libertés, souvent partagés avec la gauche non communiste. Il manifeste contre la répression franquiste, et contre le coup d'État de Pinochet au Chili.

Le PCF est le premier parti à soutenir le Congrès national africain, l'ANC, parti d'inspiration marxiste, allié du Parti communiste d'Afrique du Sud. Il serait intéressant de revenir plus en profondeur sur l'importance des mobilisations contre l'apartheid en Afrique du Sud, tant au niveau personnel pour Marchais que politique, pour mobiliser les jeunes contre l'impérialisme et le racisme, et à l'échelle locale dans sa circonscription du Val-de-Marne. En 1986, l'association Rencontre nationale contre l'apartheid, proche du PCF, est ainsi basée à Arcueil. La ville accueille Dulcie September représentante en exil de l'ANC en France. En 1988, c'est Marchais qui prononce son éloge funèbre après qu'elle a été assassinée en pleine rue. Assassinat dans lequel les services secrets sud-africains sont mis en cause. Il se rend début 1989 à Oslo pour soutenir la proposition de prix Nobel de la paix pour Mandela. En 1990, il reçoit à Paris Nelson Mandela libéré et son épouse Winnie, autre figure de l'ANC. Cette nouvelle sensibilité ne s'étend pas cependant aux atteintes aux droits de l'homme dans les pays socialistes, en Europe de l'Est comme en Asie

ou à Cuba. En février 1980, Georges Marchais fonde et préside un Comité de défense des droits de l'homme et des libertés en France et dans le monde. La conférence de presse inaugurale exclut le dissident soviétique ukrainien Léonid Pliouchtch, qu'il a un temps soutenu et qui s'est réfugié en France.

© Vous vous arrêtez minutieusement sur «l'affaire Marchais-Messerschmitt » et le travail en Allemagne, qui a fait beaucoup de bruits à différents moments, entre 1970 et 1990. Pouvez-vous nous présenter ce que votre étude des sources vous permet de dire sur cette affaire et aussi nous expliquer pourquoi Marchais a été particulièrement ciblé, alors que d'autres hommes politiques avaient un passé bien plus chargé (Papon, Mitterrand, etc.) ?

J'ai repris une enquête qui avait été menée en profondeur en France et en Allemagne tant par les journalistes que par la police française, puisque j'ai eu accès sur dérogation aux dossiers des Renseignements généraux. Mon premier chapitre fait le point de ce que l'on sait sur la période 1940-1946 quand il part travailler en Allemagne, au sein de la société Messerschmitt puis son retour, avec un certain nombre de « trous noirs » qui demeurent. Il s'agissait pour moi d'éclairer le destin d'un jeune Français plutôt ordinaire parmi les centaines de milliers qui sont partis comme travailleurs requis ou forcés en Allemagne et qui ont vécu

de débrouilles à la Libération.

Je voulais surtout comprendre comment cette période a pesé sur la trajectoire politique de Georges Marchais. Dans une France où les mémoires collectives, tant communistes que gaullistes, refoulaient la période de Vichy, les attaques contre Marchais sont venues de l'intérieur du Parti communiste, dès lors que Marchais a été promu secrétaire général adjoint en 1970. D'anciens résistants ne reconnaissaient pas sa légitimité et lui reprochaient de mentir sur son passé. Des polémiques parfois violentes et des procès se sont succédés, à des moments clés de sa vie politique : candidature aux législatives, programme commun, candidature à la présidentielle, nouvelles oppositions internes à la fin des années 1980. Ils ont été alimentés par la droite anticommuniste et par les versions successives proposées par Marchais lui-même. Il a été très instructif de consulter les très nombreux courriers et témoignages reçus par Georges Marchais en provenance de la France entière, ou encore les sondages, pour restituer les ambiguïtés et les évolutions de l'opinion par rapport aux demandes de transparence sur le passé des hommes politiques sous l'occupation, jusqu'aux grandes affaires qui éclatent dans les années 1990 et font un peu oublier l'affaire Marchais.

© Vous évoquez un dirigeant communiste qui a durant son parcours défendu ou porté le modèle léniniste historique, l'« eurocommunisme » et le « gallocommunisme ». Pouvez-vous nous présenter ces trois approches et comment Marchais a évolué de l'une à l'autre selon les contextes ?

SC : Georges Marchais a été formé par un groupe militant fidèle à Lénine et Staline, au premier rang desquels

« Le PCF affirme clairement son respect du pluralisme politique et renonce en 1976 à l'objectif de la "dictature du prolétariat". »

« Sur le plan politique, il semble peiner à prendre en compte les mutations de la société française. Marchais reste tributaire d'une lecture marxiste "classiste" dont il a hérité, centrée sur les ouvriers de la grande industrie. »

Maurice Thorez. Celui-ci avait concilié, au moment du Front populaire puis de la Libération, le drapeau rouge avec le drapeau tricolore. Marchais n'a jamais été un théoricien, mais il a su s'entourer de conseillers qui l'ont aidé à formuler ses choix politiques dans les cadres marxistes, entre enjeux intérieurs à la France et enjeux du communisme international.

Dans la deuxième moitié des années 1970, dans la continuité de la « démocratie avancée » de Waldeck Rochet, Marchais fait le choix d'un « socialisme aux couleurs françaises ». Il a des mots très durs pour dénoncer le stalinisme, rejette tout modèle étranger, évite de se rendre à Moscou de 1974 à 1980, intervient en faveur de certains dissidents de l'Est. Le PCF affirme alors clairement son respect du pluralisme politique et renonce en 1976 à l'objectif de la « dictature du prolétariat », c'est-à-dire, pour simplifier, que les classes non prolétariennes ne devront plus être exclues du pouvoir si le communisme triomphe. L'union de la gauche, les progrès électoraux ouvrent des perspectives gouvernementales au PCF et à Marchais lui-même. L'expression de « gallocommunisme » est à l'origine journalistique, de même que « l'eurocommunisme » qui connaît son apogée en 1977-1978. Il s'agit pour Marchais de construire, avec l'Italien Enrico Berlinguer et l'Espagnol Santiago Carrillo, une voie alternative au communisme soviétique, adaptée

à chaque contexte national, et renouvelant la réflexion sur la démocratie politique et sociale et sur le dépassement du capitalisme.

Mais entre 1977 et 1980, Marchais demande à son Parti un nouveau revirement. Il abandonne le « programme commun de gouvernement » signé en 1972 avec les radicaux de gauche et le PS, dont il dénonce la « droitisation ». Il abandonne aussi l'eurocommunisme, défend l'intervention soviétique en Afghanistan. Il reprend la formule de « bilan globalement positif » des pays socialistes, expression qui contribuera à figer son image comme celle d'un soutien du totalitarisme. Je montre

« Ce sont ces débats télévisés que la mémoire collective a retenus, avec pour les uns la fierté de le voir triompher de rivaux de droite ou de journalistes expérimentés, pour les autres de l'agacement, du mépris, voire de la haine. »

comment divers facteurs personnels et politiques se combinent pour expliquer ces choix. Et aussi ses conséquences sur la gouvernance du parti : Marchais sera constamment réélu à la tête du PCF jusqu'à son retrait en 1994, mais au prix de nombreux départs ou mises à l'écart des opposants internes.

© Une certaine mémoire assez hostile à Marchais, le présente souvent comme un homme dépassé par son époque et ne comprenant pas les nouveaux enjeux politiques (la place des femmes dans la société, et les luttes féministes, celles des travailleurs immigrés et l'antiracisme, le rôle de la jeunesse et du milieu étudiant, etc.). Qu'en est-il réellement ?

Je dois souligner que je n'entre pas dans la psychologie de l'homme Marchais, d'abord parce que ce n'est pas ma perspective, mais aussi parce qu'il n'a laissé aux historiennes et aux historiens aucun témoignage intime : ni journal, ni correspondances, ni mémoires. En revanche, à l'instar d'autres acteurs politiques de son temps, il a volontiers livré des moments de sa vie privée aux médias audiovisuels. Son image est celle d'un homme fidèle au peuple dont il est issu et qu'il défend, en particulier par ses goûts culturels et sportifs : western, roman policier, vélo... C'est aussi un homme moderne, il vit avec sa nouvelle compagne Liliane et a un enfant avant son divorce d'avec Paulette, avec laquelle il a eu trois filles. Marchais est un leader politique « normal », au train de vie modeste, qui refuse le culte de la personnalité. Sur le plan politique pourtant, il semble peiner à prendre en compte les mutations de la société française. Il reste tributaire d'une lecture marxiste « classiste » dont il a hérité, centrée sur les ouvriers de la grande industrie. Il s'enferme à partir des années ►►

►► 1980 dans une logique politique qui lui fait rejeter deux menaces : d'un côté les « gauchistes » qui séduisent la jeunesse lycéenne et étudiante par leur projet révolutionnaire, de l'autre les socialistes « droitisés » qui recrutèrent une partie des ouvriers et des classes moyennes et supérieures, enseignants, cadres... À la fin des années 1980, il voit dans les écologues

sur l'interruption volontaire de grossesse en 1975. Jack Ralite, ministre de la Santé en 1981, fait retirer l'homosexualité de la liste des maladies mentales de l'Organisation mondiale de la santé. Mais, dans ses interventions publiques, Georges Marchais n'a pas dévié de la ligne marxiste classique qui privilégie toujours la solidarité de classe et les combats

les congrès ou les campagnes électorales, et pour préparer les émissions de télévision, dont l'importance croissante était bien comprise. Ce sont ces débats télévisés que la mémoire collective a retenus, avec pour les uns la fierté de le voir triompher de rivaux de droite ou de journalistes expérimentés, pour les autres de l'agacement, du mépris, voire de la haine. Car l'anticommunisme et la détestation dont le secrétaire général du PCF a été la cible ne doivent pas être sous-estimés. Le Marchais des années 1980 et des années 1990 se laisse enfermer dans une image peu à peu caricaturée par la presse ou les humoristes.

Je dirais que Georges Marchais est aujourd'hui davantage oublié que présent, alors qu'il a dirigé un parti qui a dépassé les 550 000 militants dans les années 1970. La mémoire « noire » du communisme post-soviétique y a contribué sans aucun doute, ainsi que son bilan politique marqué par les occasions manquées. Sa popularité a été réactivée par Internet et les réseaux sociaux, parfois avec une certaine nostalgie, d'autres fois pour porter un message politique. Le PCF a repris en partie le « communisme aux couleurs de la France », dans sa défense du « produire français », et d'une certaine image des classes populaires. Quant à l'extrême droite, elle s'empare en les décontextualisant de formules comme « il faut arrêter l'immigration ». Je reviens dans mon livre sur les analyses de solidarité avec les travailleurs immigrés et de critique de la politique patronale, portées par Marchais depuis un rapport qui lui avait été confié dès 1964, puis sur ses dérapages des années 1980 qui le piègent face au Front national. ●

***Sophie Cœuré** est historienne. Elle est professeure des universités en histoire contemporaine à l'université Paris Cité.

Propos recueillis par Baptiste Giron.

« Dans une France où les mémoires collectives, tant communistes que gaullistes, refoulaient la période de Vichy, les attaques contre Marchais sont venues de l'opposition interne au Parti communiste, dès lors que Marchais a été promu secrétaire général adjoint en 1970. »

gistes de nouveaux rivaux. Marchais laisse à son entourage la réflexion menée un temps par le PCF sur l'autogestion et sur les questions environnementales.

Quant à l'échec du PCF à s'inscrire complètement dans le féminisme moderne, il est paradoxal, puisque la révolution bolchevique et les communistes avaient depuis 1917 défendu et pratiqué l'égalité au travail, l'accès à l'avortement, la promotion des femmes aux responsabilités politiques. Si la politique rétrograde de Staline et de la direction communiste des années 1950 n'est plus d'actualité, si le PCF de Marchais féminise sa base militante et une partie de sa direction, il ne comprend ni les nouveaux modes de militantisme, ni les réflexions sur la libération sexuelle, les rôles sexués au travail ou dans la famille. Le PCF défend l'égalité économique, civile et civique, accompagne l'émancipation des femmes en votant la loi Neuwirth sur la contraception en 1967, la loi sur le divorce, la loi Veil

sociaux sur les enjeux concernant spécifiquement les femmes. Il aura en 1980 une parole malheureuse qui fera beaucoup pour son image de « macho », quand il évoque la rupture du programme commun décidée pendant ses vacances en Corse – « J'ai dit à ma femme, fais les valises... »

© **La mémoire de Marchais semble avoir gagné une certaine postérité aujourd'hui, ce qui peut sembler étonnant pour un dirigeant de parti qui n'a jamais été au pouvoir ou dans un gouvernement et qui ne fut « que » député. Comment expliquez-vous cela ? Est-ce le produit de ses prestations télévisuelles ou y a-t-il d'autres explications ?**

SC : Ses qualités de débatteur et son sens de la formule ont fait beaucoup pour la postérité de Georges Marchais. Il faut souligner qu'il s'appuyait sur un remarquable travail du PCF sur le film et l'image, que ce soit pendant

L'ascension des hautes montagnes

Ce texte est extrait de la préface de **Florian Gulli** à la traduction française de l'ouvrage posthume du philosophe marxiste italien Domenico Losurdo, *La Question communiste* (traduit de l'italien par Lorenzo Battisti avec le concours de Jean-Pierre Martin et d'Éric Le Lann), publié aux éditions Manifeste.

En 1922, Lénine écrit un petit texte, l'un de ses derniers, intitulé « À propos de l'ascension des hautes montagnes ». Il propose une image, celle d'« un homme qui effectue l'ascension d'une montagne très élevée, abrupte et encore inexplorée ». Voilà cet homme « dans une situation où il est non seulement difficile et dangereux, mais même proprement impossible, d'avancer plus loin dans la direction et le chemin qu'il a choisis ». Deux solutions s'offrent à lui : s'obstiner en vain ou renoncer. Deux échecs. Mais il existe une troisième option : « Faire demi-tour, redescendre, chercher d'autres chemins, fussent-ils plus longs, mais qui lui permettent de grimper jusqu'au sommet ». Cet homme, c'est Lénine lui-même, ou le jeune pouvoir bolchevique, et la montagne désigne le socialisme. Ce livre de Domenico Losurdo a

quelque chose à voir avec l'ascension des hautes montagnes. Losurdo n'y occupe pas la place de l'alpiniste, mais celle de l'observateur. Il analyse l'action de ceux qui, au cours du siècle, ont tenté l'ascension. Il essaie de déceler les « faux pas » qui ont précipité la chute des uns ou ont égaré les autres à tel point qu'ils ont perdu de vue le sommet. Mais Losurdo s'enquiert aussi et surtout des « chemins détournés » qui, contre toute attente parfois, ont permis de repartir à l'assaut de la montagne. « La question communiste au XXI^e siècle » n'est donc pas la réactivation d'un vieux dogme romantique ou la contemplation du bel idéal. Elle est reprise des luttes concrètes « contre le démantèlement de l'État social, pour la défense de la souveraineté de l'État, de l'indépendance nationale et du droit au développement », luttes qui ne seront

efficaces qu'à la condition d'avoir appris des échecs et des victoires d'hier. [...].

BILAN HISTORIQUE ET RELANCE DU PROJET D'ÉMANCIPATION

Faire le bilan historique du mouvement communiste est une condition nécessaire à la relance du projet d'émancipation. Cela permet notamment d'identifier des tentations récurrentes qui sont autant d'impasses. Le mouvement communiste, au cours de son histoire, « n'a pas toujours réussi à se libérer pleinement des angoisses et des limites inhérentes à une condition de pénurie, de fatigue et de misère désespérées », condition qui fut celle des classes subalternes et des peuples opprimés. Losurdo identifie trois de ces travers avec lesquels le mouvement communiste doit régler ses comptes : le populisme, le messianisme et le rebellisme.

Le libéralisme, comme « expression de classes et de peuples placés dans une position privilégiée ou dominante », est préservé de ce type de dérive. Voilà pourquoi il peut être utile d'en hériter aussi. « Les mouvements d'émancipation sociale et nationale peuvent et doivent s'en inspirer mais, bien évidemment, non pas pour se ►►

« Domenico Losurdo identifie trois travers avec lesquels le mouvement communiste doit régler ses comptes : le populisme, le messianisme et le rebellisme. »

► renier mais pour gagner en maturité et en efficacité. » Le bilan historique que Losurdo opère vise à hériter du meilleur du mouvement communiste, mais aussi de certains aspects de la tradition libérale.

Commençons par les deux premiers – populisme et messianisme – qui doivent être pensés comme « l'expression immature du besoin de rédemption des classes et des peuples opprimés ».

LE POPULISME

Qu'est-ce que le populisme ? Déjà analysé dans *La Lutte des classes. Une histoire politique et philosophique* (D. Losurdo, les éditions Delga, 2016), le populisme a plusieurs visages. Il consiste en une transfiguration morale des opprimés. L'humiliation millénaire est retournée et les classes et peuples opprimés deviennent des incarnations de la moralité, au mépris parfois du réel. Des auteurs décoloniaux participent pleinement de cette dérive populiste. Ainsi, le sociologue Ramón Grosfoguel affirme que l'expansionnisme européen apporte avec lui en Amérique du Sud « une hiérarchie de genre qui privilégie les hommes par rapport aux femmes », suggérant l'existence de sociétés antérieures matriarcales ou égalitaires. Anibal Quijano estime de son côté que les hiérarchies ethniques sont apparues (« radicale nouveauté ») avec la conquête de l'Amérique.

Le décolonialisme peut alors diaboliser à bon compte un « Occident » monolithique et imaginaire et transfigurer les cultures autochtones. Le problème de ces approches est double. D'abord, elles sont contestables d'un point

« Ceux qui devraient être solidaires et engagés dans un combat commun sont sans cesse montés les uns contre les autres dans des discours incendiaires mais sans débouchés politiques. »

de vue théorique. Empiriquement parlant, l'universalité de l'oppression des femmes et de l'ethnocentrisme est attestée par de nombreux travaux (par exemple et récemment Christophe Darmangeat) qui ne sont pas même discutés par les auteurs décoloniaux. Mais surtout, ensuite, ces approches posent un problème politique notable. Avec elles, « il est bien difficile de construire le large bloc social qui s'impose pour faire progresser la lutte pour l'émancipation ». Ceux qui devraient être solidaires et engagés dans un combat commun sont sans cesse montés les uns contre les autres dans des discours incendiaires mais sans débouchés politiques.

LE MESSIANISME

Autre réaction des classes et des peuples humiliés face à l'oppression, le messianisme. Il est une manière de penser l'émancipation « comme une négation totale », « le nouvel ordre comme la négation abstraite et non dialectique de l'ordre existant ». La haine de l'existant est telle parmi les victimes de l'oppression qu'il n'est guère étonnant qu'elles veuillent faire table rase. La société future sera le « totalement Autre » : un avenir dépourvu de conflits et de

contradictions. L'État, l'autorité, les institutions judiciaires, etc., sont tous suspects d'être des organes de l'oppression millénaire. De même, pour les nations. Ces réalités étant condamnées à disparaître, à quoi bon les penser ? Le messianisme s'abîme alors dans la mauvaise abstraction et devient paradoxalement une forme d'apolitisme. La politique en effet est le « passage de la négation indéterminée, qui imagine le nouvel ordre à construire comme relevant du totalement Autre [...] à la "négation déterminée" qui replace la transformation révolutionnaire sur le terrain de l'histoire et de l'action politique concrète ».

Losurdo ne mentionne pas la question du parti politique, mais il est clair que cette question devient obsolète lorsque l'émancipation est engluée dans le messianisme : comme toute organisation, le parti est dénoncé comme une oppression qu'il faut dépasser. La dynamique des mouvements en Europe dans les années 2010 est, à n'en pas douter, une réponse politique apportée au messianisme si prégnant à gauche. Mais, au lieu de combattre le messianisme et son humeur anti-institutionnelle comme autant d'impasses, les promoteurs des mouvements ont accordé du crédit à ces thèses. Le résultat, au-delà des performances électorales parfois importantes ? Un recul net de la démocratie dans les organisations politiques. Une fois de plus, le refus du bilan historique n'affranchit pas de l'histoire. Il la fait bégayer. Les plus

« Le messianisme s'abîme alors dans la mauvaise abstraction et devient paradoxalement une forme d'apolitisme. »

bruyants critiques de la forme parti mettent en œuvre des structures encore moins démocratiques que le parti.

LE REBELLISME

Reste le rebellisme, terme que Losurdo reprend de Gramsci. Sa base de classe est légèrement différente de celle du populisme et du messianisme, même si ces trois dérives sont étroitement imbriquées. « Il s'agit une fois de plus d'une tendance propre aux classes subalternes, en l'occurrence surtout à la petite bourgeoisie intellectuelle, qui est dépourvue d'expérience de la gestion du pouvoir et qui est souvent peu intéressée à en acquérir. » L'équation rebelliste est la suivante : le pouvoir a toujours tort et l'on a toujours raison de se révolter contre lui. Dans le viseur de Losurdo, des philosophes radicaux contemporains (Zizek, Badiou ou encore Negri) qui identifient le communisme véritable à l'opposition à l'État, à tout État, que celui-ci se réclame ou non du socialisme.

Le rebellisme conduit à de curieux paradoxes. « On peut être sympathique envers les Vietnamiens, les Palestiniens ou d'autres peuples seulement tant qu'ils sont opprimés et humiliés ; on peut soutenir une lutte de libération nationale seulement dans la mesure où elle continue d'être vaincue ! Les déclarations d'amour adressées au socialisme et au communisme vont dans le même sens, à condition toutefois qu'ils ne soient pas "d'État", c'est-à-dire qu'ils soient l'expression de classes subalternes qui ne l'ont pas conquis et ne sont pas en mesure de le conquérir et qui se résignent à rester subalternes. »

Aux yeux du rebellisme, évidemment, toute l'histoire du socialisme réel ne mérite pas qu'on s'y arrête puisqu'elle s'est faite sous l'égide de l'État. La Chine par exemple mérite-t-elle l'attention de l'esprit rebelle de la gauche européenne ? Pas un instant.

« Les plus bruyants critiques de la forme parti mettent en œuvre des structures encore moins démocratiques que le parti. »

La trajectoire de ce pays continent, la fin du « siècle des humiliations », le dépassement de la famine, la construction d'infrastructures, l'indépendance nationale, l'évolution de la condition des femmes ? La simple évocation d'une complexité chinoise génère une suspicion immédiate teintée d'arrogance.

Mais il faut aussi prendre garde à ce que les critiques nécessaires et légitimes des dérives mentionnées ne tournent pas, elles aussi, à l'exercice scolaire et formel. La critique du populisme, après tout, est un thème libéral qui a souvent été opposé aux aspirations populaires. Les « élites » rationnelles seraient seules aptes à commander des foules dominées

pays est-il anti-impérialiste seulement parce qu'il est visé par les États-Unis ou les choses sont-elles plus complexes ? Il n'y a pas de réponse abstraite à ces interrogations, seule l'analyse concrète de la situation concrète, toujours difficile, permet de décider.

Où en sommes-nous de l'ascension des hautes montagnes ? Nous avons déjà atteint quelques hauteurs. Mais il faut poursuivre l'ascension. Le sommet est en vue : la construction d'« une société postcapitaliste et postimpérialiste », c'est-à-dire la construction ou le renforcement de l'État social démocratisé, l'indépendance nationale y compris pour les pays européens, le droit au développement pour les pays du Sud dans un contexte de crise climatique.

En 1922, Lénine encourageait à ne pas écouter les voix décourageantes qui raillaient l'homme qui faisait machine arrière pour emprunter d'autres voies. Aujourd'hui, Losurdo nous prévient contre les communistes utopiques qui cherchent d'autres sommets à gravir parce qu'ils « considèrent ces tâches comme trop médiocres et trop vulgaires, en tout cas totalement profanes par rapport à la sainte histoire de l'émancipation et du salut révolutionnaire ».

Le communisme doit être engagement dans les luttes réelles et non moyen d'évasion de la réalité. ●

***Florian Gulli est membre du comité de rédaction de *Cause commune*.**

Retrouvez une critique de *La Question communiste* de Domenico Losurdo page 66.

« Le communisme doit être engagement dans les luttes réelles et non moyen d'évasion de la réalité »

par leurs émotions. Il faut donc suivre une ligne de crête difficile, entre refus libéral d'écouter la majorité et illusion populiste de pouvoir épouser un « sens commun », en réalité toujours hétérogène et contradictoire.

Avec la critique du rebellisme, l'analyste court le risque de perdre la distance critique et de soutenir aveuglément tout régime au seul prétexte qu'il est la cible de l'impérialisme aujourd'hui dominant. Un

Violences conjugales et dépendance économique en milieu rural

Si les dimensions psychologiques, et notamment l'emprise, jouent un rôle certain dans la persistance des violences conjugales, il est important de les resituer dans le contexte plus large de la dépendance économique des femmes envers les hommes, étant donné un marché du travail dégradé, des réseaux de relation locaux majoritairement masculins, au sein des campagnes contemporaines

— PAR **PERRINE AGNOUX** ET **MAËVA DURAND*** —

Près de 50 % des féminicides ont lieu dans les zones rurales, alors que ces territoires regroupent à peine 30 % de la population féminine. Pour saisir les ressorts de cette surreprésentation, deux enquêtes sociologiques récentes ont étudié les violences conjugales dans les milieux ruraux et désindustrialisés, l'une auprès de femmes de classes populaires : des jeunes femmes (18-29 ans) en Nouvelle-Aquitaine et l'autre concernant des femmes âgées d'une cinquantaine d'années dans l'est de la France.

TRAVAIL FÉMININ PRÉCAIRE, DÉPENDANCE DURABLE AU CONJOINT

Dans les territoires ruraux, les emplois féminins sont moins diversifiés qu'en milieux urbains, et plus souvent cantonnés aux domaines du soin et de

l'industrie déqualifiée. La précarité salariale est structurelle, comme l'atteste l'enquête nationale sur les ressources des jeunes. En 2015, 36,1 % des femmes vivant en milieu rural occupent un CDD contre 30 % de celles vivant en zone urbaine. Elles sont 4,9 % à exercer en intérim, contre 3 % des femmes de milieu urbain. Enfin, elles sont moins nombreuses à

obtenir un CDI (38,5 %). Les horaires fragmentés, les temps partiels imposés, les formes de contrats courts, tout comme la faiblesse des revenus enferment les femmes dans une dépendance économique, d'abord à leur famille puis au conjoint. Le couple devient le support matériel essentiel : il permet l'accès à une voiture, à un premier logement, en ren-

« Si les violences conjugales s'enracinent dans des rapports de domination économique et systémique, il est nécessaire de penser non pas en matière d'« aide sociale », mais de droit à un revenu d'autonomie. »

dant possible la décohabitation du domicile parental, d'autant que les partenaires sont souvent plus âgés et (donc) plus stables professionnellement. Cette différence d'âge et de statut renforce un déséquilibre dans les relations conjugales, et peut favoriser des formes de dénigrement. Les jeunes femmes sont particulièrement exposées aux violences psychologiques : entre 20 et 24 ans, elles sont 2,5 fois plus nombreuses que celles de 45 à 69 ans à en déclarer. D'autres études montrent par ailleurs que les violences psychologiques ne disparaissent pas avec l'avancée en âge, mais que les femmes mettent en place une série de stratégies pour les contourner. Chez les femmes plus âgées, dont les parcours salariés sont marqués par la désindustrialisation et des périodes de retrait de l'emploi, la centralité de



Près de 50 % des féminicides ont lieu dans les zones rurales,

mise en couple soit plus rapide qu'en milieu urbain. En effet, la norme conjugale varie en fonction des milieux sociaux et des types d'espaces, les campagnes étant marquées par la

tes scènes sociales (travail, loisirs, habitat...) peuvent amplifier les sanctions sociales contre les femmes qui cherchent à dénoncer des violences, y compris pour celles dont la famille est bien intégrée localement.

Sur ce type de territoire, les prises en charge institutionnelles sont disjointes, le plus souvent médicales, et moins tournées vers l'accompagnement sociojuridique par rapport à la ville. Les femmes se réfèrent aux gendarmes, aux pharmaciens, aux médecins de famille, parfois à l'élu local plutôt qu'à l'assistante sociale et aux associations spécialisées. En l'absence de service public adapté et diversifié, les femmes se retrouvent grandement dépendantes des figures locales masculines (« père », « maire », « pharmacien »), qui jouissant le plus souvent d'un « capital d'autochtonie », c'est-à-dire d'un ensemble de ressources lié à une appartenance et une reconnaissance locales. Les amitiés féminines, bien que décisives, demeurent rares et fragiles dans les trajectoires des femmes. Elles constituent pourtant un soutien crucial pour amorcer une sortie de violences, en jouant le rôle ►►

« Si les jeunes femmes peuvent envisager la séparation en cas de violences conjugales, c'est bien moins le cas des plus âgées qui ont intériorisé en partie les différentes formes de violence qui jalonnent leur parcours matrimonial. »

la maison, en tant qu'unique capital accumulé, peut freiner la séparation d'un conjoint violent et entretenir les dynamiques abusives dans la durée.

L'EMPRISE SOCIALE : DÉPENDRE DES RÉSEAUX DE PROXIMITÉ MASCULINS

La vulnérabilité des jeunes femmes face aux violences conjugales s'explique par le fait que ces dernières sont moins nombreuses que les hommes dans les espaces ruraux, et qu'une

surreprésentation des classes populaires (employées et employés, ouvrières et ouvriers). L'installation en couple y confère un statut valorisant, en plus de l'autonomie matérielle qu'elle apporte. Aussi, dénoncer un conjoint violent, c'est prendre le risque de se mettre à dos un réseau d'entraide de proximité, alors que ces femmes sont souvent considérées comme « des pièces rapportées » au sein de l'espace local. Le recouplement et la proximité des différen-

► d'intermédiaire vers les institutions d'aide, concentrées en ville. Chez les plus jeunes, ces liens d'entraide peuvent se traduire par un repérage des signes de violence ou un hébergement temporaire, formant ainsi un filet de sécurité informel face aux lacunes institutionnelles.

NÉGOCIER LES VIOLENCES POUR SURVIVRE

Si les jeunes femmes peuvent envisager la séparation en cas de violences conjugales, c'est bien moins le cas des plus âgées qui ont intériorisé en partie les différentes formes de violence qui jalonnent leur parcours matrimonial. Le concept de « violence négociée » révèle à la fois les sanctions et les contraintes pesant sur elles et les formes d'autonomie qu'elles parviennent à construire pour reconfigurer des situations abusives. Il souligne l'existence de marges de manœuvre restreintes dans un contexte social fortement contraignant. Ces formes d'autonomie s'appuient sur des configurations extérieures au couple, telles que le marché du travail ou le droit coutumier. Dans ce cadre, les femmes parviennent à créer des espaces de sécurité réduisant ponctuellement leur exposition à la violence. Il peut s'agir d'un repli temporaire chez des proches, d'un investissement dans le travail salarié ou encore de stratégies relationnelles : s'appuyer sur une amie, sur des enfants devenus adultes pour tenter de temporiser les violences.

Un cas emblématique est celui de Françoise, 56 ans, ancienne blanchisseuse à l'hôpital, mariée à un ex-ouvrier frontalier. Son parcours témoigne d'une habitude à « devoir faire avec » différentes formes de violence, mais aussi de stratégies de survie qu'elle est amenée à déployer. Elle raconte s'être d'abord libérée d'un premier conjoint proxénète, au-

teur de viols conjugaux et tarifés, puis d'un second conjoint violent qu'elle finit par fuir avec un enfant en bas âge. Aujourd'hui, elle vit avec Richard,

économique et systémique, il est nécessaire de penser non pas en matière d'« aide sociale », mais de droit à un revenu d'autonomie.

« Près de 50 % des féminicides ont lieu dans les zones rurales, alors que ces territoires regroupent à peine 30 % de la population féminine. »

qui a tenté de l'étrangler une fois et lui inflige des violences psychologiques quotidiennes. Pourtant, cette relation lui semble « moins pire » que les précédentes, tout en l'exposant toujours au féminicide. Elle dit se protéger de la rue, et n'a pas cotisé suffisamment pour disposer d'une retraite correcte en cas de séparation. Si Françoise s'appuie sur ses deux fils et un dépôt de plainte à l'encontre de son conjoint pour, de son point de vue, limiter les violences physiques, elle exprime comme d'autres son désarroi face au manque d'interlocuteur public et face à un avenir borné par l'étroitesse de ses revenus.

S'INSCRIRE DANS UNE PERSPECTIVE MARXISTE

Bien que les violences conjugales s'inscrivent dans des dynamiques psychologiques complexes, elles s'enracinent aussi dans des privations structurelles, notamment une subordination économique persistante, largement ignorée par les pouvoirs publics. La dépendance financière et symbolique des femmes des classes populaires est étroitement liée à la dégradation du marché de l'emploi féminin en milieu rural, et à la disparité de services publics, qui rendent difficiles les sorties de situations abusives. Si les violences conjugales s'enracinent dans des rapports de domination

Dans un contexte où les séparations ont un coût élevé pour les femmes de milieu populaire, la familiarité avec les violences psychologiques, physiques et sexuelles contribue à leur banalisation. Ces violences peuvent également se déplacer ou se renforcer dans le cadre professionnel, prolongeant ainsi la domination vécue dans la sphère domestique. En milieu rural et désindustrialisé, la faiblesse des syndicats et l'absence de collectifs de travail stables limitent encore davantage les ressources dont disposent les femmes victimes de violences et les possibilités de soutien offertes par la sphère salariée.

Des réponses politiques sont possibles, comme la création de « maisons des femmes » dans les territoires ruraux, qui permettrait de renforcer la sororité et une certaine mutualisation des ressources. Dans une perspective féministe et marxiste, lutter contre les violences conjugales implique de transformer les conditions matérielles d'existence des femmes, et de reconstruire des solidarités collectives féminines. ●

***Perrine Agnoux** est sociologue. Elle est maîtresse de conférences à l'université Lyon 1.

***Maëva Durand** est sociologue. Elle est maîtresse de conférences en science politique à l'université Paris 8-Vincennes-Saint-Denis.

La durée de vie des états de la matière

Ce bref article traite des états d'énergie des atomes et des molécules, ainsi que de la vitesse à laquelle on peut passer d'un état d'énergie à l'autre, voire d'une molécule à une autre dans un processus connu sous le nom de « réaction chimique ».

— PAR **GEOFFREY BODENHAUSEN*** —

LA VITESSE DES RÉACTIONS CHIMIQUES

Qu'est-ce que la vitesse pour un chimiste ? La réponse dépend du niveau de sa formation : qu'il soit lycéen, étudiant d'une faculté, élève d'une école d'ingénieurs, thésard dans un laboratoire de recherche fondamentale, enseignant-chercheur confirmé, éditeur d'une revue, etc. Cette énumération ne vaut pas hiérarchie : les meilleures questions sont souvent posées par les débutants, qui débarquent pleins de fraîcheur et de naïveté, tandis que les chercheurs établis se contentent souvent de dérouler le fil de leur vaste savoir.

Une réaction chimique est la transformation d'une substance en une autre, disons par exemple la transformation d'un sucre en alcool. Sa vitesse peut se définir comme le nombre de molécules produites par seconde. Il va de soi que certaines réactions vont très vite, et d'autres très lentement. Cela tient non seulement à l'énergie intrinsèque des molécules de départ et d'arrivée, et à leur désordre intrinsèque appelé « entropie », mais surtout à l'énergie des états intermédiaires, qui sont comme des cols alpins que les molécules doivent franchir dans leur cheminement. Plus les cols sont élevés, plus la réaction sera lente. Pour accélérer une réaction,

on peut chercher à abaisser les cols, voire percer des tunnels. C'est le rôle des catalyseurs, dont la mise au point vise à faciliter les réactions désirables (qui aboutissent à des substances de haute valeur) au détriment des produits secondaires inutiles, voire nocifs.

Pour un chimiste de synthèse, la vitesse d'une réaction peut être source d'angoisse. Certaines réactions vont plus vite qu'on ne le souhaite. Ainsi, un jeune thésard de mes amis a découvert une substance de la classe des « peroxydes » qui s'est révélée explosive. Cela lui a coûté non seulement un peu de verrerie de laboratoire, mais aussi les lunettes d'un technicien qui passait par là. Heureusement pas de blessures graves.

Pour d'autres chimistes, c'est au contraire l'extrême lenteur d'une réaction qui peut être exaspérante. Ainsi, plusieurs semaines se sont écoulées avant que je renonce à une réaction de « cyclisation » qui aurait dû donner un composé nouveau contenant quelques atomes en boucle, mais ►►

« Les espacements énergétiques des orbitales des électrons qui tournent autour des noyaux peuvent être caractérisés par des nombres entiers appelés "nombres quantiques". »

►► qui se sont obstinément refusés à se replier en cycle. Cette réaction avait pourtant été dûment décrite comme étant quasi instantanée dans le calepin d'un technicien laborantin qui avait hélas quitté le laboratoire avant mon arrivée. Sans doute que le technicien, qui n'avait pas passé son bac, était bien moins encombré de connaissances inutiles.

Pour simplifier, Niels Bohr, physicien danois, a postulé au début du XX^e siècle que les électrons tournaient autour du noyau comme les planètes tournent autour de leur étoile, l'attraction entre la charge positive du noyau et la charge négative de l'électron jouant le rôle que la gravitation exerce dans les systèmes planétaires. Ce modèle est bien moins naïf qu'il n'y

être caractérisés par des nombres entiers appelés « nombres quantiques », et on dira que les trajectoires des électrons sont « quantiques » (*quantized*). Au fil des années 1920, les notions de trajectoires classiques rappelant les planètes ont été peu à peu abandonnées pour être remplacées par des fonctions mathématiques (dites « sphériques ») connues sous le nom de « fonctions d'onde », qui obéissent à des règles de symétrie rigoureuses. Les chimistes parlent souvent d'*orbitales*. La densité électronique est décrite par de telles fonctions. Un électron peut « sauter » d'une fonction d'onde à l'autre, ou, si l'on préfère, d'une orbitale à l'autre, en absorbant de l'énergie, apportée par un rayon lumineux, puis retomber sur une orbitale plus basse en émettant un photon. Les sauts possibles d'une orbitale à l'autre correspondent à des différences précises entre les niveaux d'énergie. Ces différences d'énergie correspondent donc à des couleurs bien définies, c'est-à-dire à des longueurs d'onde précises. Le modèle atomique de Niels Bohr décrit de manière adéquate nombre de phénomènes, notamment les raies spectrales d'absorption et d'émission lumineuse. Les règles qui régissent ces sauts dans les atomes d'hydrogène de l'espace interstellaire avaient été observées par le physicien suisse Johann Jakob Balmer, initialement sans être expliquées, comme c'est souvent le cas dans l'histoire des sciences.

« Les questions soulevées par le modèle de Bohr nous invitent non seulement à faire un saut conceptuel, mais un saut dans un monde qui, même à l'heure actuelle, est encore l'objet de recherches intenses. »

Pour un théoricien, la prédiction de la vitesse d'une réaction peut être un défi considérable. Il faut non seulement une description rigoureuse des molécules, qui sont des assemblages d'atomes plus ou moins fortement liés entre eux par des liaisons chimiques (*chemical bonds*, qui ont donné le titre d'un magnifique bouquin de Linus Pauling en 1960). Ces liaisons sont matérialisées par des nuages d'électrons négatifs qui évoluent sur des trajectoires entre les noyaux positifs. Ces trajectoires qui s'avèrent diffuses sont décrites d'une manière probabiliste par des densités électroniques. Mais avant d'aborder la liaison chimique, il faut commencer par comprendre l'atome. Cela n'est pas une mince affaire !

LE MODÈLE DE L'ATOME DE BOHR

Pour le lycéen que j'ai été, la rencontre avec le modèle de l'atome de Bohr fut un véritable choc intellectuel.

paraît au premier abord, car les électrons ne sont pas libres de suivre une trajectoire arbitraire : ils se meuvent sur des orbites dont les rayons suivent des règles bien définies. Cela tient au fait qu'il y aurait comme une onde stationnaire sur chaque orbite, un peu comme une onde sur la corde d'un violon, avec une longueur d'onde donnée, mais repliée sur elle-même sur une orbite circulaire. Cela expliquerait que les orbites ne peuvent pas adopter des rayons arbitraires, pas plus qu'on ne peut placer un nombre arbitraire d'ondes stationnaires sur la corde d'un violon : sur une corde d'une longueur donnée, il ne peut y avoir qu'un nombre d'ondes entier, que le musicien connaît sous le nom d'harmoniques. Cette analogie n'est pas une simple métaphore, mais touche à l'essence de la mécanique quantique. Les espacements énergétiques des orbites des électrons qui tournent autour des noyaux peuvent

LA CONSTRUCTION DES MOLÉCULES

Les choses se compliquent quand on cherche à passer de l'atome de Bohr aux assemblages d'atomes que sont les molécules. Les orbitales se superposent, les fonctions d'onde s'adaptent en constituant des

superpositions (ou « combinaisons linéaires ») d'orbitales. Heureusement, il s'avère que les idées de Bohr sont assez malléables.

Il n'y a pas que les électrons qui se trouvent confinés dans leurs orbites quantiques. Ainsi, les mouvements des molécules, les vibrations des liaisons entre leurs atomes, et même, chose plus surprenante, leur rotation, tout cela peut être décrit par des nombres quantiques, des niveaux d'énergie discrets, des sauts d'un niveau à l'autre, entre des états excités dont les populations (c'est-à-dire les probabilités que ces états soient occupés) qui ont une durée de vie plus ou moins longue.

Combien de temps faut-il pour que l'atome absorbe un photon ? Combien de temps pour sauter d'un niveau à l'autre ? Ce processus peut-il être instantané ? Cela ne paraît guère plausible. Il faut bien reconnaître que tout saut doit prendre du temps, qu'il y a une vitesse associée à tout processus, fût-il de nature quantique.

Autre question délicate : combien de temps l'électron peut-il demeurer dans une orbitale excitée, avant de retomber dans son état initial ? Quelle est la durée de vie d'un tel état excité ? Pour les paires d'électrons dans une molécule, on discernera le cas, d'une part où les spins d'une paire d'électrons demeurent dans une configuration antiparallèle (état singulet), et, d'autre part le cas où les états de spin adoptent une configuration parallèle (état triplet dont la durée de vie est plus longue). On distingue ainsi la fluorescence de la phosphorescence. Qu'est-ce qui gouverne la migration d'un état singulet à un état triplet ? L'expression poétique d'*intersystem crossing* ne vaut pas explication. Il faut une compréhension approfondie des mécanismes qui permettent de transiger des règles de sélection

qui tendent à s'opposer à un changement de symétrie. Voilà encore un défi qu'il n'est pas simple à surmonter. Cela vaut aussi pour la résonance magnétique nucléaire (RMN), sujet de prédilection de l'auteur, où les transitions sont dues au saut d'un spin nucléaire d'un état, qui peut être initialement parallèle à un champ magnétique externe, pour se retrouver ensuite dans un état antiparallèle.

telle cohérence peut exister, mais elle peut même avoir une durée de vie non négligeable. Dans notre laboratoire, nous cherchons à faire durer certaines cohérences le plus longtemps possible, de l'ordre de quelques secondes. Plus la durée de vie d'une cohérence est prolongée, plus la mesure de l'énergie des deux niveaux qui lui sont associés sera précise, et plus la raie spectrale

« Le modèle atomique de Niels Bohr décrit de manière adéquate nombre de phénomènes, notamment les raies spectrales d'absorption et d'émission lumineuse. »

Où se trouve le spin d'un noyau après avoir quitté le niveau de départ, avant de rejoindre à celui d'arrivée ? Il s'avère qu'en route, la particule passe par une superposition cohérente d'états quantiques, que l'on désigne par cohérence pour faire court. À force de pratiquer un tel concept, on finit par s'y habituer, mais une part de mystère demeure. Une cohérence serait-elle une transition en train de se faire, un état intermédiaire, un état passager ? C'est un état qui n'est caractérisé ni par un nombre quantique ni par un autre, ni parallèle ni antiparallèle. Est-il possible d'être les deux à la fois ? La réponse doit être positive, n'en déplaie à notre instinct rationnel.

Le physicien autrichien Erwin Schrödinger s'est amusé de ce paradoxe en postulant que son chat pouvait être à la fois vivant et mort. Cela représente l'un des défis que la mécanique quantique lance à l'entendement. Non seulement une

qui correspond à cette transition sera fine. *A contrario*, si la durée de vie d'une cohérence est courte, la raie spectrale correspondante sera élargie. Cela était déjà évident à l'époque de Joseph Fourier, vers 1820, bien que ce soit souvent attribué à tort au principe d'incertitude de Heisenberg, Werner Heisenberg, physicien allemand.

Une cohérence serait-elle un état intriqué (*entangled state*), un des phénomènes les plus bizarres de la mécanique quantique où l'état de deux particules reste corrélé malgré la distance ? Ainsi, les questions soulevées par le modèle de Bohr nous invitent non seulement à faire un saut conceptuel, mais un saut dans un monde qui, même à l'heure actuelle, est encore l'objet de recherches intenses. ●

***Geoffrey Bodenhausen** est chimiste. Il est professeur émérite à l'École normale supérieure, Paris.

— PAR **GÉRARD STREIFF** —

Les jeunes et le travail

L'institut Louis Harris a mené une enquête auprès de six mille jeunes (de 16 à 30 ans), pour l'APEC (association pour l'emploi des cadres) et Terra Nova, en collaboration avec l'institut (libéral) Montaigne, sur le rôle de l'emploi dans la construction de ces jeunes. L'étude est intitulée *Les jeunes et le travail : aspirations et désillusions*.

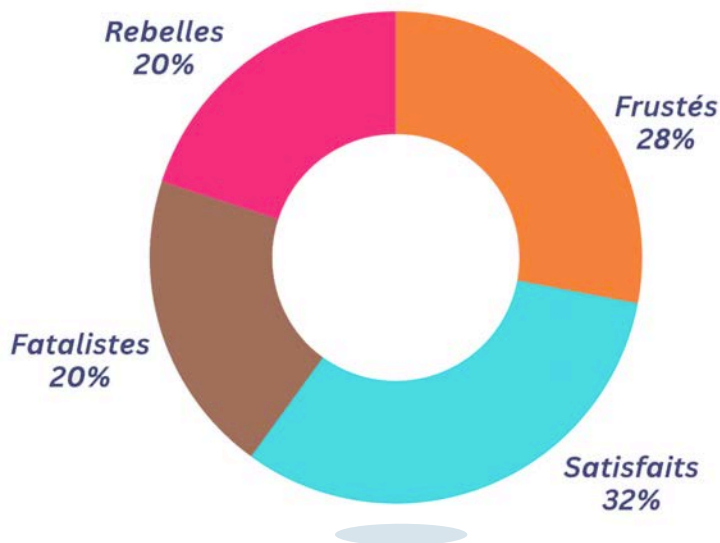
Les enquêteurs ont identifié trois sous-échantillons correspondants aux étapes de l'accès à la vie active : les jeunes en formation (scolaires et étudiants), les actifs précoces (19-22 ans) juste entrés sur le marché du travail et les actifs avancés (25-30 ans) qui ont déjà une première expérience significative.

« Les jeunes sont attachés au travail, la jeunesse paresseuse est un mythe », note un des trois auteurs du rapport, précisant aussitôt : « néanmoins les idéaux s'abîment et petit à petit les illusions sont perdues. » Près de la moitié du panel se dit insatisfait : les « frustrés » (28 %) voient leur attente non comblée, ils se montrent défiants, voire déprimés ; les « fatalistes » (20 %) sont volontiers rési-

gnés et s'épargnent de commenter. L'étude cible encore « les rebelles » (20 %), qui aiment le job mais détestent la hiérarchie, et les « satisfaits » (32 %) qui sont satisfaits... Dans le choix des secteurs d'activité vient en tête le luxe, suivi de trois domaines (l'administration, la santé, l'associatif) qui témoignent, dit le rapport d'« un attachement des jeunes aux missions d'intérêt général et aux enjeux sociaux » ; enfin les entreprises du secteur industriel et du BTP sont en queue de classement (nucléaire, entreprise pétrolière), à l'exception de l'automobile qui est en cinquième place.

Plus on connaît le monde du travail, plus on serait insatisfait de l'orientation scolaire « parce que (ce monde du travail) fait tomber quelques illusions ou contribue à revoir les aspirations à la baisse ». L'étude révèle encore la faible place accordée aux préoccupations liées à la « responsabilité sociale et environnementale des entreprises ». Enfin, le regret le plus partagé est incontestablement « un niveau de rémunération jugé trop faible », pour dire les choses poliment.

LES JEUNES ET LE TRAVAIL : ASPIRATIONS ET DÉSILLUSIONS.



Garde des jeunes enfants : un équilibre familial qui évolue lentement

Les pères sont plus présents mais les mères passent toujours plus de temps seules avec les enfants

Entre 2002 et 2021, le temps moyen passé par les jeunes enfants (moins de 6 ans) en présence de leurs parents¹ diminue globalement de 5 heures 15 sur une semaine. En 2021, près de la moitié des couples dont tous les enfants ont moins de 6 ans travaillent à temps complet. Ces enfants passent un peu plus des trois quarts de la semaine (7 jours), nuits incluses, avec au moins un de leurs parents. La mère est, en moyenne, 2 heures 20 par jour seule avec les enfants, contre 1 heure 20 pour le père².

La réforme du congé de paternité entrée en vigueur en juillet 2021 a allongé la durée de ce congé de 11 à 25 jours et ouvert droit à la possibilité de le fractionner. En 2021, parmi les parents d'un enfant de moins de trois ans, 94 %

des pères étaient éligibles au congé de paternité à la naissance de leur plus jeune enfant, alors que 82 % des mères l'étaient au congé de maternité. Cependant, en pratique, 71 % des pères éligibles ont eu recours au congé en 2021 contre 93 % pour les mères³.

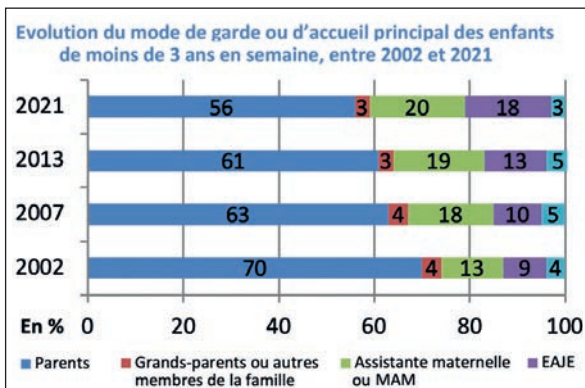
Le mode de garde principal des très jeunes enfants (moins de 3 ans) a beaucoup évolué en vingt ans

Concernant le mode de garde, la part des enfants de moins de 3 ans confiés principalement à une assistante maternelle ou une crèche a presque doublé entre 2002 et 2021⁴. (cf. graphique ci-dessous).

Les crèches et haltes-garderies sont le mode de garde pour lequel les parents obtiennent le plus souvent leur premier choix : parmi ceux qui ont eu accès, 93 % les avaient classées en tête. À l'inverse, la garde à domicile

Des écarts marqués entre grandes villes et zones rurales dans l'accès aux crèches

Les disparités territoriales en matière d'accueil de la petite enfance restent très fortes. Alors qu'en agglomération parisienne plus d'un quart des enfants de moins de 3 ans (26 %) sont accueillis en crèche ou en halte-garderie, cette proportion tombe nettement dans les zones moins denses. Dans les unités urbaines de plus de 200 000 habitants, 20 % des enfants sont gardés principalement en établissement d'accueil de jeune enfant (EAJE), contre seulement 16 % à 17 % dans les moyennes et grandes agglomérations.●



MAM : maison d'assistantes maternelles ; EAJE : établissement d'accueil du jeune enfant (crèche, halte-garderie)

Note : la semaine est comptabilisée du lundi au vendredi, de 8 heures à 19 heures.

Lecture : en 2021, 56 % des enfants de moins de 3 ans sont gardés principalement par leurs parents du lundi au vendredi de 8 heures à 19 heures, contre 70 % du même âge en 2002.

Champ : France métropolitaine, enfants de moins de 3 ans ; Source : DREES, enquêtes Modes de garde et d'accueil des jeunes enfants.

(48 %) et la garde par un membre de la famille (52 %) sont moins souvent des choix prioritaires et relèvent davantage de solutions de repli.

1. On considère ici les couples hétéroparentaux vivant ensemble, sans recomposition récente (tous les enfants du ménage sont les enfants du couple).

2. Esteban L., « Lorsque les deux parents travaillent à temps complet, la mère passe en moyenne une heure de plus par jour avec les enfants que le père. » 2025, *Études et résultats*, DREES, n°1356.

3. Guedj H. et Le Pape MC., « Premiers jours de l'enfant : un temps de plus en plus sanctuarisé par les pères via le congé de paternité. » 2023, *Études et résultats*, DREES, n°1275.

4. Caenen Y. et Viro P., « La part des enfants de moins de 3 ans confiés principalement à une assistante maternelle ou une crèche a presque doublé entre 2002 et 2021. » 2023, *Études et résultats*, DREES, n°1257.

POUR ALLER PLUS LOIN

Afin d'éclairer l'effet de cette réforme sur l'évolution des pratiques et représentations paternelles au cours des trois premières années de vie de l'enfant, la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) a monté un projet de recherche intitulé « Paternage » associant l'université Lumière Lyon 2, l'INED, Sciences Po Paris et AgroParisTech pour réaliser dans le sillage de l'enquête MDG une post-enquête qualitative en trois vagues auprès de pères ayant un enfant né en 2021. « Paternité : organisation des temps professionnels et familiaux deux ans après la naissance d'un enfant ».

• Viro P. et Le Pape M.-C., 2025, « Monoparentalités : les solidarités familiales, un relais important au quotidien pour la prise en charge des jeunes », *Études et résultats*, DREES, n° 1326.



Lire, rendre compte et critiquer, pour dialoguer avec les penseurs d'hier et d'aujourd'hui, faire connaître leurs idées et construire, dans la confrontation avec d'autres, les analyses et le projet des communistes.

Un ouvrage qui suscite des réflexions stimulantes sur la littérature et les écrivains russes et une mise en perspective avec l'actualité.

L' invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 n'a pas eu que des conséquences politiques et géopolitiques. En réaction, et de manière parfois spectaculaire, la culture russe et ses artistes ont été mis sur le banc des accusés aussi bien en Ukraine avec le déboulonnage des statues de Pouchkine et de Dostoïevski qu'en Occident avec l'arrêt de la programmation d'œuvres d'artistes russes.

Le livre de Victoire Feuillebois (CNRS Editions, 2025), enseignante de littérature russe à l'université de Strasbourg, vient à point nommé pour comprendre les débats en cours sur la « question culturelle » en Ukraine. Ces débats

ne sont pas neufs. Apparus dans le débat public pendant la perestroïka (1985-1991) puis après l'indépendance de l'Ukraine (1991), ils ont pris une autre ampleur après les événements de Maïdan et l'annexion de la Crimée par la Russie (2014). Cet ouvrage analyse la place et le rôle de l'écrivain en Russie ainsi que les rapports complexes qu'entretiennent en Russie la littérature (l'art), la politique et l'idéologie. L'autrice propose « une généalogie des croyances sur l'art en Russie ». En partant des réactions suscitées après l'invasion de 2022, Victoire Feuillebois explique dans sa préface les enjeux du concept anglo-saxon de *cancel culture* (culture de l'annulation) et l'utilisation qui en est faite de part et d'autre, certaines personnalités culturelles ukrainiennes appelant à bannir de leur pays tout ce qui rappelle la culture russe jusqu'à prôner une « russophobie culturelle » et le pouvoir russe, dans un souci de manipuler son opinion publique, répondant par (ou à) une campagne de

propagande intitulée « La culture, ça ne s'annule pas ! ». Elle note que les débats autour de ce concept sont sensiblement différents de ceux qui ont lieu en Occident.

ALEXANDRE POUCHKINE ET L'IMPÉRIALISME RUSSE

La figure d'Alexandre Pouchkine est au cœur du livre. Le poète et écrivain est devenu bien malgré lui l'incarnation de l'impérialisme russe. En Russie, il fait l'objet d'un véritable culte entretenu par les pouvoirs successifs. Son œuvre, bien connue de tous, est désormais lue au regard de l'invasion russe et de l'histoire des relations entre la « grande Russie » et la « petite

Russie », pour utiliser le langage nationaliste grand-russien. Car tel est bien l'explication de ces nombreux déboulonnages : Pouchkine en Ukraine symbolise la culture et la politique de la puissance impériale russe. Certains ont dit que « Pouchkine est un vrai impérialiste » en s'appuyant sur des œuvres pour le démontrer. C'est le cas du poème « Aux calomnieurs de la Russie », publié en 1831, qui invective les élites européennes et apparaît comme un soutien à l'écrasement de l'insurrection de Varsovie par le tsar Nicolas I^{er} ; des poèmes caucasiens et de leur rôle dans la promotion de la conquête du Caucase ; des remarques négatives de Pouchkine sur l'Ukraine et les Ukrainiens dans sa correspondance.

Comment s'est constituée la figure mythique de Pouchkine et comment a-t-elle été instrumentalisée par le pouvoir russe, puis soviétique ? On peut dire que l'histoire remonte à l'inauguration à Moscou du monument à Pouchkine en 1880. Lors

Faut-il brûler Pouchkine ?

— PAR LAURENT FABIEN* —

« Pouchkine en Ukraine symbolise la culture et la politique de la puissance impériale russe. »

de l'inauguration officielle, Fiodor Dostoïevski prononce un discours où la Russie est définie comme le réceptacle de la littérature mondiale. Répondant à Ivan Tourgueniev qui dénie toute universalité à Pouchkine, Dostoïevski fait de lui le parangon de l'esprit russe et de l'exceptionnalité de la culture russe, grâce à sa capacité à absorber les influences occidentales et à rester profondément russe. L'autrice voit dans ce discours une manière de réécrire le destin du pays, d'« inventer une place pour la Russie dans l'histoire », ce qu'elle appelle une « historisation de la littérature ». La littérature fait l'histoire en produisant un grand récit national rassemblant tous les peuples de l'empire. Les statues de Pouchkine vont se multiplier, partout... En 1937, en pleine période de répression, le centenaire de la mort de Pouchkine sera utilisé par le pouvoir soviétique pour rassembler les différentes nationalités du pays sous la bannière de l'État central soviétique.

La culture russe serait une « exception ». « Le poète en Russie est plus qu'un poète », disait Evgueni Evtouchenko. « Tout le monde semble croire au pouvoir du mot [...], que cela signifie trouver un refuge et une consolation dans la littérature quand la vie quotidienne et collective se fait plus dure, ou considérer la culture comme un étai national, comme la démonstration que le pays est aussi "la grande Russie" ». Selon la mythologie qui s'est lentement constituée, la « grande littérature russe », creuset des grandes questions de l'âme humaine, se sent investie d'une mission : « la beauté sauvera le monde » a pu faire dire Dostoïevski à l'un de ses personnages.

On lira avec intérêt l'analyse de l'évolution du terme de *narodnost* (caractère national). Ce néologisme inventé au XIX^e siècle dans le sillage du romantisme pour définir l'esprit d'un peuple – entendre l'esprit russe « grand-russien » – sera récupéré dix ans plus tard par le pouvoir politique pour figurer dans la devise nationaliste et réactionnaire du ministre de l'Instruction publique Sergueï Ouvarov (1833-1849) « Orthodoxie, autocratie, caractère national ». La devise fut créée et utilisée pour définir les fondements de l'Empire russe en opposition au « Liberté, Égalité, Fraternité » de la République française.

DES AUTEURS NÉS EN UKRAINE, GOGOL ET BOULGAKOV

Par ailleurs, de nombreux auteurs sont évoqués : Mikhaïl Boulgakov et Nikolaï Gogol, tous deux nés et ayant vécu en Ukraine, font l'objet de polémiques qui ne sont pas récentes. Boulgakov (1891-1940), auteur de *Maître et Marguerite*, a

été accusé d'avoir critiqué le nationalisme ukrainien dans plusieurs de ses textes et de ridiculiser la langue ukrainienne. Faut-il pour autant le retirer du canon national ukrainien ? Le cas de Gogol (1809-1852) est exemplaire de la lutte qui se joue entre Russes et Ukrainiens sur l'interprétation du canon littéraire. Né dans l'Empire russe, dans l'Ukraine actuelle, et issu d'une famille polonaise ayant changé de nom après la répression de l'insurrection de Varsovie en 1830, Gogol fait rapidement le choix d'écrire en langue russe et la dernière partie de son œuvre fait l'apologie de la puissance impériale russe. Mais les zones grises sur son identité d'écrivain posent

question. Bien qu'ayant choisi le russe, Gogol a voulu conserver une identité ukrainienne, notamment en écrivant au début de sa carrière dans une langue russe mâtinée d'« ukrainismes ». À la différence du poète national ukrainien Taras Chevtchenko (1814-1861), dont l'œuvre fut interdite, Gogol n'a pas choisi l'ukrainien. Mais c'est surtout pour son *Tarass Boulba* que Gogol a été montré du doigt en raison, entre autres, de la scène finale où le héros prophétise sur le bûcher la venue d'un grand tsar russe rédempteur...

Le poète Mikhaïl Lermontov (1814-1841) fait l'objet d'un éclairage particulier et nouveau pour les lecteurs

français. Son poème « La fille Uhlan », mettant en scène le viol d'une jeune fille par un escadron de soldats, a été brandi par des figures culturelles ukrainiennes pour dénoncer l'auteur devant les crimes commis par l'armée russe. Une véritable découverte... qui fait reconsidérer l'œuvre de cet auteur, déjà fort sombre.

La guerre en Ukraine a constitué un choc frontal et a bouleversé les représentations et les lectures que nous avons de la Russie, de son histoire et de sa culture. L'intérêt de ce livre est qu'il invite à relire Pouchkine, sans tomber dans les travers nationalistes, et qu'il pose les jalons d'une nécessaire réécriture de l'histoire de la littérature russe enseignée jusqu'à présent. Alors oui ! Il faut lire ou relire Pouchkine, sans œillères, avec nos yeux contemporains et remettre les œuvres dans leur contexte. ●

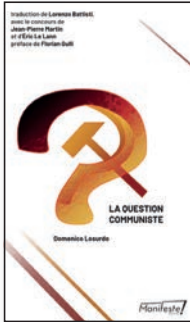
« En 1937, en pleine période de répression, le centenaire de la mort de Pouchkine sera utilisé par le pouvoir soviétique pour rassembler les différentes nationalités du pays sous la bannière de l'État central soviétique. »



● **Laurent Fabien** est professeur agrégé de russe.

Victoire Feuillebois,
Faut-il brûler Pouchkine ?,
CNRS Éditions, 2025.

La Question communiste



Manifeste ! Éditions, 2025,
traduction de Lorenzo Battisti
DOMENICO LOSURDO

PAR **HOËL LE MOAL**

Il n'est pas peu dire que cet ouvrage posthume de Domenico Losurdo, grand philosophe communiste italien décédé en 2018, était attendu. Publiée en Italie en 2021 et alors que certaines pages avaient déjà été

traduites par Aurélien Aramini et données dans le numéro 32 de *Cause commune*, *La Question communiste* aurait dû s'inscrire dans une trilogie consacrée au « communisme » et dont la première partie, *Le Marxisme occidental*, avait été publiée aux éditions Laterza en 2017.

Comme le rappelle Florian Gulli dans son excellente préface, « toute son œuvre est consacrée à la réécriture de ce bilan » communiste. Ce travail a été entamé dans plusieurs de ses travaux précédents, et on se souvient probablement de *Fuir l'histoire* (Delga, 2007), ouvrage dans lequel il développait le concept « d'autophobie communiste », attitude qui touche les communistes « obsédés par le souci de réaffirmer qu'ils n'ont absolument rien à voir avec un passé qu'ils considèrent, eux comme leurs adversaires politiques, comme tout simplement synonyme d'abjection ».

Pour Losurdo, cela ne passe pas par le révisionnisme historique et c'est ce qui fait son intérêt, mais par une approche critique à l'égard de toutes les idéologies politiques supposément plus vertueuses que le communisme. Cela se traduit d'abord par la nécessité de penser la persécution anticommuniste qui progresse aujourd'hui, notamment en Europe de l'Est, par des régimes qui louent un « libéralisme » pourtant responsable du colonialisme européen, et ce alors même que la catégorie de « lutte des classes » n'a jamais autant rencontré l'attention du grand public depuis les années 2000.

Le premier chapitre se propose d'analyser « le communisme comme "utopie inversée" » et met en évidence l'érosion chez la plupart des historiens sérieux du paradigme totalitaire tirant un trait d'égalité entre communisme et nazisme. Par un minutieux travail d'histoire des idées, il montre que les mots « socialisme » ou

« démocratie » ne sont aujourd'hui pas plus dicibles que le mot « communisme » si on se contente de regarder le passé de leur usage : c'est au nom du libéralisme que des siècles de servitude des Noirs ont eu lieu.

Le second chapitre est intitulé : « Libéral-socialisme ou communisme ? ». Si Domenico Losurdo confirme l'existence de motifs communs aux deux courants, il est attentif aux occasions manquées de rencontre. Le libéral-socialisme est né d'un malentendu, celui d'une opposition entre « liberté positive » (l'accès à l'éducation, la santé...) et « liberté négative » (sphère d'autonomie inviolable de l'individu) : ce malentendu qui obsède Losurdo est l'absence d'attention des libéraux à la question coloniale, l'éléphant au centre de la pièce. Il s'agit donc d'un « conflit de libertés » entre les deux courants : liberté de posséder des esclaves contre liberté de ne pas être esclave.

Ensuite, le troisième chapitre, « Mutation du projet communiste et héritage libéral » souligne que Marx est tout à fait hostile à l'égalitarisme grossier, mais fustige aussi bien le populisme et ses sombres prophéties (qui selon Losurdo se nichent par exemple aujourd'hui dans la décroissance) que le messianisme anarchiste ou gauchiste dans lequel on se représente l'émancipation comme la négation totale de l'exploitation.

Pour conclure, un ouvrage très fort au plan conceptuel, mais dont on peut regretter la construction parfois bancal, la confusion de sa progression et un aspect somme toute inachevé, mais qui est probablement la conséquence de son caractère posthume. Bravo aux éditeurs et aux traducteurs pour avoir affronté la nécessaire publication de ce livre. ●

Autoportrait à l'encre noire



Robert Laffont, 2025
LYDIE SALVAYRE

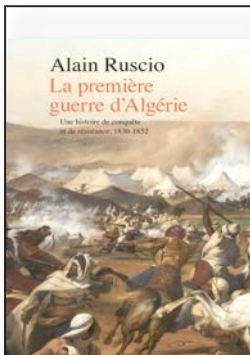
PAR **GÉRARD STREIFF**

Depuis *La Compagnie des spectres* en passant par *La Conférence de Cintegabelle* ou *Le Vif du vivant* (sur Picasso) jusqu'à *Rêver debout* (sur Cervantès et Don Quichotte) et *Pas pleurer*, prix Goncourt, entre autres, Lydie Salvayre s'est imposée comme une très grande dame des lettres françaises. Normal qu'elle

soit donc sollicitée ici pour faire son portrait. Elle qui se dit timide, solitaire, casanière, elle a longtemps hésité et nous fait part de ses scrupules dans les premières pages du livre. « J'ai vieilli, j'ai mochi », écrit-elle d'emblée. Puis, sans doute par respect pour ses lectrices et lecteurs, elle se lance. Et raconte les grandes séquences de sa vie dont on avait déjà quelques indices à travers son œuvre, l'Espagne, fondatrice, la guerre civile, la fuite des parents, la culture communiste, le couple parental, le père, terrible. Il y a des pages fracassantes sur ce dernier, « venimeux, intempêtif, exécrable ».

Des propos définitifs ? Pas vraiment, et là est sans doute une des splendides surprises de ce livre, le rebondissement dont le lecteur est finalement témoin sur cette relation. Difficile d'en dire plus ici mais Lydie Salvayre nous offre alors un texte totalement bouleversant. Lequel explore encore bien d'autres territoires, le travail d'écriture, la lecture, le monde littéraire (globalement décevant) et ses modes (des moments superbes contre ce qu'on appelle la *new romance*), l'engagement, la province, la maladie (dont elle a triomphé), l'arrogance de classe aussi. On aime sa colère contre une littérature trop complaisante. Elle s'agace : « Rendez-moi mes méchants, putain ! Rendez-moi mon Swift, mon Lichtenberg, mon Ambrose Bierce, mon Gadda, mon Thomas Bernhard ou ma Jelinek ! Rendez-moi la virulence tendre et amusée de ces prétendus féroces ! Rendez-moi mes cruels, rendez-moi mon Artaud dont l'unique forfait fut de n'avoir pu composer avec la canaille ! » Un pur bonheur que ces deux cents pages. ●

La Première Guerre d'Algérie (1830-1852)



La Découverte, 2024

ALAIN RUSCIO

PAR **PIERRE CRÉPEL**

Quand on dit « la guerre d'Algérie », on pense à celle qui a duré de 1954 à 1962, comme si elle était unique, voire survenue telle un coup de tonnerre. Ce n'est que la dernière : pendant le siècle qui l'a précédée, massacres et résistances n'ont pas cessé, mais de façon discontinue. En revanche, aux débuts de la

conquête coloniale, disons de 1830 à 1852, ce fut une vraie guerre permanente, qu'Alain Ruscio appelle « la première guerre d'Algérie » et on ignore en général qu'elle a été encore plus meurtrière que la seconde.

L'ouvrage de 772 pages, en 22 chapitres, précis, très clair, sans effets, sans grandes phrases inutiles, abondamment documenté, que nous propose cet historien du colonialisme, est d'abord chronologique. Il est divisé en trois parties. La première couvre les années 1830, avec la prise d'Alger, les prétextes, les causes immédiates et à long terme, ensuite l'installation progressive de la guerre de conquête, avec ses tâtonnements.

La deuxième partie, intitulée « De Bugeaud à Saint-Arnaud : permanence de la guerre totale » est fort bien définie par son titre et décrit la décennie suivante jusqu'à la défaite de la résistance algérienne et en particulier celle d'Abd el-Kader. L'essentiel se passe sous la Monarchie de Juillet. Enfin, la dernière s'intéresse de plus près aux « colonisateurs et colonisés », non seulement au cours des premières années, mais aussi une fois la population locale soumise sur tout le territoire.

On connaît en général l'enfumade des grottes du Dahra en juin 1845, ordonnée par Bugeaud et réalisée par Pélissier, où environ un millier d'Algériens, désarmés, y compris femmes et enfants, ont été enfermés et brûlés ou asphyxiés dans la grotte (massacre dont s'inspirèrent les troupes hitlériennes en 1944 à Oradour-sur-Glane). Mais ce n'est pas un épisode isolé. Les essorillements, les enfumades et les emmurements ont suivi les razzias et autres crimes et pillages organisés ou spontanés. Si vous vous promenez dans une « rue d'Isly », vous frissonnez probablement en repensant au 18 juin 1845. Bien entendu, en fonction des rapports de force du moment, des époques d'attentisme et d'autres de brutalité plus caractérisée se sont succédé. L'auteur analyse toutes les contradictions et ne se contente pas de déclarations unilatérales. Il insiste sur divers aspects moins intuitifs. Par exemple, il n'y aurait pas d'un côté la droite colonialiste, guerrière, jusqu'au-boutiste, et de l'autre la gauche anticolonialiste. Les révolutionnaires de 1848 furent globalement plus colonialistes que Napoléon III, y compris Lamartine, Arago, Hugo, Schoelcher, même s'ils ont condamné les atrocités qui furent commises. Quant aux morts, il y a bien sûr ceux des combats, mais surtout ceux des famines et des maladies, chez les Algériens et aussi chez les militaires français et les colons. Certains de ces derniers ont été cruels avec les « indigènes », mais beaucoup d'entre eux ont aussi été trompés par les illu- ►►

sions qu'on leur avait vendues et furent victimes de cette colonisation.

En tout cas, pour s'informer un peu sérieusement sur cette vingtaine d'années, qui fut présentée presque unilatéralement pendant un siècle comme des années fastes où la civilisation, la science et la médecine furent généreusement octroyées sur des terres barbares islamisées, il vaut mieux lire le livre en entier. Les chapitres sont d'ailleurs assez indépendants et peuvent aussi être lus dans un ordre de fantaisie, car, malgré leur enchaînement, ils sont autonomes. ●

L'avenir ne dure pas longtemps et autres textes sur l'histoire



Éditions la Tempête, 2025

BERNARD ASPE

PAR **MATHIEU MENGHINI**

Dans un ouvrage intéressant (au titre bien peu althussérien), le philosophe Bernard Aspe acte « l'échec des mouvements révolutionnaires » et, partant, observe la tendance à porter un regard mélancolique vers le passé et la tradition des « vaincus ».

Contre un certain marxisme mécaniste, Bernard Aspe considère que « l'avenir ne nous promet rien par lui-même » ; notre tâche politique, affirme-t-il, n'est pas prescrite par une nécessité, elle vise à « ouvrir un vide », un espace « soustrait au déterminisme objectif ».

L'auteur relève après Marx que « [la nécessité historique] ne produit pas automatiquement le sujet » ; il ajoute que la liberté ne peut s'extraire de la réalité que par la position d'une *finalité*, dans le dessin et la visée d'un « horizon » : « L'origine du temps – écrit-il dans une formule frappante – est dans un futur. »

Au terme de son opuscule, Bernard Aspe se risque à projeter un *nous* révolutionnaire aux contours, cependant, encore vagues : « L'espace de subjectivation hétéroclite des formes de la mise au travail, ou plutôt du refus de celle-ci, dans lequel compteraient au même titre les ZAD, les grèves, ou les blocages de réseaux urbains. »

En communiste, on discutera sans doute ce fait de ne plus tenir les travailleuses et les travailleurs comme la figure politique de proue. On discutera pareillement ce diagnostic d'échec des tentatives révolutionnaires ; il importerait, de fait, de revenir sur ce qui tient de l'ef-

fondrement et/ou de la défaite du camp socialiste, de reconnaître – cela étant – l'effet positif des rapports de force passés sur nos propres conquêtes sociales et de s'autoriser à se réclamer de certaines expériences révolutionnaires catégorielles inspirantes. ●

AIDA : une histoire de solidarité artistique transnationale

(1979-1985)

Presses universitaires de Lyon, 2025

MOIRA CRISTIÁ Traduction de **Philippe Dessommes Florez**

PAR **ÉLODIE LEBEAU-FERNÁNDEZ**



Quatre ans après sa parution originale en espagnol aux Editions Imago Mundi (Buenos Aires), ce livre est aujourd'hui accessible en français aux Presses universitaires de Lyon. Son autrice, la chercheuse argentine Moira Cristiá, y retrace une histoire de l'Association internationale de défense des artistes victimes de la répression dans le monde (AIDA), entre 1979, année de création de l'association à Paris, et 1985, qui marque la décadence de ses sections française, nord-américaine et belge, au moment même où des transitions démocratiques succèdent aux régimes dictatoriaux dans le Cône Sud.

Organisé chronologiquement en cinq chapitres, ce travail commence par situer cette initiative de solidarité artistique dans le contexte des années 1960-1970 propice aux mobilisations transnationales et à l'engagement des artistes, en citant de nombreuses initiatives (pour le Vietnam, le Chili, Cuba...) qui la précèdent et qui méritent d'être connues. Le deuxième chapitre revient sur le voyage de la délégation d'artistes français dans le Cône Sud (Chili, Uruguay, Argentine), coordonné par Jean-François Labouverie, qui a motivé la création de l'AIDA. À leur retour en France, Ariane Mnouchkine et Claude Lelouch s'inquiètent dans une conférence de presse de « l'extinction des artistes sur ces terres » – Julio Cortázar parlait même de « génocide culturel » – et annoncent la création d'une association de défense des artistes victimes de l'arbitraire et des persécutions dans le monde. L'autrice dissèque cette genèse, tout en présentant la composition de l'association à l'échelle internationale, en s'attardant davantage sur le comité pari-

sien et l'évolution du comité exécutif à travers le temps. Après la France et ses nombreux comités (Paris, Nancy, Grenoble, Avignon, Le Mans, Dijon, Marseille, Lille à partir de 1982), d'autres comités se créent à l'international (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Suisse, Etats-Unis). La thèse principale de l'autrice suggère que le passé traumatique européen, rattaché à la Seconde Guerre mondiale, a servi de moteur à l'engagement solidaire des artistes européens. Ces deux expériences présentes et passées étaient reliées, d'une certaine façon, par des « ponts sensibles », concept que l'autrice développe dans son ouvrage pour qualifier l'empathie qui peut naître entre des sujets qui, sans se connaître personnellement, ont subi des formes comparables de violence. Le lecteur appréciera la biographie systématique de plusieurs lignes qui accompagne le nom des personnalités évoquées et qui explique sommairement les raisons de leur engagement. Beaucoup d'anecdotes parsèment ainsi la narration donnant chair au récit historique.

Le chapitre 3 est centré sur la campagne de l'AIDA pour l'Argentine qui s'est déroulée entre 1980 et 1981, avec pour mot d'ordre « 100 artistes argentins disparus ». Parallèlement aux manifestations artistiques spectaculaires dans l'espace public, avec la création notamment de 100 peintures banderoles, destinées à provoquer une réaction émotionnelle chez les passants (cf. rubrique Regard dans ce numéro), l'AIDA se consacrait à des actions de solidarité plus traditionnelles, ce dont atteste le chapitre 4 centré sur les années 1981 et 1982. Un de ses objectifs principaux était de documenter les atteintes aux droits humains par la diffusion d'informations factuelles au moyen de tracts, livrets, conférences de presse, ou encore journées d'information. Des données étaient ainsi envoyées fréquemment à l'AIDA, comme à d'autres associations de solidarité à travers le monde, par des organisations argentines de résistance comme l'association des *Familiares desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas* (FDDRP).

Le dernier chapitre donne des indications sur le devenir de l'AIDA après 1983, le désir des artistes de constituer des archives en vue d'un futur « Nuremberg » latino-américain, l'importance des campagnes pour le Chili encore sous dictature, ou pour la paix en Tchécoslovaquie, sans oublier la « résurrection » temporaire du comité français de l'association, en mars 1995, pour permettre l'asile de deux cents artistes et personnalités du monde culturel algérien, en plein contexte de guerre civile (1992-2002). À Hambourg, l'association perdure encore, rebaptisée *Aid*

A – Aid for Artists in Exile, elle octroie, entre autres, des bourses à des artistes exilés.

Profondément documentée par une multiplicité d'archives (documentaires, orales, audiovisuelles), cette recherche joue intelligemment avec les échelles d'analyse (locales, nationales, internationales, ou encore micro et macro). Cela permet d'appréhender à la fois la fabrique des actions collectives, à l'échelle d'un groupe œuvrant dans une ville par exemple, tout en ayant des indices sur l'efficacité de ces actions et leurs réceptions dans les pays concernés. Le texte à proprement parler est accompagné d'un paratexte composé notamment d'une préface inédite du musicologue et chercheur Esteban Buch, d'une chronologie des actions de l'AIDA autour de l'Amérique latine, d'une riche bibliographie permettant de retracer l'itinéraire de recherche de l'autrice, ainsi que d'un index onomastique qui facilite le maniement de l'ouvrage pour les personnes les plus pressées. Un documentaire franco-argentin de 2021, *Resistencia cultural en dictadura* (disponible sur YouTube), complète l'objet livre afin de diffuser, auprès du grand public, des images d'archives, autrement difficiles d'accès.

En nous livrant l'histoire méconnue d'une association de solidarité artistique, au cœur de réseaux transnationaux en pleine guerre froide, Moira Cristiá réussit donc le pari qu'elle se donne d'apporter sa pierre à l'édifice contre la poussée des régimes autoritaires et fascistes dans le monde, et particulièrement dans son pays, l'Argentine. Riche d'exemples et d'images, ce récit inspirant permet, en effet, d'imaginer de nouvelles modalités de luttes, plus créatives, pour nos mobilisations sociales actuelles et à venir. ●

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

Les cultures : champ des communs et terrain d'enjeux de classe

Différents auteurs ont analysé les échanges possibles entre cultures. Néanmoins, pour les marxistes, ce sont les classes sociales, les rapports sociaux et économiques qui produisent sous des formes très diverses des expressions culturelles nouvelles.

— PAR **CHRISTOF SANDLAR*** —

L'HÉRITAGE TOUJOURS PRÉSENT DE JOHANN GOTTFRIED VON HERDER

Herder considérait les cultures comme des sphères autonomes et homogènes. Cette conception sous-tend la nécessité proclamée de l'acculturation et de l'assimilation. Elle est en arrière-fond de discours sur une identité française qu'il s'agirait de glorifier et de protéger contre des menaces extérieures et/ou des acteurs intérieurs. De manière plus inattendue, c'est le cas du multiculturalisme, défini comme la coexistence de cultures « différentes » dans un même espace politique, ainsi que de l'approche interculturelle qui se traduit par un dialogue entre entités culturelles préconstituées ; le philosophe Wolfgang Iser l'explique de cette façon : « Le problème est qu'avec les concepts sphériques de la culture contenus dans l'interculturalité et le multiculturalisme toute communication véritable est logiquement impossible.

Si un individu est étroitement lié à sa culture, il en va de même de ses possibilités de compréhension. Les membres

d'une culture ne peuvent percevoir ou comprendre l'autre culture que de leur propre point de vue, mais les points de vue seront aussi divers que les cultures elles-mêmes ; il ne peut jamais y avoir une réelle compréhension de l'autre. Le dialogue interculturel se répète et échoue. Précisément à

cause du principe de l'interculturalité : une fois que les cultures ont été érigées en sphères hétérogènes, tout effort visant à se comprendre véritablement est voué à l'échec.

Ceci s'applique aussi bien au monde universitaire qu'au monde politique. La plupart des dialogues universitaires conduisent uniquement à la reconnaissance de leur échec, puis à une autre tentative de dialogue – avec de nouvelles demandes de financement, des colloques, des actes de conférence. Et, sur le plan politique, les podiums sur lesquels

les représentants de différentes cultures font leur apparition échouent encore plus radicalement. L'erreur fondamentale est que les cultures sont d'emblée créées en tant qu'entités autonomes et peuvent toujours être représentées par quelqu'un qui agit alors inévitablement en serrant

Le principe de l'interculturalité : une fois que les cultures ont été érigées en sphères hétérogènes, tout effort visant à se comprendre véritablement est voué à l'échec.

les “vis” des particularités au lieu de les desserrer. Au lieu de partir des points communs, on part des différences – et l’on est donc sur la mauvaise voie dès le départ. »

L’ensemble de ces concepts ne permet donc pas d’une part de rendre compte de la réalité et favorise au mieux des impasses, au pire des fractures et des violences.

L’APPROCHE MATÉRIALISTE DE FERNANDO ORTIZ

Conscient de la faiblesse d’une considération sphérique des cultures, le Cubain Fernando Ortiz sera à l’origine d’un nouveau concept qu’il appliquera à l’histoire de son pays, dans son livre *Controverse cubaine entre le tabac et le sucre* (Mémoire d’encrier, 2011) de 1940. Il s’agit de la « transculturation ». Comme l’écrit Bronislaw Malinowski dans la préface de cet ouvrage : « Tout changement de culture, toute transculturation, est un processus dans lequel on donne toujours quelque chose en échange de ce que l’on reçoit ; c’est comme le dit l’expression du “donnant, donnant”. C’est un processus dans lequel les deux parties de l’équation sont modifiées. Un processus duquel émerge une nouvelle réalité, composite et complexe ; une réalité qui n’est pas un amalgame mécanique de caractères, ni même une mosaïque, plutôt un phénomène nouveau, original et indépendant. Pour décrire un tel processus, le terme aux racines latines “transculturation” met bien en perspective un vocable qui ne contient pas la nécessité pour une culture donnée de tendre vers une autre, mais bien une transition entre deux cultures, toutes les deux actives, toutes les deux contribuant par autant d’apports, et toutes deux coopérant à l’avènement d’une nouvelle réalité de civilisation. »

Fernando Ortiz introduit ainsi la transculturation comme un phénomène universel tout en analysant dans son livre le contexte matériel de sa mise en place à Cuba, comme l’explique Malinowski : « Il y eut un échange de facteurs importants : une “transculturation” dont les forces déterminantes principales furent aussi bien le nouvel habitat que les vieilles caractéristiques des deux cultures, ainsi que le jeu des facteurs économiques particuliers au nouveau monde comme une nouvelle réorganisation sociale

du travail, du capital et de l’entreprise. » Ainsi Fernando Ortiz intègre l’analyse économique et de classe dans son analyse de la transculturation.

CRÉOLISATION : LA TENDANCE IDÉALISTE DE GLISSANT ET DE SES ADEPTES POLITIQUES

Il en est tout autrement d’Édouard Glissant. Au début, le terme de créolisation qu’il conçoit est à la fois ancré dans la réalité historique et linguistique des Antilles, dans la genèse des sociétés issues de la traite et de l’esclavage, mais plus tard il affirmera que la créolisation est avant tout un concept poétique et relationnel plutôt que directement relié à des structures économiques ou des rapports de classe. Il insiste sur l’imprévisibilité des contacts culturels et leur puissance de transformation. Selon lui la créolisation est un précédent historique, qui annonce ce que vit le « Tout Monde » (expression de Glissant) sous la mondialisation. Cela peut être séduisant du point de vue littéraire et poétique mais la primauté accordée par Édouard Glissant à l’idée sur la structure matérielle est problématique d’un point de vue matérialiste et quand il s’agit de l’utiliser dans le champ politique.

S’il ne parle pas des problèmes que cela pose du point de vue matérialiste, l’historien Roger Martelli exprime des inquiétudes quant à l’utilisation du terme « créolisation » dans le champ politique : « La notion de créolisation ne fait pas l’unanimité et n’est pas acceptée partout sans nuance. Déployée avant tout dans un contexte caribéen marqué par l’insularité, la colonisation et l’esclavage, elle a été soumise à des interrogations sur ses contours concrets et sur la validité de son universalisation. » Il relève l’utilisation très personnelle effectuée par Jean-Luc Mélenchon de ce concept quand ce dernier affirme que « dans notre pays, une personne sur quatre a un grand-parent étranger. 40 % de la population parle au moins deux langues. Nous sommes voués à être une

nation créole et tant mieux ! Que la jeune génération fasse le grand remplacement de l’ancienne génération ». Un peu plus loin Roger Martelli critique cette approche d’un nouveau « grand remplacement » en soulignant que « toute exaltation d’un segment des catégories populaires qui serait censé incarner la modernité, au détriment d’un autre persuadé ►►

Le terme
« transculturation » met
bien en perspective un
vocable qui ne contient
pas la nécessité pour
une culture donnée de
tendre vers une autre,
mais bien une transition
entre deux cultures.

Fernando Ortiz

Ni fusillade ni résumé, cette rubrique se propose, autour de productions importantes, de donner à lire une discussion de thèses avancées.

- d'avoir perdu un monde qui n'est plus le sien, produit la division d'un univers populaire dont le point commun évident est pourtant d'appartenir à la cohorte des dominés ».

WELSCH : UNE « DÉPARTICULARISATION » UTILE MAIS SANS CONTENU DE CLASSE

Quant à Wolfgang Welsch, plutôt que de suivre le point de vue d'Édouard Glissant énonçant que la créolisation précède ce que le monde devient aujourd'hui, il met l'accent sur la dimension ouverte, hybride, relationnelle de toute culture – pas seulement celle issue des Caraïbes. Il insiste sur le fait que toute culture humaine est le produit de contacts, d'échanges et de confrontations depuis la Préhistoire, « départmentarisant » ainsi la transculturation contrairement à Glissant et dans la suite logique d'Ortiz.

Le mérite de Welsch est de rappeler ainsi que la transculturation décrit un processus en cours partout dans le monde et lui confère un caractère anthropologique universel. Mais si la transculturation est un processus universel, il est aussi chaque fois décliné de manière différenciée selon les enjeux de classe et les rapports de pouvoir, ce qu'analyse peu Welsch. Pourtant il y gagnerait beaucoup, car un concept anthropologique est d'autant plus puissant analytiquement qu'on le restitue dans les conditions matérielles et sociales où il s'applique.

Migrations, échanges marchands, colonialisme, conquêtes territoriales et coopérations, etc., engendrent des transculturations mais dans des contextes très différents.

Parmi d'innombrables exemples, citons en France, outre la transculturation bien connue dans les colonies aux Antilles, celle résultant de l'expansion impériale romaine produisant la civilisation gallo-romaine. À l'heure de la féodalité et des croisades, il y a l'intégration dans la cuisine médiévale française de la cannelle, du gingembre, du safran ; plus fondamentalement, l'université de Paris a été le relais notamment des savoirs gréco-arabes. Il y a aussi dans le cadre du capitalisme industriel du XIX^e siècle, les migrations rurales, internes et étrangères qui produisent des cuisines et des dialectes hybrides. La prédation de la colonisation produit

aussi par la diffusion de la langue française, en particulier dans certaines élites, l'émergence d'une nouvelle branche de la littérature. En ce qui concerne l'Asie, outre les transculturations issues de la route de la soie passée et actuelle, parlons également de Mao et de Ho Chi Minh qui, tout en reconnaissant le caractère universel du marxisme, vont le « transculturer » en vue d'une application concrète, avec des succès et des échecs. En Afrique, la culture swahili est le produit d'échanges économiques entre agriculteurs bantous de l'intérieur et marchands indiens et arabes de la côte. Toujours en Afrique, dans le cadre féodal des empires du Sahel notamment, l'islam a connu également une transculturation avec des éléments de culture locale.

La liste est infinie et chaque fois la transculturation est le résultat d'un contexte modelé par un mode de production ainsi que par les rapports sociaux qui le structurent.

TRANSCULTURATION : UN OUTIL IMPORTANT DU MATÉRIALISME HISTORIQUE

Un marxiste doit restituer chaque transculturation dans ses rapports historiques et de classe pour ne tomber ni dans la naturalisation, ni dans l'idéalisation des processus de contacts culturels et, au contraire, souligner leur ancrage dans des structures matérielles et les luttes sociales. La critique politique d'une utilisation impropre dans le débat public d'une forme historique de la

transculturalité (la créolisation) est nécessaire mais ne suffit pas. Il faut une fois pour toutes réaffirmer que les cultures en mouvement ne fusionnent pas naturellement mais que ce sont les classes sociales, les rapports sociaux et économiques qui produisent sous des formes très diverses des expressions culturelles nouvelles décrites par la transculturation afin de ramener le débat sur le terrain des conditions de vie concrètes et du changement de mode de production nécessaire, perspective historique à maintenir pour qu'enfin la maxime « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » devienne réalité progressivement. ●

*Christof Sandlar est assistant parlementaire de Marianne Margaté, sénatrice (PCF) de Seine-et-Marne.

Déployée avant tout dans un contexte caribéen marqué par l'insularité, la colonisation et l'esclavage, [la notion de créolisation] a été soumise à des interrogations sur ses contours concrets et sur la validité de son universalisation.

Roger Martelli

ORGANISEZ DES DÉBATS !



avec les membres de l'équipe de votre revue autour d'un des thèmes des dossiers ou des livres c'est possible !

<https://www.causecommune-larevue.fr/>

Contactez-nous au 01 40 40 13 50



Claude Saligny

ou au 01 40 40 12 30



Monique Renault

Mail :

redaction@causecommune-larevue.fr



Cause  commune
est sur **Facebook**

[Facebook.com/CauseCommunepcf](https://www.facebook.com/CauseCommunepcf)

..... L'ÉQUIPE DE LA REVUE



Guillaume Roubaud-Quashe
Directeur



Dorian Mellot
Rédacteur en chef
(Grand entretien)



Gérard Streiff
Rédacteur en chef
(Controverses/
Sondages)



Sébastien Thomassey
Mise en page



Frédo Coyère
Mise en page
et graphisme



Noëlle Mansoux
Secrétariat
de rédaction



Chantal Guerre
Secrétariat
de rédaction



Hoël Le Moal
(Critiques/Lire)



Vincent Boulet
(Chronique
européenne)



Aurélien Bonnarel
(Droit)



Florian Gulli
(En débat)



Maëva Durand
(Féminisme)



Igor Martinache
(Féminisme)



Baptiste Giron
(Histoire)



Lukas Tsiptsios
(Histoire)



Nicolas Tardits
(Grand entretien)



Aurélien Aramini
(Philosophiques)



Jean-Michel Galano
(Philosophiques)



Victor Blanc
(Poésies)



Pierre Crépel
(Réactions)



Élodie Lebeau-Fernández
(Regard)



Flavien Ronteix
(Sciences)



Fanny Chartier
(Statistiques)



Adrien Montbroussous
(Statistiques)



Claudine Périllaud
Relecture



Mathieu Menghini



Constantin Lopez
Réseaux sociaux



Julien Rossi
Débats



Saliha Bousseadra



Nicolas Lambert



Jean Quétier



Sabrina Royer

PROCHAIN NUMÉRO
JANVIER/FÉVRIER 2026
Socialisme



Prix : 10€